



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PLAN VERT DIRECTEUR du PARC NATUREL DE L'OUR

Élaboration de la stratégie de développement durable

RAPPORT FINAL

(Octobre 2008, finalisé Janvier 2009)



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

**PLAN VERT DIRECTEUR
du PARC NATUREL DE L'OUR**

***Elaboration de la stratégie
de développement durable***

Dossier réalisé par:

ECAU, 28A, rue JP Brasseur, L-1258 Luxembourg

tél: + 352 25 34 20 - fax: + 325 25 34 21

e-mail: ecau.mir@weblin.lu

Responsable du projet:

Marie-Laure Mir , Géographe, ingénieur-conseil en aménagement du territoire

ADE s.a., Rue de Clairvaux 40, bte 101, B-1348 Louvain-la-Neuve

tél: + 32 10 45 45 10 - fax: + 32 10 45 40 99

e-mail: ade@ade.be

Responsable du projet:

Jean-Marie Wathelet, Ingénieur agronome

Sommaire

AVANT-PROPOS 7

A. Rappel du cadre contractuel de l'étude	7
B. Déroulement de la mission	8

PARTIE 1 - DIAGNOSTIC DES ENJEUX DU PLAN VERT DIRECTEUR 11

<i>Résumé et conclusions de la Partie 1 – Diagnostic des enjeux du PVD</i>	13
Introduction à la Partie 1	17
1.1 Contexte général	21
1.2 Agriculture	25
1.3 Forêts	33
1.4 Tourisme et loisirs	39
1.5 Energie	47
1.6 Urbanisation	53
1.7 Economie	59
1.8 Transport	65
1.9 Eau	69
1.10 Chasse et pêche	75
1.11 Faune & flore	79
1.12 Paysage	85
Conclusions de la Partie 1	89

PARTIE 2 – DEFINITION DE LA STRATEGIE ET CATALOGUE DE MESURES 91

<i>Résumé et conclusions de la Partie 2 – Définition de la stratégie ; 1ères mesures</i>	93
Introduction à la Partie 2	97
2.1 – Objectifs stratégiques du Plan vert directeur	99
2.1.1 Objectifs et axes stratégiques	99
2.1.2 Cohérence avec les autres politiques nationales	101
2.2. Axe 1 – Valorisation du paysage et identité du territoire	105
2.2.1 Plan paysage	105
2.2.2 Charte paysagère	109
2.3 Axe 2 – Protection, restauration et gestion des patrimoines naturels	111

2.3.1	Inventaire de la diversité biologique	111
2.3.2	Plan de gestion de l'eau	115
2.3.3	Plan énergie	120
2.4.	Axe 3 – Développement et aménagement durable	125
2.4.1	Concept d'aménagement et d'urbanisation	125
2.4.2	Concept de tourisme durable	129
2.5.	Propositions d'actions localisées	133
	Conclusions de la Partie 2	135

PARTIE 3 - PROJET DE CHARTE PAYSAGERE **137**

ANNEXES **151**

Annexe 1 : Chapitre 1.2 Agriculture : Compléments statistiques

Annexe 2 : Divers cartes

Annexe 3 : Trame d'enquête réalisée auprès de communes (hiver 2006-07)

Avant-propos

Le présent rapport clôture la mission d'élaboration de la stratégie de développement durable du Plan vert directeur du Parc naturel de l'Our.

Il a pour base la compilation des 3 rapports d'études qui ont été remis dans le cadre de l'exécution de la mission, à savoir :

1. **Diagnostic des enjeux du Plan vert directeur (07/2007)**
2. **Définition de la stratégie générale du parc (12/2007)**
3. **Projet de charte paysagère (06/2008)**

Afin de clarifier l'objet de cette mission, il est proposé de la resituer :

- d'une part, par rapport à son cadre contractuel, et
- d'autre part, par rapport aux conditions de son déroulement.

A. Rappel du cadre contractuel de l'étude

Contractuellement, l'étude visant à élaborer la stratégie du Plan vert directeur du Parc, prévoit 3 étapes :

1. **Diagnostic des enjeux du Plan vert directeur**
2. **Définition de la stratégie générale du parc**
3. **Présentation des mesures de développement durable**

La méthode de travail convenue pour chaque étape étant la suivante :

1. Diagnostic des enjeux du Plan vert directeur (PVD)

Le diagnostic est réalisé en 4 étapes :

1. Evaluation des documents existants
2. Evaluation des documents cartographiques disponibles
3. Analyse AFOM de la situation actuelle
4. Evaluation des enjeux du Plan vert directeur

La démarche, telle que prévue, s'inscrit en continuité des travaux déjà réalisés et cherche à en vérifier la validité et l'actualité.

Elle fait concrètement référence aux documents (rapports et plans) « Clarification de la mission » et « Objectifs, situation idéale et évaluation de la situation actuelle » de l'étude EBP et de sa grille d'analyse en 11 thèmes (agriculture, sylviculture, loisirs et tourisme, énergie, développement urbain, circulation, économie, eau, chasse et pêche, faune et flore, et paysage).

L'analyse AFOM (atouts – faiblesses - opportunités - menaces) qui la clôture a pour objet d'établir une vision contradictoire actualisée de la situation contextuelle du parc, et d'en faire ressortir les enjeux, dans l'optique des orientations propres à un plan vert directeur.

2. Définition de la stratégie générale du parc

La stratégie générale du plan vert directeur a un double cadrage :

1. L'objectif général de développement durable du PVD
2. La mise en cohérence avec les autres politiques de développement

Les enjeux retenus de la phase diagnostic permettent de définir l'objectif général de développement durable du Plan vert directeur, ses thèmes et domaines d'actions prioritaires et le cas échéant ses objectifs secondaires de développement.

Les orientations majeures du Plan vert directeur sont appréciées et mises en cohérence avec les diverses politiques nationales et européennes actuelles, dans les domaines de l'environnement et de l'aménagement du territoire.

3. Présentation des mesures de développement durable

Il est proposé de présenter les mesures de manière thématique et spatialisée :

1. Catalogue de mesures
2. Propositions d'actions localisées

En référence aux orientations principales retenues, le catalogue pourra proposer des mesures « cadres » à l'échelle du parc dans les domaines suivants :

- Maîtrise de l'évolution globale des territoires
- Protection durable des patrimoines naturels et culturels remarquables
- Gestion durable des grands ensembles patrimoniaux (sols, eaux, espaces forestiers et espaces ouverts, patrimoines bâtis, etc.)
- Gestion durable du développement touristique
- Besoins en moyens et ressources humaines

Ces mesures pourront être complétées de propositions d'actions localisées appropriées.

B. Déroulement de la mission

Le **contrat a été signé le 2 mars 2006** pour une période théorique de 12 mois, mais l'étude s'est finalement étalée sur près de 3 ans, pour deux raisons majeures : le besoin d'un recadrage politique local et la prise en compte du projet de Plan sectoriel « Grands ensembles paysagers » rendu public à l'achèvement de la mission.

L'étude s'est déroulée comme suit :

- Son engagement a été matérialisé par une première réunion le 12 mai 2006, destinée à évaluer les documents disponibles ;
- La seconde réunion, le 31 juillet 2006, en référence au document EBP « Clarification de la mission », a conclu à la nécessité d'engager une enquête auprès des communes du parc, pour en actualiser les attentes, en raison des changements politiques intervenus depuis l'étude EBP en 2003-04. Le comité de pilotage a souhaité s'approprier cette démarche ;
- La trame d'enquête a été finalisée suite à la réunion du 17 octobre 2006 ; le comité de pilotage a consulté les communes à l'automne-hiver 2006-2007 ;

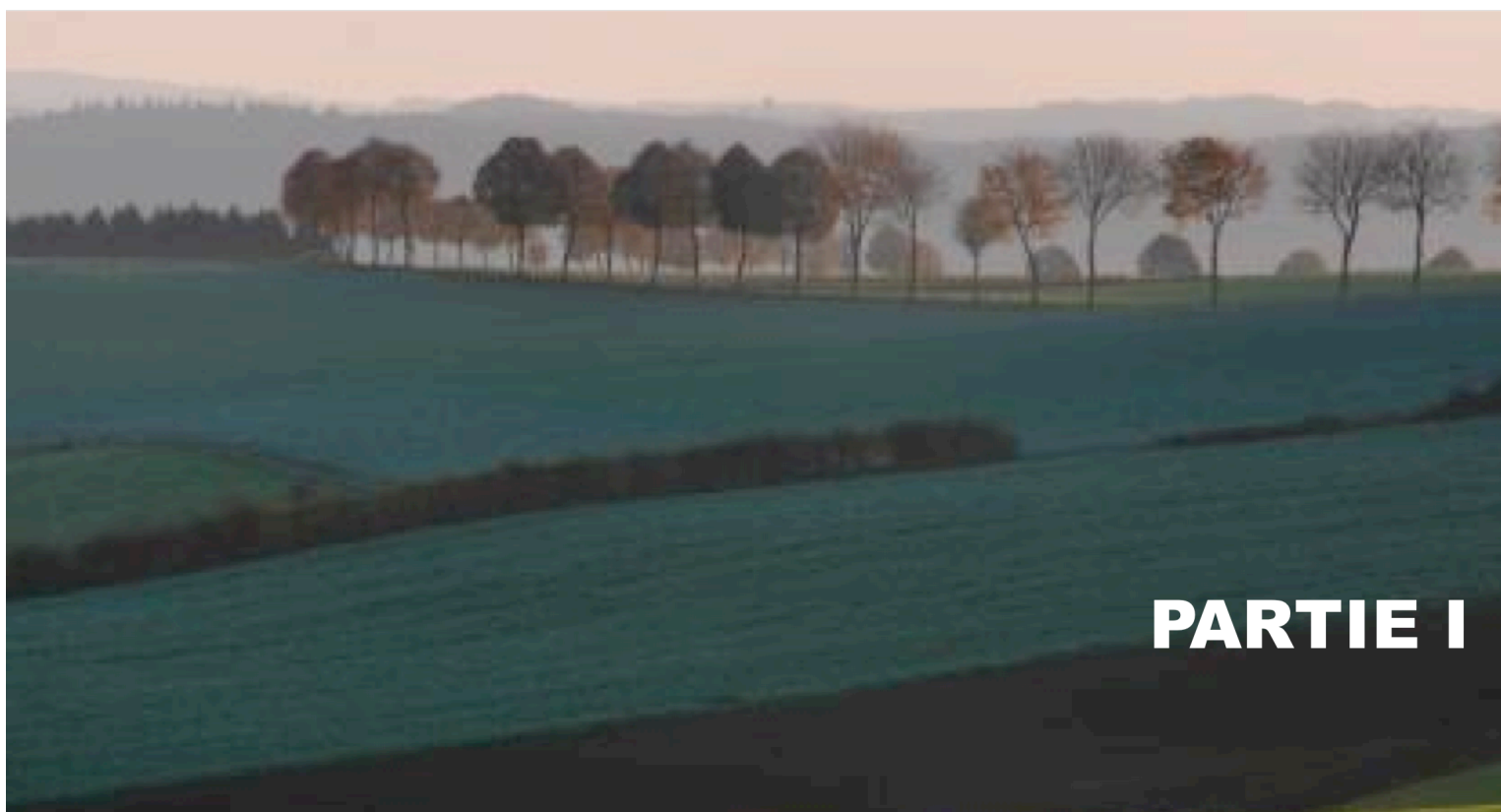
- La réunion du 25 avril 2007 a permis de restituer au bureau d'études les attentes actualisées des communes pour le Plan vert directeur ;
- Intégrant cet apport, le **Rapport 1 « Diagnostic des enjeux du plan vert »** a été présenté lors de la réunion du **7 juillet 2007** ;
- Le 11 octobre 2007, le comité de pilotage a fait part de ses remarques sur ce Rapport 1 ;
- Lors de la réunion du 16 novembre 2007, et à la demande du comité de pilotage, le bureau d'étude a présenté au Bureau du Parc les orientations en cours du PVD, notamment par rapport au Plan sectoriel « Grands ensembles paysagers et forestiers » ;
- Lors de la réunion du **6 décembre 2007**, en présence du représentant ministériel en charge de ce Plan sectoriel, et à l'occasion de la présentation du **Rapport 2 « Stratégie et premières mesures »**, il a été retenu d'assurer la complémentarité entre les 2 plans et les 2 calendriers et de retenir le territoire du parc comme territoire pilote de mise en œuvre des mesures du Plan sectoriel « Grands ensembles paysagers » ;
- Le comité de pilotage a fait part de ses remarques concernant ce Rapport 2, le 17 mars 2008 ;
- Le **27 juin 2008**, le bureau d'études a présenté un projet de « **Charte paysagère** ».

Compte tenu de ce qui précède, cadre contractuel de l'étude et conditions de déroulement, le présent rapport intègre les documents réalisés et les présente selon les 3 parties suivantes :

Partie 1 - Diagnostic des enjeux du Plan vert directeur

Partie 2 - Définition de la stratégie et catalogue de mesures

Partie 3 - Projet de charte paysagère



PARTIE I

Diagnostic des enjeux du Plan vert directeur

(Première version juillet 2007 - révisée octobre 2007
compilée octobre 2008, finalisée janvier 2009)

Résumé et conclusions de la Partie 1

« Diagnostic des enjeux du Plan vert directeur »

Le diagnostic des enjeux du territoire a été structuré autour des 11 thèmes originellement choisis pour les premières études d'un Plan vert directeur ; pour rappel : agriculture, sylviculture, loisirs et tourisme, énergie, développement urbain, circulation, économie, eau, chasse et pêche, faune et flore, et paysage). Chacun de ces thèmes a été analysé en 6 points :

1. Contexte « Etude détaillée » du Parc naturel
2. Résumé de la situation actuelle selon l'étude EBP
3. Actualisation de l'AFOM
4. Attentes des communes
5. Enjeux spécifiques à retenir pour le Plan vert directeur
6. Orientations et pistes de mesures

Enjeux, orientations et pistes de mesures

Cette approche très sectorielle, si elle a permis de traiter de manière systématique tous ces domaines, s'est heurtée aux interférences permanentes entre champs thématiques et aux lacunes qu'implique un tel cloisonnement.

Elle a notamment démontré qu'elle était peu performante pour cerner les **enjeux généraux et transversaux** les plus urgents pour l'avenir du Parc, qui peuvent être résumés comme suit :

- Garantir à l'échelle du territoire du Parc, une **politique globale et harmonisée de conservation et/ou de restauration de son caractère environnemental et de sa diversité**. Cet enjeu implique des **outils de gestion coordonnée** à l'échelle de son territoire ;
- Rendre perceptible ce projet global et cohérent de protection de la nature par des **actions concertées** en termes de développement urbain, économique mais aussi touristique ;
- **Favoriser ainsi l'identification du territoire en renforçant sa lisibilité**, et en valorisant ses **atouts** en termes **de qualité paysagère**, qualité architecturale, qualité des espaces naturels et urbains ;
- Baser ce projet sur un **renforcement des connaissances** disponibles et surtout sur une couverture harmonisée de celles-ci à l'échelle du parc, prioritairement pour le **patrimoine paysager**, mais aussi pour le patrimoine bâti, le patrimoine culturel, ainsi que pour les autres attraits régionaux qui concourent à son identité ;
- Enfin, **susciter l'adhésion active des politiques, forces vives, autres acteurs** et de l'ensemble de la population résidente pour appuyer le projet de parc.

Sur base de ces enjeux, il a été retenu de développer la stratégie du Plan vert directeur selon une structure de programme fonctionnel et simple qui intègre les thématiques étudiées en fonction de leurs interrelations les plus pertinentes pour le thème fédérateur du paysage retenu comme fil rouge du Plan vert directeur.

En conséquence de ce qui précède, les orientations et pistes de mesures qui concluent ce diagnostic s'orientent vers des outils à caractère souvent contractuel, de type suivant :

- **Inventaires**, par exemple : paysages, écosystèmes agricoles, typologies urbaines, besoins en déplacement, ressources en eau, etc.
- **Plans et programmes** divers, par exemple : énergie (climat), déplacements, gestion de l'eau, des ressources cynégétiques et halieutiques, etc.
- **Chartes**, par exemple : paysage, tourisme, etc.
- **Conseil**, par exemple : agricole, architectural, efficacité énergétique, etc.

Eléments de réflexion et précision

Avant de résumer la proposition de stratégie de Plan vert directeur qui découle du diagnostic, il est souhaitable de rapporter les principaux éléments de réflexion qui ont surgi de cette première partie de mission, moins linéaire que prévue, et enrichie par la décision de réactualiser l'attente des communes avant de conclure sur les enjeux du Plan vert directeur.

Ainsi, cette étape, par ces échanges, a également eu pour intérêt de permettre de préciser le caractère original à donner au Plan vert directeur :

- *Le Plan vert directeur ne sera pas un « plan » au sens graphique du terme, mais plutôt un programme composé de mesures dont la mise en œuvre pourra être précisée et accompagnée par des supports écrits et graphiques ;*
- *Le Plan vert directeur ne sera pas un document fini, livré « clés en main », car il est voulu et conçu comme l'amorce d'un processus de travail participatif et volontariste : il est appelé à être approprié par les partenaires politiques, administratifs et économiques du parc, à se développer avec le temps, et à s'enrichir en permanence ;*
- *La finalité du Plan vert directeur est d'être un outil d'accompagnement de la mise en œuvre du programme de l'étude détaillée, sur le thème très vaste de l'environnement ;*
- *Pour ce faire, le Plan vert directeur retient le paysage comme thème fédérateur de son champ d'actions : il participe ainsi directement à la visibilité du territoire du parc, et a pour vocation de soutenir une image de qualité, d'exemplarité et d'excellence ;*
- *Le Plan vert directeur peut contribuer à asseoir le rôle du Parc en lui attribuant plus clairement une mission d'initiateur et d'animateur du processus engagé, mais aussi de coordinateur de projets et d'actions, de centres de services pour des produits vitaux de gestion (par exemple SIG), et si nécessaire de lobbyiste pour les principaux groupes d'actions ;*
- *Le Plan vert directeur peut également contribuer à conforter la position supra-communale du Parc, son rôle d'interlocuteur privilégié des ministères pour la mise en œuvre des politiques nationales (plans sectoriels notamment) ;*
- *Le Plan vert directeur doit également contribuer à mettre les communes au cœur des actions à engager pour être reconnu par ces dernières comme centre de compétences et d'expertises ;*
- *Le Plan vert directeur se veut un modèle de référence environnemental dans le cadre du partenariat avec les parcs naturels de la Grande Région ; il souhaite ainsi apporter des réponses innovantes aux questions d'actualité, notamment dans le domaine de la « qualité territoriale » et de l'« excellence paysagère ».*

Structure et stratégie du Plan vert directeur

Les limites reconnues de l'analyse thématique plaident pour le développement d'un Plan vert directeur qui reflète une structure de programme fonctionnel et simple, intégrant les thématiques étudiées en fonction de leurs interrelations les plus pertinentes.

Ainsi, bien que prévu comme la prolongation du programme de l'étude détaillée, le Plan vert directeur n'en reprendra pas la structure, trop globalisée sur les domaines centraux du PVD (nature, environnement et paysage), et trop sectorisée sur d'autres, comme les activités (économiques – touristiques, agricoles, sylvicoles, PME).

La structure de la stratégie du Plan vert directeur propose d'exprimer de manière plus opérationnelle les réponses que le Parc peut apporter aux enjeux transversaux et thématiques.

Ainsi, sur base de l'analyse de la partie 1 de la mission, et en conclusion de son diagnostic, les axes stratégiques proposés sont les suivants :

AXE 1. Renforcer l'identité du territoire et sa gestion durable en faisant de la protection et de la mise en valeur des paysages un thème fédérateur pour tous les acteurs

- Faire du paysage le thème fédérateur du Plan vert directeur
- Améliorer la connaissance partagée des caractéristiques paysagères du Parc pour y développer une gestion harmonisée, permettant de valoriser l'identité paysagère du Parc
- Informer, sensibiliser et mobiliser tous les acteurs « territoriaux » sur la protection et la mise en valeur des paysages
- Prévenir les risques d'atteintes paysagères

AXE 2. Faire du Parc Naturel de l'OUR un exemple dans les stratégies de protection, de restauration et de gestion des patrimoines naturels

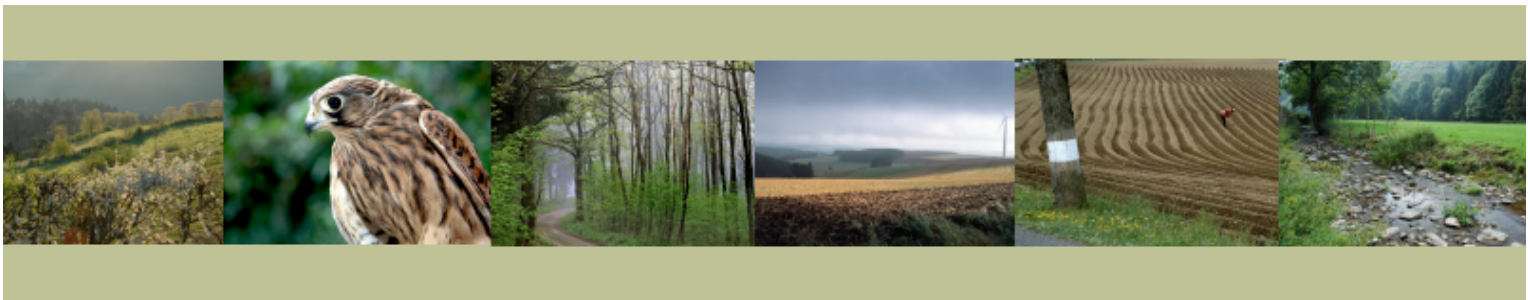
- Connaître et gérer de manière intégrée la diversité biologique des milieux naturels (zones d'intérêts écologiques et zones adjacentes)
- Coordonner la gestion de la ressource en eau et l'aménagement des cours d'eau
- Participer à la réduction de la consommation énergétique au niveau de l'habitat, des équipements publics et des activités économiques ; valoriser les énergies renouvelables
- Renforcer les efforts des acteurs économiques en faveur d'une gestion durable des espaces agricoles et forestiers, notamment
- Informer, sensibiliser et mobiliser sur la protection de la nature

AXE 3. Accompagner les initiatives de création d'activités publiques ou privées qui s'inscrivent dans une dynamique de développement économique ou social durable

- Promouvoir des formes de développement urbain durables et innovantes qui assurent une consommation parcimonieuse du territoire
- Faciliter l'implantation d'activités économiques ou sociales durables
- Proposer une stratégie d'organisation pour la fréquentation des lieux touristiques dont les espaces naturels ; définir et mettre en œuvre un schéma de développement touristique spécifique au Parc
- Intégrer les préoccupations paysagères dans les aménagements routiers et l'organisation de la mobilité à l'intérieur du parc

AXE 4. Renforcer les coordinations et développer les partenariats pour améliorer l'efficacité des actions en faveur de l'environnement et des paysages

- Renforcer la coordination entre services et administrations pour développer la connaissance du territoire
- Développer des partenariats et assurer la coordination des acteurs agissant sur le territoire, selon leur domaine de compétence
- Développer la coopération avec les territoires extérieurs tant au niveau national qu'international



Introduction à la partie 1

A. Cadrage général du PVD

Il existe deux parcs naturels au Luxembourg, créés en application de la loi du 10 août 1993 relative aux parcs naturels. Créé par le RGD du 9 juin 2005, le Parc Naturel de l'Our est le plus jeune de ces deux parcs luxembourgeois.

Pour rappel, les objectifs d'un parc naturel fixés par la loi (art.2) sont les suivants :

- *la conservation et la restauration du caractère et de la diversité du milieu naturel, de la faune, et de la flore indigènes ;*
- *la sauvegarde et la pureté de l'air ainsi que la qualité des sols, la conservation et la restauration du patrimoine naturel ;*
- *la promotion et l'orientation d'un développement économique et socioculturel intégrant les aspirations légitimes de la population, en ce qui concerne leurs possibilités d'emploi, leur qualité de vie et d'habitat ;*
- *la promotion et l'orientation d'activités de tourisme et de loisirs s'inscrivant dans le cadre des objectifs du présent article.*

A la différence des parcs existants dans les pays voisins, ces deux parcs ont les particularités communes suivantes :

- Ils sont de petite taille, mais ils sont très proches l'un de l'autre et leur (quasi) continuité physique présente une entité territoriale de grande qualité naturelle et paysagère ;
- Ils sont situés au cœur du vaste ensemble de parcs naturels que comprend la Grande Région Saar-Lor-Lux+, et en continuité territoriale directe avec certains voisins allemands et belges ;
- Les 2 parcs luxembourgeois sont à une très faible distance (moins de 50 km) de la capitale Luxembourg et aux portes de la Nordstad. Les projets de développement local qu'ils sous-tendent n'ont donc pas pour objet de compenser une situation d'enclavement ou d'isolement.

Cette situation, globalement favorable, a un revers : le territoire du Parc doit trouver les moyens de se distinguer de son environnement par une identité forte et originale qui le démarque de son voisinage, tout étant parfaitement intégré dans cet ensemble.

Dans ce contexte, le Parc de l'Our ne doit pas se limiter à jouer seulement un rôle d'espace de détente et de loisirs aux bénéfices des zones urbaines proches, mais doit être soutenu par un véritable projet de développement durable qui valorise le potentiel endogène de son territoire, sur base notamment de ses atouts patrimoniaux propres, dont ses atouts paysagers et environnementaux.

La création du parc a été soutenue par la réalisation d'une étude détaillée (art. 6 de la loi), achevée en novembre 2003. C'est elle qui a fixé les lignes directrices du projet du Parc pour « *la protection de l'environnement, la conservation et la restauration du caractère et de la diversité du milieu naturel et du patrimoine culturel, l'aménagement du territoire, la sauvegarde des intérêts des acteurs économiques locaux, le développement rural, économique, socioculturel et touristique* ».

Mais, les autorités du Parc ont décidé de compléter le projet global défini par l'étude détaillée par un Plan vert directeur dont l'objectif est d'affiner le programme du Parc en matière de développement durable. Pour rappel, ce programme est présenté en objectifs, mesures et projets structurés en 4 champs d'actions intégrés :

- Qualité de vie
- Nature et environnement
- Développement spatial et urbain, mobilité, culture
- Activités économiques : tourisme, agriculture, sylviculture et PME

Le Plan vert directeur se donne ainsi pour finalité de concrétiser et d'approfondir les parties du programme détaillé, en recoupant ces champs d'action dans l'intérêt d'une valorisation accrue de son environnement.

Un Plan vert directeur n'a pas de contenu légalement défini. Mais, le comité de pilotage de la mission souhaite réaliser un **Plan vert directeur à vocation de plan de référence pour l'aménagement et le développement des communes du Parc**. Ce Plan vert directeur doit apporter une réelle **plus-value environnementale au programme d'actions de l'étude détaillée**, en se démarquant par une **recherche de qualité, d'originalité et d'exemplarité en matière d'environnement et de développement durable**, appuyée sur les potentialités locales.

Le Plan vert directeur s'attachera ainsi à confirmer l'image du parc, sa **visibilité et lisibilité**, donc son **identité**, par le biais notamment d'une **qualité « paysagère » exemplaire**. Le **paysage** apparaît, de facto, comme le **thème fédérateur** à retenir pour le Plan vert, puisqu'il est le dénominateur commun au cadre de vie, à l'environnement, au développement spatial et urbain et aux activités économiques, dont le tourisme.

Le Plan vert directeur, tout comme la mise en oeuvre proprement dite du programme du Parc, s'inscrit dans un **processus long, participatif et volontariste**. Mais il est nécessaire qu'il apporte des résultats visibles à court et moyen terme pour s'assurer l'adhésion et le soutien des communes et des autres acteurs partenaires de la démarche.

Ce projet, d'impact territorial mais aussi fonctionnel, fondé sur un quadruple volet environnemental, culturel, économique et social, se doit d'être imaginatif et de proposer des pistes innovantes. Il devra également définir des priorités dans un esprit consensuel afin de privilégier l'intérêt général du Parc dans son ensemble, pour prétendre à être un projet d'exemplarité et d'excellence.

B. Mise en œuvre de l'étude

La présente étude fait donc suite aux travaux d'engagement du Plan vert directeur, confiés au bureau Ernst Basler et Partner et réalisés en 2003 et 2004. Dans le cadre de la présente mission d'élaboration de la stratégie du Plan vert directeur, il a été convenu que ces travaux EBP, dont les bases de données SIG, constitueraient la source principale du diagnostic de la situation, mis en œuvre en 2006, pour la définition des spécificités du territoire et des enjeux du Plan vert directeur.

Mais l'engagement de la mission a révélé qu'il était difficile de réaliser l'analyse AFOM (Atouts-Faiblesses-Opportunités-Menaces), sur la seule base des documents disponibles réalisés par EBP, pour les raisons suivantes :

1. Évaluation des documents existants

- Les résultats de la phase « **Clarification de la mission** » sont partiellement obsolètes. En effet, cette première étape a été réalisée en 2003 et les élections communales d'octobre 2005 ont modifié la situation politique locale.

Afin d'actualiser les attentes des communes du Parc naturel et plus particulièrement du Plan vert directeur, le comité de pilotage de la mission a décidé de reprendre contact avec le collège échevinal de chacune des communes afin de les consulter selon 3 champs de questions : les atouts et faiblesses de leur commune, leur vision du parc et leurs attentes particulières d'un Plan vert directeur. Cette démarche a été réalisée en hiver 2006-2007 et s'est terminée au printemps 2007.

- Le rapport « **Situation actuelle et vision future** » (juin 2004)
Ce document a également montré ses limites, car sur les 11 thèmes abordés, 3 se sont révélés très faiblement documentés sur la situation actuelle, notamment sur des thèmes importants comme l'urbanisation, l'économie, et le paysage.
Par ailleurs, le contexte national et européen a fourni de nouveaux cadres de travail depuis 2003, notamment dans le domaine de l'environnement, avec l'entrée en vigueur du nouveau Plan de développement rural 2007-2013 (PDR) et la publication du Plan national forestier et du Plan national pour la protection de la nature. Cette situation nouvelle requiert également une connaissance actualisée de la situation présentée par EBP pour les thèmes de l'agriculture, de la forêt et de la faune & flore.
D'autres thèmes sont actuellement au cœur de l'actualité nationale, comme la mobilité (concept IVL) et l'énergie, ce qui a justifié également une mise à niveau de la situation actuelle.

2. Evaluation des documents cartographiques disponibles

La mission EBP s'est notamment conclue en 2004 par la constitution d'un système SIG centralisant les données disponibles principalement sur le plan environnemental.

Ce SIG a été étoffé et complété depuis lors, et il fait aujourd'hui fonction d'outil d'analyse et d'instrument d'aide à la gestion pour les communes du Parc, notamment dans le cadre de la révision actuelle des PAG en application de la loi de 2004 sur l'aménagement communal et le développement local. C'est à ce titre un élément « visible » de la construction du Parc comme entité de gestion territoriale. De plus, ce système est en cours d'intégration dans un projet plus vaste de SIG régional (SIGR), développé dans le cadre LEADER+ et qui est sur le point d'être opérationnel (juillet 2007).

3. Analyse AFOM de la situation actuelle

En conséquence de ce qui précède, l'analyse AFOM présentée ci-après fait non seulement référence aux sources documentaires EBP, tel que prévu, mais elle s'appuie également, pour la quasi totalité des thèmes étudiés, sur un complément de données recueillies pour les besoins de l'étude et limitées aux champs d'étude et intérêts d'analyse qui relèvent du futur Plan vert directeur.

Il convient effectivement de rappeler que l'ambition du Plan vert directeur est de proposer une plus-value environnementale au programme de développement en cours du parc naturel, en se positionnant comme complément au programme détaillé du Parc, et de suivre ce « fil rouge » dès le travail de diagnostic.

Les 11 thèmes qui ont été retenus comme grille d'étude pour le diagnostic (*agriculture, sylviculture, loisirs et tourisme, énergie, développement urbain, circulation, économie, eau, chasse et pêche, faune et flore, et paysage*), seront ainsi analysés en 6 points :

1. Contexte « Etude détaillée » du Parc naturel
2. Résumé de la situation actuelle selon l'étude EBP¹
3. Actualisation de l'AFOM
4. Attentes des communes
5. Enjeux spécifiques à retenir pour le Plan vert directeur
6. Orientations et pistes de mesures

¹ Remarque : le périmètre du Parc a été modifié depuis l'étude détaillée préparatoire à la création du Parc : exclusion de la commune de Weiswampach, mais intégration de celles de Troisvierges et fusion des communes de Kautenbach et Wilwerwiltz en Kiischpelt, et de Bastendorf et Fouchren en Tandel.

1.1 Contexte général

1.1.1 Généralités²

Le Parc naturel de l'Our couvre plus de 305 km², selon une configuration étirée, soit près de 11% du territoire national. Il englobe 11 communes, depuis la fusion de Kautenbach et Wilwerwiltz en Kiischpelt, et celle de Bastendorf et Fohren en Tandel, à compter de janvier 2006. Le parc comptait en 2005 près de 13.800 habitants, et 14.900 en 2008, soit 3% de la population nationale, répartie dans 57 villages, soit une moyenne de plus de 5 villages par commune et moins de 260 habitants par village.

Le Parc bénéficie ainsi d'une densité d'occupation faible de 48,8 habitants/km², contre 187 au plan national, mais en croissance constante. La commune la plus peuplée, Troisvierges compte à peine plus de 2800 habitants et 4 autres dépassent le millier : Clervaux (1890), Hosingen (1630), Vianden (1560) et Heinerscheid (1060).

Communes	Nombre villages/com.	Population 2005	Population 2008	Superficie km2	% superf./ T. Parc Nat	Densité hab/ km2 en 2005	Densité hab/ km2 en 2008
Clervaux	1	1 810	1 887	25,49	8,3%	71,01	74,03
Consthum	2	405	462	14,95	4,9%	27,09	30,90
Heinerscheid	9	1 056	1101	33,99	11,1%	31,07	32,39
Hosingen	6	1 628	1804	45,28	14,8%	35,95	39,84
Munshausen	5	887	1053	25,57	8,4%	34,69	41,18
Troisvierges	8	2 585	2822	37,86	12,4%	68,28	74,54
Bastendorf ¹	4	759	1 684	24,44	8,0%	31,06	40,36
Fohren ¹	4	818		17,28	5,7%	47,34	
Hoscheid	1	519	581	10,42	3,4%	49,81	55,76
Putscheid	9	824	909	27,13	8,9%	30,37	33,51
Vianden	1	1 561	1671	9,67	3,2%	161,43	172,80
Kautenbach ²	3	271	936	13,84	4,5%	19,58	27,87
Wilwerwiltz ²	4	647		19,74	6,5%	32,78	
Total Parc Nat	57	13 770	14 910	305,66	100%	45,05	48,78
GD Lux.		455 000	483 799	2586,36		175,92	187,06

Source: Statec

¹ Les communes de Bastendorf et Fohren ont fusionné au 1er janvier 2006 pour former la commune de Tandel

² Les communes de Kautenbach et Wilwerwiltz ont fusionné au 1er janvier 2006 pour former la Commune de Kiischpelt

Le Parc appartient à la Région touristique Ardennes qui englobe également le Parc naturel de la Haute-Sûre, et compte 2 principaux pôles touristiques, Clervaux et Vianden.

Ce territoire fait partie de l'Oesling, et plus largement du massif ardennais. Il se caractérise par une altitude moyenne de 450 à 500 m, une pluviosité élevée (800 à 900 mm), des températures annuelles basses (7,0° à 8,5°C ; plus de 100 jours de gel par an).

L'activité humaine y traduit ces conditions naturelles : la couverture forestière y est supérieure à la moyenne nationale, avec un taux moyen de 43%, pouvant avoisiner les 75% sur les versants à fortes pentes de la vallée de l'Our. Les sols les plus fertiles des hauts plateaux sont réservés aux labours et pâturages.

Le Parc comprend également 7 sites d'intérêt communautaire Natura 2000 dont 5 zones spéciales de conservation (habitats) et 2 zones de protection spéciales (oiseaux), mais aussi 1 zone de protection nationale (zone humide), 13 zones potentielles de niveau national, dont 8 zones humides, 2 réserves diverses et 3 réserves forestières. Par ailleurs, le parc compte 5 sites potentiels de réserve forestière intégrale qui totalise 645 ha (Source AE&F).

² Certaines données, notamment démographiques ont été actualisées pour tenir compte de la fusion de communes intervenue au 1^{er} janvier 2006

Le projet de Plan vert directeur doit être développé en cohérence et complémentarité avec les diverses programmations et réglementations nationales qui touchent plus particulièrement les domaines de l'aménagement du territoire, du développement urbain, et de la protection de la nature et des espaces naturels au sens large. Depuis l'engagement de la création du parc, ces cadres nationaux se sont sensiblement étoffés et le projet devra tenir compte des programmes et plans suivants :

- Programme directeur d'aménagement du territoire (27/03/2003),
- Plans sectoriels directeurs concernant les décharges de déchets inertes, les lycées, les stations de téléphonie mobile, les transports et les grands ensembles paysagers ; les plans sectoriels en cours concernant les zones d'activités, le logements, etc.
- Concept IVL (Infrastruktur-Verkehr-Landschaft)
- Plan national forestier
- Plan national protection de la Nature (mai 2007)
- Plan de développement rural 2007-2013

Sans oublier la révision des plans d'aménagement général des communes réalisée en exécution de la loi du 19 juillet 2004 sur l'aménagement communal et le développement local et le cas échéant d'autres servitudes découlant de la loi du 19 janvier 2004 sur la protection de la nature.

Par ailleurs, le projet pourra également faire référence à divers documents cadres existants au niveau européen ou international :

- Convention européenne du paysage (Florence)
- Charte européenne du tourisme durable dans les espaces protégés
- Agenda 21

Le Plan vert directeur reflètera l'évolution de ces documents cadres et sera adapté en conséquence.

1.1.2 Actualisation AFOM

1.1.2.1 Atouts

- Selon le programme directeur national :
 - Le parc est localisé dans la Région d'aménagement Nord, et englobe les « centres régionaux » et touristiques de Clervaux et Vianden (en plus de Wiltz, commune limitrophe, hors parc) ;
 - Le parc est limité au Sud par la Nordstadt (5 communes) qui fait figure d'« espace urbain à développer » prioritaire, au niveau national, comme projet d'agglomération urbaine de 25.000 habitants à l'horizon 2020. La zone du parc est, quant à elle, classée comme « espace d'action en milieu rural » ;
 - Le vaste espace formé par la vallée de l'Our est inscrit comme « noyau pour la protection de la nature et des paysages ». Les vallées de la Clerve, Wiltz et Sûre sont considérées comme des espaces de liaison importants ;
- Le Parc de l'Our bénéficie du voisinage du grand nombre de parcs situés dans la Grande Région :
 - Au Luxembourg : Parc naturel de la Haute Sûre ;
 - En Région Wallonne : le Parc naturel de la Haute Sûre et de la Forêt d'Anlier ; le Parc des deux Ourthes ; le Parc naturel des Hautes Fagnes-Eifel (limitrophe) ; Parc naturel de la Vallée de l'Attert ;

- En Allemagne : le Naturpark Nordeifel (limitrophe) + Naturpark Südeifel ;
- Selon l'IVL, la population de la Région Nord dans son ensemble pourrait passer de 17.236 habitants en 2002 à 22.555 en 2020. Cette hypothèse s'appuie sur la confirmation des pôles de Troisvierges, Clervaux et Hosingen, comme centres de développement ;
- Toujours selon IVL, le nombre d'emplois de la Région nord pourrait s'accroître de 8.256 emplois en 2002 à 9.856 en 2020, cette croissance profitant essentiellement aux mêmes 3 pôles.
- Indépendamment des liaisons par bus satisfaisantes, la desserte du Parc par chemin de fer est assurée en limite ouest du parc avec 6 gares (Kautenbach, Wilwerwiltz, Drauffelt, Clervaux, Maulusmühle, Troisvierges).
- Depuis l'automne 2008, le Parc appartient à la région touristique gérée par l'Office Régional de Tourisme des Ardennes Luxembourgeoises (ORTAL) qui regroupe notamment les ententes touristiques ESIN, ESILAC et ESIMSO dont les communes des deux Parcs de l'Our et de la Haute Sure, ce qui devrait faciliter les actions communes de promotion et de communication.

1.1.2.2 Faiblesses

- En termes de planification spatiale, la totalité du territoire est inscrite dans la région Aménagement du territoire Nord, à l'exception de la commune de Kautenbach (Région ouest), qui a fusionné avec la commune Wilwerwiltz sous le nom de Kiischpelt depuis le 1^{er} janvier 2006. Mais, l'adaptation administrative est prévue. Les travaux préparatoires au Plan d'aménagement régional ne sont pas engagés ;
- Dans le cadre du schéma d'organisation nationale des dessertes par les transports en commun, la partie nord du territoire, au-delà de Clervaux, n'est pas considérée comme territoire prioritaire, mais les projets de contournement des localités de Heinserscheid et de Hosingen sont inscrits dans l'avant-projet du PST ;

1.1.2.3 Opportunités

- La fusion des communes engagée pourrait reconfigurer la Région Nord qui ne devrait plus compter que 5 communes à terme (+ Wincrange hors parc) ;
- Le projet de développement de la Nordstad préfigure une fréquentation des parcs naturels voisins comme espace limitrophe de loisirs et de détente ;
- Les communes de Clervaux, Vianden, Troisvierges et Hosingen sont pressenties comme communes prioritaires de développement dans le concept IVL. Le Pacte logement (projet de loi) pourrait contribuer à soutenir un développement équilibré de l'habitat dans le Nord du pays et sur le territoire du Parc ;
- Le territoire du parc dispose d'importants espaces naturels sous statut de protection ;
- De nouveaux cadres d'intervention et de gestion ont été définis dans le domaine de l'environnement naturel : le Plan national forestier, le Plan national pour la protection de la nature. Ils se traduisent par la mise en œuvre de mesures concrètes de gestion et de protection, associées à des actions de recherche et sensibilisation. Le PDR 2007-2013 propose également des instruments de protection des espaces naturels par le biais des mesures agro-environnementales. Sur le plan transfrontalier, le programme de coopération territoriale 2007-2013 (nouvel Interreg), prévoit l'un de ses 3 axes voués à l'environnement ;

- Le plan national pour la protection de la nature prévoit la délimitation et protection d'un grand ensemble paysager « Oewersauer, Kiischpelt, Our, Oewer and Ennescht Wiltz, Warkschleef », avec des mesures notamment de compensations environnementales (Ecobonus) ;
- Le développement du territoire autour du projet d'agglomération de la Nordstad, tel que soutenu par le concept IVL (p. p.90, 91,106), pourra avoir de nombreuses retombées positives sur le Parc.

1.1.2.4 Menaces

- Le territoire du parc est restreint. Il connaît récemment une forte poussée démographique et une demande croissante en termes de développement de l'habitat et de l'emploi. Sans encadrement de ce développement, les pressions exercées pourraient déborder les actuelles agglomérations et provoquer un étalement urbain.
- Le Parc dispose de délégations de compétences limitées, et de peu de moyens exécutifs d'intervention, ce qui le handicape, dans la pratique, pour harmoniser les projets de développement et leur incidence sur l'image du parc. La mise en œuvre d'un projet de Plan vert ambitieux pourrait se trouver compromise par la faiblesse des moyens d'exécution mis à sa disposition.
- Les gestionnaires du parc ne sont pas systématiquement associés aux actions de communication lancées par les autres intervenants publics sur son territoire, notamment en matière de produits touristiques, culturels et naturels. Cette situation se poursuivant, il s'ensuit une confusion dans le contenu du produit « parc » et dans sa perception par la clientèle potentielle.
- La cohérence territoriale du parc est fragilisée par les difficultés que rencontrent les communes à développer des projets communs ; il pourrait en résulter un désintéressement pour le projet de Parc, voire un désengagement de certaines communes.

1.1.3 Enjeux spécifiques du Plan vert directeur du Parc

Les différents documents cadres nationaux en matière de développement territorial soulignent la place et le rôle d'espaces privilégiés que doivent jouer les parcs naturels :

- Conservation et restauration du caractère et de la diversité du patrimoine naturel dans son ensemble ;
- Stratégie commune à l'échelle d'un territoire exprimant la plus-value d'une action collective en matière paysagère et environnementale (donc appliquée aux domaines naturel, culturel et urbain) par rapport à l'arsenal réglementaire national ;
- Rôle d'exemplarité et d'excellence en matière de développement durable.

Le parc naturel, étant une entité territoriale qui se superpose à d'autres configurations administratives et fonctionnelles, ne pourra jouer pleinement le rôle que lui confère la loi, dans le domaine de l'environnement naturel, que s'il développe effectivement une stratégie volontariste à l'échelle de son espace et, si celle-ci est reconnue et assistée dans sa mise en oeuvre par les autres niveaux de gouvernance.

1.2 Agriculture

1.2.1 Contexte « Etude détaillée » du Parc naturel

DOMAINE D'ACTION « AGRICULTURE »		
OBJECTIFS	MESURES	PROJETS
Objectif 1.1 Maintien et développement des activités agricoles, par l'amélioration du revenu agricole du fait de la diversification des produits et de leur commercialisation	<ul style="list-style-type: none"> Optimiser la production existante en conservant le service conseil du parc Diversification de la production: recherche de nouveaux produits et de modernisation des produits traditionnels Transformation et mise en valeur des produits Commercialisation de la production: création de structures professionnelles pour la commercialisation 	<ul style="list-style-type: none"> Conseil agricole Étude concernant les sols de l'Oesling Extension du réseau régional des stations climatologiques Plantation de vieilles espèces résistantes Production de semences Exploitation de prairies Lignes directrices pour les produits de qualité du parc naturel de l'Our Culture de légumes: étude de faisabilité Plantation extensive de sapins de Noël Vergers Cultures alternatives (chanvre...) Plantes d'énergie (biogaz) Exploitation des connaissances de spécialistes Mesures d'exploitation pour les produits du parc naturel Centre de recherche Technologie d'aliments et de matières premières Idées pour le traitement des produits agricoles en produits du parc naturel Aides d'investissement Conseil pour la commercialisation Centre d'informations Contrôle externe Commercialisation et logistique Maison des Parcs au centre ville de Luxembourg Petits commerces Information sur les produits du parc naturel Programmes d'animation Programmes de partenariat gastronomie-agriculture, menus parc naturel Livraison de grande quantité Bourse pour les produits locaux
Objectifs 1.2 Maintien et développement de l'activité agricole, par une amélioration de l'attractivité de la profession et de la consolidation du rôle social des exploitants agricoles	<ul style="list-style-type: none"> Revenu complémentaire grâce aux activités non-agricoles Consolidation de la relation « producteur-consommateur » par l'information 	<ul style="list-style-type: none"> Accueil des visiteurs Emballages cadeau Appartements pour vacances Protection de la nature Économie exploitation de l'énergie Stratégie d'information et de commercialisation des produits du parc naturel Relations publiques Offres toutes faites pour jeunes Internet Formation des agriculteurs dans le domaine des relations publiques Guide touristique Intégration de bâtiments Aménagement vert des cours intérieures
Objectif 2 Renforcement de la participation de l'agriculture à la protection de la nature et des ressources naturelles	<ul style="list-style-type: none"> Encouragement à la protection de la nature et de l'environnement dans les pratiques agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> Finalisation des contrats de biodiversité Exemples d'actions Mesures d'épargne concernant l'eau potable Protection de la nature et gestion par les agriculteurs

1.2.2 Résumé de la situation actuelle selon l'étude EBP (2003)

- 323 agriculteurs (titre principal + secondaire) ; chute 80% en 50 ans ;
- Taille moyenne d'une exploitation \pm 50 ha, le processus de concentration continue ;
- Agriculteurs = \pm 10% de la population active du Parc ;
- Près des 2/3 des terres agricoles utilisées comme labours ;
- Élevage bovin à spécialisation laitière importante ; moutons et chèvres ; charge de bétail inférieure à 1,5 UGB ;
- Agriculture bio : 8 exploitants sur 323 ;
- Surfaces sous contrat biodiversité : 1,3% des prairies humides et maigres ;
- Produits régionaux (dont bio) et vente directe pratiquées par 2% des agriculteurs ;
- Agriculture intensive importante, pouvant porter préjudice à l'environnement ;
- Part de l'agriculture extensive à faire passer de 1,6% à 19% en moyenne.

1.2.3 Actualisation AFOM

En 2006, le PN de l'Our comptait 236 exploitations agricoles. Considérant différents indicateurs, l'agriculture du PN de l'Our représente environ 10 à 11% de l'agriculture luxembourgeoise. Dans son ensemble, et à quelques nuances près soulignées ci-après, la structure de l'agriculture et ses principales évolutions dans le PN de l'Our sont assez représentatives de la moyenne de la zone rurale nationale. Le Parc Naturel de l'Our se situe dans une région à caractère rural, où, bien qu'en diminution, l'agriculture demeure un secteur économique important. Le secteur continue à employer une part significative de la population active de la zone (\pm 7 % en 2006), plusieurs fois supérieure à la moyenne nationale (moins de 2%).

Indicateur	Unité	Parc Naturel de l'Our			GDL		Parc Naturel de l'Our dans GDL	
		1998	2006	Variation 1998/2006	2006	Variation 1998/2006	1998	2006
Exploitations agricoles								
Nombre d'exploitations	Nb	309	236	-23,6%	2.321	-19,6%	10,7%	10,2%
Taille moyenne des exploitations	Ha	44,5	58,5	+31,5%	55,5	+26,3%	101,2%	105,3%
Occupation de la population agricole								
Population agricole en Unité de travail agricole	UTA	461	385	-16,6%	3.864	-14,9%	10,2%	10,0%
Population agricole en UTA par exploitation	UTA/ Expl.	1,49	1,63	+9,6%	1,66	+6,2%	95,1%	98,1%
Unité de travail agricole par 100 ha de surface agricole utilisée	UTA/ 100 Ha	3,36	2,79	-30,3%	3,00	-28,8%	10,8%	10,2%
Population agricole occupée	Pers	637	486	-23,7%	4.801	-18,4%	10,8%	10,1%
Occupation > 25%	Pers	47	21	-55,3%	332	-33,3%	9,4%	6,3%
Occupation 25-49%	Pers	118	92	-22,0%	785	-13,4%	13,0%	11,7%
Occupation 50-74%	Pers	151	123	-18,5%	1037	-20,7%	11,5%	11,9%
Occupation 75-99%	Pers	122	66	-45,9%	733	-32,0%	11,3%	9,0%
Occupation 100%	Pers	199	184	-7,5%	1.914	-8,4%	9,5%	9,6%
Part de la population agricole occupée à 100%	%	31%	38%	+21,2%	40%	+12,2%	87,9%	95,0%
Part de la population agricole occupée 75-99%	%	19%	14%	-29,1%	15%	-16,7%	104,5%	88,9%

Sources : Service d'économie rurale (SER) - Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural – calculs ADE.

Les données du SER diffèrent légèrement des données STATEC, essentiellement dans la classe des exploitations de moins de 2 ha. Les données 1998 et 2006 du tableau sont comparables et portent sur les communes de Troisvierges, Heinerscheid, Clervaux, Munshausen, Hosingen, Kiischpelt (fusion Wilwerwiltz et Kautenbach), Consthun, Putscheid, Hoscheid, Vianden, Tandel (fusion Bastendorf et Fohren). Pour garantir cette comparabilité des données, la commune de Weiswampach n'a été retenue ni en 1999, ni en 2006.

Le secteur agricole est caractérisé depuis plusieurs décennies par de profondes mutations qui ont un impact important sur les zones rurales, tant d'un point de vue socio-économique qu'environnemental. La tendance principale réside dans la concentration du secteur qui, soutenu par des gains de productivité importants, conduit à un accroissement significatif de la taille moyenne des exploitations (de 44 ha en 1998 à 58 ha en 2006) tout en maintenant le même niveau d'emploi moyen par exploitation en vue de conserver ou d'améliorer la compétitivité de l'exploitation. Ce processus a pour conséquence une baisse du nombre d'exploitations (perte de 73 exploitations pour le PN de l'Our, soit près d'un quart d'entre elles, entre 1998 et 2006) et de l'emploi agricole dans les mêmes proportions.

Si au cours des dernières années, l'agriculture pratiquée dans le Parc naturel de l'Our a suivi les mêmes tendances qu'au niveau national, ces évolutions ont été réalisées à un rythme plus marqué que les variations enregistrées en moyenne dans le reste du pays, permettant à la zone de progressivement rattraper la moyenne nationale sur bon nombre d'indicateurs, montrant un renforcement de la professionnalisation des structures agricoles.

L'analyse de l'emploi agricole par niveau d'occupation montre également la tendance à la professionnalisation du secteur, puisque la part de la population agricole occupée à plein temps a fortement progressé entre 1998 et 2006, contrairement à l'emploi à temps partiel en nette diminution.

Les structures agricoles dépendent beaucoup des caractéristiques topographiques des territoires (plateaux et fonds de vallées), ce qui explique les différences importantes des structures agricoles et leur évolution au niveau local ³ (cf. tableaux par commune en annexe 1).

La superficie agricole utilisée pour l'agriculture est restée globalement stable au cours de la dernière décennie (+42ha, soit +0,5% pour le Parc et +1,4% pour GDL). Au niveau du Parc, l'évolution la plus marquante est la diminution de 539 ha des terres arables (soit -6% en comparaison de -2% au niveau national)⁴ parallèlement à une progression des prairies et pâturages de près de 595 ha (soit +11% en comparaison de +2% au niveau national)⁵. En 2006, les terres arables restent majoritaires puisqu'elles représentent encore 57% de la superficie agricole utilisée, et les prairies et pâturages 42%⁶. L'analyse confirme en partie la perception des communes sur la tendance à l'intensification de l'agriculture sur les meilleures parcelles et à une extensification sur les terres les moins productives.

A l'instar de la structure nationale, le Parc est orienté vers les spéculations bovines et porcines. Le Parc comptait 18.632 bovins en 2006, en baisse de -12% depuis 1998, baisse comparable à la moyenne nationale. Dans le même temps, l'effectif porcin a augmenté de 7,3%, supérieur à la moyenne nationale de 3,4%.

³ Pour Clervaux ou Consthum, accroissement de plus de 60% de la taille moyenne des exploitations entre 1998 et 2006 pour atteindre plus de 100 ha en moyenne, alors que dans le même temps à Vianden, Hoscheid, ou Munshausen, la taille moyenne des exploitations a évolué moins significativement et restait en moyenne en dessous de 40 ha en 2006.

⁴ Ces baisses sont enregistrées dans 6 communes sur 11, dont les plus significatives sont localisées à Putscheid (-256 ha), Kiischpelt (-211 ha), et Heinerscheid (-154 ha).

⁵ Ces gains en prairies et pâturages sont recensés dans la presque totalité des communes, dont les gains les plus importants se situent à Heinerscheid (+132 ha), Munshausen (+124 ha) et Troisvierges (+110 ha).

⁶ Une même tendance progressive s'observe également au niveau national (évolution de surfaces diversifiées en polycultures, poly-élevage, vers une spécialisation en bovins lait ou bovins viandes)

Indicateur	unité	Parc Naturel de l'Our			GDL		Parc Naturel de l'Our dans GDL	
		1998	2006	Variation 1998/2006	2006	Variation 1998/2006	1998	2006
Superficies agricoles								
Superficie agricole utilisée	Ha	13.737	13.799	+0,5%	128.875	+1,4%	10,8%	10,7%
Terres arables	Ha	8.444	7.905	-6,4%	59.665	-2,6%	13,8%	13,2%
- dont plante pour production énergétique	Ha	-	140	-	572	-	-	24,5%
- dont cultures industrielles (oléagineux, etc.)	Ha	358	491	+37,2%	4.221	+37,3%	11,6%	11,6%
- dont terres gelées	Ha	129	375	+190,7%	2.703	+178,4%	13,3%	13,9%
Prairies et pâturages	Ha	5.252	5.846	+11,3%	67.427	+4,6%	8,2%	8,7%
Cultures permanentes	Ha	32	37	+15,6%	1.494	+8,7%	2,3%	2,5%
Superficies non utilisées pour l'agriculture		1575	1292	-18,0%	7.541	-22,3%	16,2%	17,1%
Haies, buissons et terres vaines	Ha	-	74	-	459	-	-	16,1%
Boisées	Ha	838	680	-18,9%	4.282	-31,4%	13,4%	15,9%
Taillis	Ha	626	498	-20,4%	1.753	-21,6%	28,0%	28,4%
Couvert pour gestion des fertilisants	Ha	-	25	-	266	-	-	9,4%

Sources : Service d'économie rurale (SER) - Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural – calculs ADE
 Concerne les communes de Troisvierges, Heinerscheid, Clervaux, Munshausen, Hosingen, Kiischpelt (fusion Wilwerwiltz et Kautenbach), Consthum, Putscheid, Hoscheid, Vianden, Tandel (fusion Bastendorf et Fouhren)

1.2.3.1 Atouts

- **En termes de structures agricoles, une dynamique plus forte** au sein du PN de l'Our a permis de **rattraper le retard de la zone** par rapport à la moyenne nationale et de garantir d'un niveau de compétitivité suffisant. Amélioration sensible de la productivité des exploitations agricoles.
- Bien qu'en diminution, **l'agriculture demeure un secteur économique important dans le Parc** : le secteur continue à employer une part de la population active (+/- 7%) de la zone, plusieurs fois supérieure à la moyenne nationale (<2%).
- Une **tendance à la spécialisation et la professionnalisation de l'agriculture** : La population agricole occupée à plein temps (100%) résiste relativement bien (-7% entre 1998 et 2006), tandis que l'occupation à temps partiel connaît des pertes importantes (-46% pour les personnes occupées de 75 à 99%). Il en résulte que la part de la population agricole occupée à 100% passe de 31% à 38% dans le total de la population agricole occupée.
- **Conversion** de plus de 500 ha de **terres arables** (-6% entre 1998 et 2006) **au profit de prairies** et pâturages et triplement du **gel des terres** au cours des 8 dernières années.
- La superficie agricole utilisée reste stable (+0,5% entre 1998 et 2006).

1.2.3.2 Faiblesses

- Intensification de l'agriculture sur les bonnes parcelles (plateaux), abandon ou agriculture plus extensive dans les vallées. L'agriculture extensive reste marginale.
- Bien qu'en diminution, la charge moyenne de bétail/ha au sein du Parc reste supérieure à la moyenne nationale.
- En 2002, la participation des exploitations agricoles du PN de l'Our aux programmes agro-environnementaux se situait au dessous de la moyenne nationale. Les souscriptions

concernaient essentiellement les mesures agro-environnementales « horizontales »⁷ et les participations aux mesures spécifiques étaient faibles.

- Actuellement 444 ha sont sous contrat biodiversité, soit seulement 3% de la SAU.

1.2.3.3 Opportunités

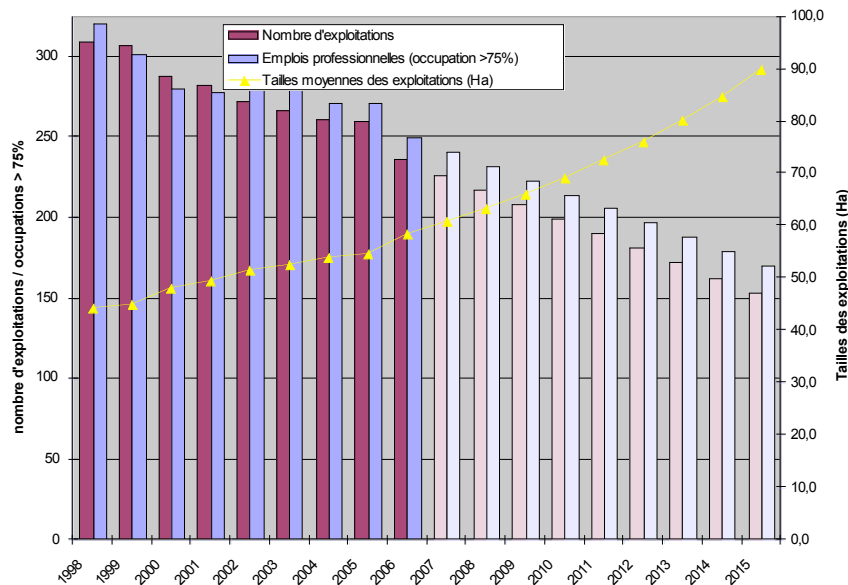
- Des mesures et financements divers sont à disposition des agriculteurs pour une agriculture plus respectueuse de l'environnement comme les mesures agro-environnementales du Programme de Développement Rural (PDR) 2007-2013, les contrats d'extensification et les contrats de biodiversité, notamment dans les zones Natura 2000, ainsi que d'autres dispositifs nationaux.
- La concentration et la professionnalisation du secteur agricole ainsi que l'augmentation de la taille des exploitations peuvent constituer une opportunité pour les agriculteurs d'activer et d'adopter des mesures agro-environnementales.
- En dehors de la production alimentaire, l'activité agricole assure également des fonctions environnementales essentielles, dont l'entretien du paysage.
- Les superficies agricoles non utilisées pour l'agriculture représentent 8,6%, contre en moyenne 5,5% au niveau national, et concernent des surfaces difficilement accessibles.
- La contribution de l'agriculture aux énergies renouvelables peut être vue comme une opportunité pour le secteur, le Parc concentrant le quart des cultures énergétiques luxembourgeoises.
- La qualité environnementale des produits agricoles peut également contribuer à l'identité du PN de l'Our. Le développement des productions biologiques et des produits régionaux est également une opportunité de diversification des cultures.

1.2.3.4 Menaces

- La taille moyenne des exploitations dans le Parc, déjà supérieure à la moyenne nationale, augmente à un rythme plus soutenu que cette dernière, indiquant que le processus de concentration se poursuit et s'intensifie. Si cette tendance continue, le Parc pourrait perdre le tiers de ses exploitations d'ici 2015 et la taille moyenne des exploitations pourrait atteindre les 90 ha, au lieu des 58 ha, actuellement. Elle pourrait conduire à l'intensification de l'agriculture sur les meilleures terres et l'abandon des terres peu productives ou difficiles d'accès.
- Le renforcement d'une intensification de l'agriculture mal maîtrisée dans la zone pourrait être préjudiciable à l'environnement et aux paysages.
- L'agrandissement de la taille des exploitations pourrait avoir pour conséquence de créer vastes surfaces de monoculture conduisant à réduire la diversité des cultures, à détruire les éléments de structures, à rendre les paysages plus monotones.
- La représentation de la spéculation porcine dans le Parc, pratiquée par une trentaine d'exploitations (soit environ 1 sur 8), reste légèrement supérieure à la moyenne nationale (le Parc détient 17% du cheptel national) et la progression de cette spéculation a été plus rapide au niveau du Parc (+7,3%) qu'au niveau national (+3,4%) entre 1998 et 2006. Si elle constitue une opportunité économique, un développement trop important ou mal maîtrisé de la spéculation porcine peut faire peser un risque sur l'environnement.

⁷ Notamment la Prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel (PEPEN), etc. destinée à couvrir le plus grand nombre d'agriculteurs, en comparaison de mesures plus techniques et ciblées sur des enjeux précis ou locaux.

Projection, nombre d'exploitations, emplois professionnels et tailles d'exploitations 1998-2015



- L'abandon de terres difficilement accessibles (fonds de vallée notamment et berges de cours d'eau) qui peut conduire dans les zones humides traditionnelles, à la fermeture de certains paysages ouverts par leur envahissement progressif par des espèces ligneuses.
- Un développement trop important des cultures destinées aux énergies renouvelables (maïs notamment) et de cultures industrielles peut être vu également comme une menace pour les paysages et l'environnement (disparition des éléments de structure, érosion, pollution, uniformisation des parcelles, etc.).
- La superficie agricole totale (utilisée et non utilisée) est en légère diminution (perte 221 ha entre 1998 et 2006, soit -1,5%), bien que la superficie agricole utilisée se maintienne. La demande en terrains à bâtir reste forte pour l'habitation des néo-ruraux et pour les zones d'activités.
- Les enjeux d'intégration paysagère des bâtiments d'exploitation lors de la délocalisation des bâtiments agricoles à l'extérieur des villages.

1.2.4 Points de vue et attentes des communes

- Place économique de l'agriculture comme activité en diminution ;
- Réduction du nombre d'exploitations agricoles, tant des exploitants à plein temps qu'à temps partiel et dualisation entre agriculture professionnelle spécialisée et agriculture à titre secondaire (ou agriculture à titre de « hobby ») ;
- Affermage par des exploitations externes des meilleurs terrains, impliquant peu de risques d'abandon à la friche de ceux-ci ;
- Par contre, abandon croissant d'un bon nombre de petites surfaces difficilement accessibles, notamment dans les fonds de vallées (recolonisation naturelle, fermeture) ;
- Intensification de l'agriculture sur les bonnes parcelles (plateaux), agriculture plus extensive dans les prairies des vallées ;

- Extension des cultures du maïs en relation avec les installations de biogaz perçue comme une opportunité, mais également comme une menace sur les paysages et les éléments de structures ; engagement très inégal des exploitants selon les communes dans ce domaine ;
- Demande forte de terrains à bâtir par les néo-ruraux et pertes de superficies, notamment pour l'aménagement de zones industrielles ;
- Produits locaux : problème de masse critique ; concept coûteux qui participe peu à l'identification du Parc, malgré les efforts d'introduction dans la gastronomie ; à développer ;
- Enjeu : délocalisation des exploitations à l'extérieur des villages et aspects d'intégration des bâtiments d'exploitation au paysage.

1.2.5 Enjeux spécifiques du Plan vert directeur du parc

Le Plan vert directeur contribuera à soutenir l'objectif 2 du champ d'action « Agriculture » du programme de l'étude détaillée comme l'un des objectifs prioritaires de son action, soit de contribuer au maintien d'une agriculture viable et respectueuse de l'environnement : participation des agriculteurs à la protection de la nature et des ressources naturelles, en faveur de la préservation des espèces naturelles et de la qualité paysagère par une gestion exemplaire des territoires agricoles.

Le Plan vert directeur veillera ainsi, par une planification intégrant plusieurs objectifs et par la définition de priorités, à coordonner la gestion du territoire agricole, notamment par des dispositifs contractuels ; contrats biodiversité et conseil agricole.

Dans la perspective d'une meilleure gestion de la biodiversité, dans le cadre de l'activité agricole, le Parc pourra soutenir des programmes d'inventaires et d'études visant une amélioration de la connaissance (*diagnostic des territoires, cartographie des écosystèmes agricoles*).

Liens avec les autres thèmes : *forêts (tampon), tourisme (accueil, paysage, valorisation des produits régionaux), énergie (énergies renouvelables, maîtrise énergétique dans les bâtiments agricoles), urbanisation (externalisation des bâtiments agricoles), économie (filière agro-alimentaire, produits de qualité), eau (pollution), chasse (conflit avec les chasseurs), faune et flore (protection), paysage (structure et entretien).*

1.2.6 Orientations et pistes de mesures

De nombreux instruments et mesures, de types horizontaux ou spécifiques, existent au niveau national pour réaliser et financer les actions et les efforts des agriculteurs en faveur de l'environnement. L'enjeu réside dès lors moins dans le développement de nouvelles mesures que dans l'activation des mesures existantes, en identifiant les cibles prioritaires en lien avec les enjeux territoriaux spécifiques, et en y associant étroitement les agriculteurs :

- Soutenir une gestion environnementale et paysagère des exploitations : adapter les techniques culturales pour répondre à l'intérêt environnemental et écologique et définir des unités paysagères pour évaluer l'impact paysager de l'activité agricole ;
- Développer des programmes de gestion harmonisés des espaces agricoles menacés ;

- Baisser la pression globale de l'agriculture sur l'environnement : baisse de la charge à l'ha (vers moyenne nationale), réduction des intrants, accroissement de la part des terres exploitées extensivement, développement de l'agriculture biologique ;
- Identifier précisément les zones d'intérêt biologique et/ou paysager et les actions spécifiques prioritaires à y conduire, à l'échelle du parc ;
- Mobiliser et associer les agriculteurs et leurs représentants dans la démarche, développer une animation de terrain ;
- Renforcer l'activation des outils existants (mesures horizontales mais surtout spécifiques) avec un ciblage des enjeux locaux et des zones concernées. Sensibiliser, conseiller et mobiliser les agriculteurs à cette fin.
- Sensibiliser et mobiliser des agriculteurs sur des mesures spécifiques : extensification des prairies en zones humides, zones tampons entre les zones de cultures intensives et les zones « habitats », ou zones humides, corridors écologiques entre zones « habitats » (ex : Our et Sûre) ; bandes herbacées le long des cours d'eau (protection eau, flore et faune), extensification sans abandon des fonds de vallées (maintien d'espaces ouverts), lisières ou jachères écologiques, reconstitution de structures écologiques, etc.
- Renforcer les liens entre le paysage et l'offre en produits régionaux touristiques, notamment ceux en relation avec la santé (exemples : école du goût et produits « wellness »).

1.3 Forêts

1.3.1 Contexte « Etude détaillée » du Parc naturel

DOMAINE D'ACTION « SYLVICULTURE »		
OBJECTIFS	MESURES	PROJETS
Domaine d'action « sylviculture »		
Objectif 1 Améliorer la rentabilité des forêts	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer les connaissances de base sur la forêt et le bois Améliorer les structures et les infrastructures Améliorer les débouchés 	<ul style="list-style-type: none"> Enquête sur les informations de base et étude sur la situation actuelle Encouragement d'un partenariat entre propriétaires forestiers pour l'exploitation des forêts Réorganisation parcellaire, remembrement des surfaces de forêts Améliorer le désenclavement de la forêt Promouvoir les chaudières à copeaux de bois Commercialisation et traitement du bois
Objectif 2 Sylviculture en harmonie avec la protection des ressources naturelles	<ul style="list-style-type: none"> Protection des sols 	<ul style="list-style-type: none"> Relations publiques et conseils
Objectif 3 Renforcer la prise en compte de la nature et du paysage	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer les connaissances scientifiques Maintenir et améliorer des valeurs biologiques 	<ul style="list-style-type: none"> Inventaire des zones forestières sensibles Préservation et augmentation de la part des feuillus Désenrêsinement des fonds de vallées à garder en milieu ouvert Entretien p.ex. aménager des lisières Maintenir les vieilles traditions concernant l'exploitation des forêts (exploitation " taillis de chêne") Maintien et exemption d'arbres frontières
Objectif global	Conseil et information publique	<ul style="list-style-type: none"> Conseiller les propriétaires forestiers Relations publiques et communication

1.3.2 Résumé de la situation selon l'étude EBP (2003)

- 43% de la surface du parc recouverte de forêt : le quart correspondant à des taillis, poches de forêt de ravin dans la vallée de l'Our, plus de 50% forêts résineux (45%) et mixtes (11%) ; 44% feuillus
- Nord : résineux à Troisvierges ; taillis de chênes et feuillus dans la vallée de l'Our
- Milieu : taillis de chênes autour de Lellingen ; moins de résineux qu'au nord et grands massifs de feuillus
- Sud : grandes surfaces de feuillus, dont taillis de chênes ; poches de résineux
- 80% de forêts privées, petit parcellaire (moy. de 4ha par propriétaire)
- Forêts domaniales : résineux premiers en importance (épicéas) d'âge moyen ; hêtres (+ 100 ans) chênes (41-100 ans) seconds en importance ; puis taillis
- Densité de voirie forestière 50 m/ha ; moindre desserte au sud qu'au nord
- Manque actuelle d'une filière qualité pour le bois et nécessité de laisser mûrir le concept d'un marché de bois de qualité
- Contribution aux énergies renouvelables encore faible, mais intérêt pour le bois comme source d'énergie renouvelable
- Aides d'état non estimées
- Pas de forêt naturelle pour assurer la biodiversité
- Pas de lisière forestière, transition brutale
- Zone protégée de la vallée de l'Our

1.3.3 Actualisation AFOM

La forêt couvre 10.700 ha du PN de l'Our, soit 43% de sa superficie. Elle est détenue à 80% par des propriétaires privés. Les résineux représentent 41,1% des surfaces boisées, les feuillus 55,6% et la forêt mixte 3,3%. La forêt peuple principalement les pentes des vallées, alors que les plateaux sont traditionnellement réservés à l'agriculture.

Propriétaire	Résineux		Feuillus		Mixte		Total propriétaire	
	Ha	%	ha	%	ha	%	ha	%
état	450	4,2	750	7,0	50	0,5	1250	11,7
commune	50	0,5	600	5,6	50	0,5	700	6,5
établ. public	50	0,5	150	1,4	0	0,0	200	1,9
privé	3850	36,0	4450	41,6	250	2,3	8550	79,9
Totaux par peuplement	4400	41,1	5950	55,6	350	3,3	10700	100,0

1.3.3.1 Atouts

- La forêt constitue une part importante du couvert du Parc (43%, contre 34% au niveau national). Elle représente un élément essentiel de l'identité et des paysages du PN de l'Our ;
- Le potentiel sylvicole est important dans le PN de l'Our, la zone ne connaît pas de problème de ressource en bois ;
- La forêt à un caractère multifonctionnel : structure et élément essentiel du paysage (cf. paysage), fournisseur de matière première (cf. économie et énergie), fonctions récréatives et pôle d'attractivité touristique (cf. tourisme), zone d'habitat pour la faune et la flore (cf. faune et flore, chasse) ;
- La forêt du PN de l'Our abrite de nombreuses zones de protection et d'habitat et autres réserves forestières.

Réserves forestières intégrales (RFI) dans le Parc Naturel de l'Our

Nr.	Ortschaft	Flurname	Superficies (Ha)
1	Heinerscheid	Kailslee	71,25
2	Heinerscheid	Frauenwald	235,02
4	Lellingen	Bärel	133,03
5	Wahlhausen	Akescht	95,77
9	Bastenduerf	Groussebësch	110,06
Total :			645,13

Source : Administration des Eaux et Forêts

1.3.3.2 Faiblesses

- Plusieurs facteurs limitent la gestion et l'exploitation forestière raisonnée :
 - Large prédominance de la forêt privée, représentant 80% de la surface boisée (contre 45% en moyenne nationale), avec un morcellement de la propriété et de petits parcellaires (en moyenne 4 ha). Déficit de fédération des propriétaires pour une gestion collective ;

- Plus de 61,5% des superficies boisées situées en zones de pentes fortes (>30%) ou très fortes (>60%) rendant leur exploitation difficile ;

Pentes	Faible	Moyenne	Forte	Très forte	
Types de peuplement	<10%	[10-30[%	[30-60[%	>60 %	Total
Résineux	4,7%	16,4%	17,8%	2,3%	41,3%
Feuillus	6,1%	10,3%	30,0%	8,9%	55,4%
Mixte	0,5%	0,5%	2,3%	0,0%	3,3%
Total	11,3%	27,2%	50,2%	11,3%	100,0%

Source : Administration des Eaux et Forêts

- Les chemins forestiers font défaut pour maintenir/reprendre l'exploitation de parcelles non exploitées ;
- Certaines pratiques forestières sont parfois inadaptées ou brutales (ex : coupes rases, progression des résineux dans des endroits inappropriés).
- La part des résineux (41%) est supérieure à la moyenne nationale (27%). Les peuplements d'épicéas peuvent constituer des barrières aux mouvements des populations. La plantation de résineux ces dernières décennies dans les fonds de vallées et aux abords des cours d'eau posent également des problèmes en termes de biodiversité (fermeture d'espaces ouverts, barrière à la faune et la flore terrestres et aquatiques, comme la moule perlière) ;
- Nombreux taillis de chêne traditionnellement exploités pour les tanneries (écorce), aujourd'hui non exploités et en train d'évoluer naturellement vers des formations plus denses ; transformation en biotopes défavorables à certaines espèces (ex : gélinotte des bois ou chat sauvage) ;
- Absence de forêts « naturelles » dans la zone ;
- Absence de lisières forestières jouant un rôle de transition entre la forêt et les zones agricoles.

1.3.3.3 Opportunités

- Le Plan National forestier, les directives habitats et oiseaux, le PDR ainsi que les autres dispositifs nationaux offrent autant de cadres et de leviers d'actions intéressants pour la gestion durable de la forêt et la protection de la nature, y compris des possibilités de financement de ces mesures ;
- La prise de valeur du bois permet une meilleure rentabilité de la gestion forestière et un regain d'intérêt pour la forêt ;
- Le potentiel de l'énergie-bois reste largement sous-utilisé dans la zone. Le bois gagne en importance comme source d'énergie renouvelable avec un nombre croissant d'installations de chauffage au bois.

1.3.3.4 Menaces

- La méconnaissance du milieu forestier privé rend impossible l'élaboration d'un plan de gestion global et, vu son importance (80%), l'amélioration de la forêt ne peut être menée à bien ;
- Poursuite de la fermeture des espaces par un manque de gestion forestière raisonnée ayant des conséquences négatives sur les paysages et sur la biodiversité en créant des

barrières écologiques : fermeture en enrésinement des fonds de vallée, abandon de l'exploitation de la forêt et des taillis de chênes en particulier, développement des peuplements d'épicéas, etc. ;

- Exploitation plus intensive de certaines parcelles avec des pratiques forestières plus brutales (coupes rases, engins lourds, reforestation en résineux, etc.) ;
- Surpeuplement de certaines espèces chassées occasionnant des dégâts sylvicoles (cf. Chasse et pêche).

1.3.4 Points de vue et attentes des communes

- Beaucoup de superficies forestières ne sont actuellement plus exploitées ; peu de propriétaires privés exploitent leurs forêts ;
- La prise de valeur du bois peut permettre une gestion à nouveau plus intensive de la forêt et un regain d'intérêt pour la forêt ;
- Il y a un changement perceptible dans la mesure où certains grands propriétaires forestiers achètent de nouvelles superficies pour les exploiter en conséquence ;
- L'exploitation de la forêt se fait par des exploitants étrangers avec des machines lourdes ;
- Enclavement de certaines parcelles forestières ;
- La reforestation se fait davantage en feuillus ;
- Les taillis de chênes ne sont plus exploités car il manque de guidance
- Quelques communes s'engagent activement dans l'installation de chauffage à bois (copeaux) dans les bâtiments communaux ; valorisation des forêts communales ;
- Dérésinement de certains fonds de vallée.

1.3.5 Enjeux spécifiques du Plan vert directeur du parc

Le Plan vert directeur doit soutenir les objectifs 2 et 3 du champ d'action « Sylviculture » du programme de l'étude détaillée : valoriser le rôle économique, mais aussi écologique et paysager des forêts ainsi que les aménités récréatives.

L'enjeu principal réside dans la mobilisation et/ou la fédération des petits propriétaires pour une gestion active, durable et rentable de la forêt au bénéfice de l'environnement et de la biodiversité.

Comme pour l'agriculture, les mesures nationales (horizontales et spécifiques) existent et couvrent un large spectre des besoins identifiés en termes de gestion et de protection, en y associant des moyens. La valeur ajoutée du Parc réside donc dans un travail d'accompagnement aux actions des Eaux et Forêts, notamment dans l'identification des zones et des actions prioritaires de gestion forestière, mais aussi dans la mobilisation des propriétaires/gestionnaires sur ces mesures.

- Enjeux économiques et écologiques : mobiliser et/ou fédérer les petits propriétaires pour une gestion active, durable et rentable de la forêt au bénéfice de l'environnement et de la biodiversité :
 - Plans de gestion de forêts privées ; codes de bonnes pratiques forestières et chartes forestières ;
 - Développement des infrastructures d'accès permettant de maintenir/reprendre l'exploitation de la forêt ;

- Limiter les interventions brutales et l'enrésinement ;
- Enjeux énergétiques : valorisation du bois-énergie. Peut constituer un point d'entrée pour les communes pour un plan d'action de relance de la gestion forestière ;
- Enjeux écologiques et paysagers :
 - Maintenir des espaces ouverts, notamment dans les fonds de vallées et les abords des cours d'eaux (dérésinement au profit de la faune et de la flore aquatique et riveraine) ;
 - Supprimer les barrières écologiques à la circulation des espèces (gélinotte, chat sauvage, cigogne noire : mêmes types de biotopes) : exploitation de la forêt, développement de couloirs écologiques (cf. étude de Paul Faber entre Our et Sûre) et de lisières (subsides), dérésinement
 - Rétablir les anciens paysages
- Enjeux touristiques ou récréatifs :
 - Ouverture de la forêt au public et canalisation des touristes-randonneurs-VTT
 - Liens avec la chasse (caractère multifonctionnel de la forêt, dégât du gibier en raison de surpeuplements, etc.).

Liens avec les autres thèmes : agriculture (lisières, zones tampons, couloirs écologiques, espaces ouverts, dont fonds de vallées), tourisme et loisirs (accueil, paysage, circuits équestres, pédestres, cyclables), énergie (énergies renouvelables), urbanisation (bois énergie), économie (filiales aval, valeur ajoutée et emploi), eau (enrésinement), chasse (dégâts dus au surpeuplement, multifonctionnalité de la forêt), faune et flore (protection et habitat), paysage (enrésinement).

1.3.6 Orientations et pistes de mesures

- Favoriser la gestion durable des forêts et la mise en œuvre du code des bonnes pratiques forestières, en soutenant toutes les actions de formation, de coordination et de planification entreprises par les principaux acteurs de terrain, dont :
 - le Groupements des Sylviculteurs luxembourgeois, pour la mise en place et fonctionnement de la certification PEFC (programme de certification forestière), ainsi que les formations en groupes
 - les propriétaires engagés dans l'initiative FSC (Forest Stewardship Council) qui défend une démarche de qualité et de certification
 - l'Office national de remembrement
- Soutenir les plans de gestion en forêt privée intégrant notamment la gestion des ressources bois-énergie
- Soutenir les projets en cours ou en développement sur le territoire du parc qui visent tout particulièrement la réduction des peuplements de résineux et contribuent à la lutte contre certains symptômes associées aux changements climatiques (sécheresse, prolifération des bostryches)
- Soutenir et coordonner sur le territoire du Parc les actions relevant du projet Nat'OUR ainsi que les actions HFN (Fondation Hëllef fir d'Natur)

1.4 Tourisme et loisirs

1.4.1 Contexte « Etude détaillée » du Parc naturel

DOMAINE D'ACTION « ACTIVITES ECONOMIQUES »		
OBJECTIFS	MESURES	PROJETS
Objectif 1 Meilleure commercialisation touristique	Développement d'un profil touristique attractif, à partir du diagnostic des particularités du parc naturel	<ul style="list-style-type: none"> • Développement d'un concept de marketing • Label parc naturel • Moyens de publicité touristique homogènes • Questionnaire clients, étude de marché et tendance
Objectif 2 Amélioration de l'encadrement des visiteurs	<ul style="list-style-type: none"> • Développer l'information pour améliorer l'orientation des visiteurs • Service d'accueil à l'arrivée des visiteurs et pour leurs déplacements sur place • Service d'accompagnement au départ et service clientèle post-séjour 	<ul style="list-style-type: none"> • Information au préalable • Internet • Points info • Maison du Parc • Système de signalisation homogène • Mesures de qualification du personnel touristique • Exposition "accueil des visiteurs" • Participer à des foires • Action «être mobile sans voiture » • Cadeaux et souvenirs spécifiques à la région • Campagne de qualification pour le personnel touristique • Sondage auprès des visiteurs • Mailing du parc naturel
Objectif 3 Développement des offres complémentaires	Offre forfaitaire de produits touristiques spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> • Offres de découvertes du parc naturel • Offres évènementielles • Offres de promenades (pédestre, équestre et cycliste) • Offres dans les domaines du sport et des vacances actives • Offres pour les congés de formation • Tourisme accentué sur les jeunes
Objectif 4 Assurer une meilleure intégration de la gastronomie	Orientation écologique et utilisation des produits spécifiques du parc naturel	<ul style="list-style-type: none"> • Label Parc naturel pour la gastronomie • Plus grand emploi des produits régionaux • École du goût
Objectif 5 Optimisation de l'offre en hébergements	<ul style="list-style-type: none"> • Optimisation des établissements existants • Création de nouveaux établissements de séjour 	<ul style="list-style-type: none"> • Label parc naturel • Modernisation des entreprises • Consultation, sensibilisation, formation continue • Concentrer les performances à travers la coopération • Profilage de l'offre à travers la spécialisation • Création de nouveaux hébergements (appartements)
Objectif 6 Extension des infrastructures touristiques	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation des infrastructures outdoor • Optimiser l'offre en infrastructures indoor 	<ul style="list-style-type: none"> • Concept d'utilisation pour un développement touristique durable • Optimisation et/ou extension de pistes pédestres, cyclistes, VTT et équestres • Offre de services • Revalorisation des monuments culturels par des offres supplémentaires • Piscine multifonctionnelle • Centre de découverte de la nature • Utilisation des infrastructures publiques
DOMAINE D'ACTION « QUALITE DE VIE »		
OBJECTIFS	MESURES	PROJETS
Objectif 1 Développement de l'offre	<ul style="list-style-type: none"> • Promotion d'infrastructures de loisirs régionales, 	<ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir des activités sportives innovantes • Extension du réseau des pistes cyclables • Optimiser le réseau des sentiers de randonnée

régionale dans les domaines du sport, des loisirs et de la détente	dans le respect du développement durable <ul style="list-style-type: none"> Présentation de l'offre de loisirs régionale, par des moyens d'information renforcés 	<ul style="list-style-type: none"> <i>Calendriers des activités sportives et de loisirs</i> <i>Meilleure présentation de l'offre des activités de loisirs</i> <i>Optimiser la signalisation de l'offre des activités</i>
Objectif 2 Revalorisation du patrimoine culturel et promotion de l'offre culturelle régionale	<ul style="list-style-type: none"> Revalorisation du patrimoine culturel par la reconnaissance de sa valeur historique et son intégration dans les projets actuels pour préserver le patrimoine culturel Promotion de l'offre culturelle régionale, par de nouvelles initiatives 	<ul style="list-style-type: none"> <i>Développement de sentiers thématiques par la revalorisation du patrimoine historique</i> <i>Maison de « Lou »</i> <i>Centre d'information du Moulin de Kalborn</i> <i>Moulin Racké: développement d'un centre d'accueil</i> <i>Inventaire des artistes et artisans de la région</i> <i>Maison régionale de l'art: p.ex. utilisation des structures existantes pour des expositions d'art...</i> <i>Initiation d'activités culturelles et aide logistique pour les manifestations</i>

1.4.2 Résumé de la situation actuelle selon l'étude EBP (2003)

- Marketing régional ne permettant pas de distinguer le PN Our ;
- Hébergement : diminution de l'offre régionale en chambre, parallèlement à la concentration de l'offre et disparition des petites structures ; 70% de l'offre concentrée à Clervaux et Vianden ;
- Séjour de courte durée ; fréquentation dominante des Belges et Hollandais ;
- Offre touristique variée mais ciblée sur le 3^{ème} âge et les familles ; écotourisme peu développé et potentiel sous-utilisé ; manque d'offre adaptée aux aléas climatiques ;
- Partie nord : peu de conflits avec les zones sensibles, sauf GR qui traverse les zones humides (accessibilité par voiture) ;
- Partie centre : concentration touristique estivale à Clervaux (golf) limitrophe de milieux humides ; vallée de l'Our : impacts modérés des sentiers et campings ; vallée de la Clerve : pratique du canoë-kayak à surveiller dans un milieu sensible ;
- Partie sud : pic de fréquentation à Vianden : circulation et camping et parcours de santé à travers des zones naturelles sensibles.

1.4.3 Actualisation AFOM

1.4.3.1 Atouts

- Le Parc naturel de l'Our est géographiquement situé au coeur des parcs de la Grande Région, qui se sont tous engagés dans un développement touristique doux et de qualité ; cet ensemble s'appuie sur une continuité territoriale forte en termes de paysages, patrimoines naturels et culturels ;
- Il existe déjà une pratique de projets transfrontaliers de développement touristique, associant nature et culture, notamment dans le cadre d'Interreg (Barrierefreies Reisen ; Erlebniskarte Islek ; Garten ohne Grenzen ; Voyages des plantes) ;

- Le territoire du Parc bénéficie de la présence de 7 sites d'intérêt communautaire Natura 2000 (5 zones conservation Habitats et 2 zones de protection Oiseaux), d'une zone humide sous protection nationale, de 13 zones potentielles de protection de niveau national (8 zones humides, 2 réserves diverses et 3 réserves forestières), ainsi que de 5 sites potentiels de réserve forestière intégrale ;
- Deux pôles touristiques, d'intérêt culturel, se distinguent à l'intérieur du Parc, Vianden et Clervaux : ils totalisent plus de 60% de l'offre d'hébergement en hôtels, auberges et pensions ;
- La présence de l'hébergement en campings est plus diffuse : les concentrations les plus fortes sont localisées à Hosingen, puis Clervaux, Vianden et Putscheid, souvent le long des cours d'eau ;
- Depuis la constitution en octobre 2008 de l'asbl « Office régional du tourisme des Ardennes Luxembourgeoises » (ORTAL) qui regroupe les ententes touristiques ESIN, ESILAC et ESIMO, mais aussi les deux parcs naturels de l'Our et de la Haute Sûre, le Parc de l'Our peut espérer bénéficier de la concentration des capacités touristiques ainsi réalisés sur l'Oesling. Ce regroupement vise notamment le développement d'un concept touristique régional, la mise en place d'un plan de marketing régional, la coordination des activités et des manifestations régionales et la création de nouveaux produits touristiques

1.4.3.2 Faiblesses

- Sur le plan touristique, le manque de lisibilité du Parc, comme entité propre, dans la région touristique luxembourgeoise des Ardennes, dans laquelle il est intégré, a constitué jusqu'à ce jour une grande faiblesse, en raison de l'appartenance du Parc aux 2 groupements touristiques ESIN et ESIMO. Il faut remarquer que les objectifs du nouvel ORTAL ne sont pas précisés quant à la valorisation des particularités touristiques des deux parcs naturels qu'il englobe ;
- Cette situation défavorise la communication sur une offre touristique spécifique s'inscrivant, dans un concept de tourisme durable et avec une dimension « nature » affirmée. L'identification des produits propres au parc est difficile ;
- Le réseau de sentiers pédestres locaux, régionaux et nationaux est incohérent et surchargé. L'impact sur l'environnement n'a à ce jour pas été analysé ;
- Il est impossible d'apprécier l'attractivité touristique du seul parc par rapport à la région Ardennes alors que cette dernière connaît une baisse de fréquentation touristique marquée et soutenue depuis 1980, en termes de nuitées comme d'arrivées⁸, dans une conjoncture nationale de hausse ;
- Cette situation est directement liée à la faible capacité d'hébergement de la région Ardennes et à sa baisse régulière : perte de 34% des établissements entre 1995 et 2006 (de 34% à 30% du total national des établissements), et perte de 25% des chambres entre 1995 et 2006 (de 24% à 19% du total national de chambres) ;

- ⁸ Depuis 1980 : chute des nuitées (toute catégorie d'hébergement) de 18,7% en Ardennes (progression nationale de 10,4%) ; chute des arrivées de - 7,2% (progression nationale de 35,2%) ;

- Evolution 2005 et 2006 : baisse des nuitées sur l'ensemble du pays - 2,7%, et plus forte en Ardennes : - 8,8% ; Stagnation des arrivées sur l'ensemble du pays, - 0,7%, mais baisse marquée en Ardennes, - 10,4% ;

- Hôtels, auberges et pensions : stagnation des nuitées sur l'ensemble du pays - 0,1%, mais poursuite de la baisse en Ardennes, - 7,5% ; Très faible progression des arrivées sur l'ensemble du pays, - 0,9%, mais baisse soutenue en Ardennes, - 6,6% ;

- Campings: baisse des nuitées sur l'ensemble du pays - 7%, et un peu plus forte en Ardennes, - 9,2%. ; baisse des arrivées sur l'ensemble du pays - 8,1%, et plus marquée en Ardennes, - 13%.

- De plus, il manque des données statistiques spécifiques aux formes d'hébergement plus spécifiques à un parc naturel que sont l'accueil à la ferme ou les gîtes ruraux ;
- Ce manque d'appréciation précise concerne également la répartition de l'offre d'hébergement par rapport à l'offre de produits de découvertes touristiques ;
- Le parc manque d'infrastructures et offres touristiques « indoor » ;
- En conclusion, cette absence de visibilité de l'entité Parc Naturel, au plan tourisme, ne permet pas d'afficher les produits touristiques valorisant les potentialités du parc. Il manque une vision globale de l'attractivité touristique propre au parc.

1.4.3.3 Opportunités

- Le programme de l'étude détaillée réalisée pour la création du Parc a retenu 6 objectifs pour le seul domaine d'action « Activités économiques » réservé au tourisme, et les a déclinés en une série de mesures et projets qui soutiennent l'identité du parc ;
- Le tourisme est souhaité par les collectivités territoriales locales comme support moteur du développement économique du parc. Actuellement 2 pôles « culturels » se distinguent clairement : Clervaux et Vianden ;
- Le Parc bénéficie d'un capital remarquable en matière d'espaces de grand intérêt paysager, naturel et biologique (7 sites d'intérêt communautaire, 14 d'intérêt national et 5 sites de réserves forestières intégrales potentielles), qui offre de réelles potentialités de valorisation ;
- Le territoire du parc est limité mais appelé à s'étendre : il a perdu depuis sa création la commune de Weiswampach, mais il a intégré l'ancienne commune de Kautenbach dans le cadre de sa fusion avec Wilwerwiltz pour former la commune de Kiischpelt. Par ailleurs, la commune de Wincrange a exprimé son intention de rejoindre le parc de l'Our ;
- Il existe déjà un partenariat actif avec le Parc luxembourgeois de la Haute-Sûre que la commune de Wiltz souhaiterait intégrer. Cet agrandissement simultané des 2 parcs se traduirait par une continuité territoriale quasi effective, à l'exception de la commune d'Eschweiler. Wiltz pourrait compléter la structure des pôles touristiques situés dans les parcs et préfiguré comme « ville-porte » des 2 parcs ;
- Le nouveau programme de coopération territoriale à l'échelle de la Grande Région (« Interreg IV ») permettra d'amplifier la mise en oeuvre de projets communs entre parcs et de mieux souligner la spécificité touristique des parcs naturels ;
- De nombreux produits touristiques valorisant le patrimoine naturel existent (sentiers de randonnées, circuits vélos), mais leur promotion doit être renforcée ;
- De nouvelles offres destinées à garantir l'accessibilité à tous (« Barrierefreies Reisen») pourraient compléter les produits touristiques actuels ;
- Le parc a une carte à jouer comme espace récréatif et pédagogique attractif, pour les populations urbaines, notamment pour la Nordstad, « ville-porte » d'une vaste zone de loisirs de haute qualité environnementale ;
- La mise en place des Offices Régionaux du Tourisme avec comme région de projet pilote le nord du pays, devrait offrir au Parc naturel de l'Our l'opportunité d'être un partenaire privilégié de la future structure de promotion régionale asbl « Office régional du tourisme des Ardennes Luxembourgeoises » (voir également sous atouts)

1.4.3.4 Menaces

- La baisse de fréquentation touristique de la Région Ardennes se poursuit et le Parc ne semble pas échapper à ce mouvement ;

- Les efforts de développement d'une vision durable du tourisme, cohérente à l'échelle territoriale du parc, se heurtent au regroupement actuel des ententes touristiques, qui ne défendent pas une stratégie commune aux différents territoires touristiques du parc;
- Cette absence de stratégie commune ne permet pas d'organiser la mise en réseau des sites d'accueil et favorise la concurrence entre pôles et produits touristiques, aux détriments de leur complémentarité. Le manque de planification se traduit par des incohérences d'accessibilité et de protection des espaces sensibles (perturbation faune et flore), et des aménagements peu respectueux du patrimoine naturel et culturel et du cadre paysager, notamment à proximité des principaux pôles touristiques par rapport aux sites de grande valeur naturelle ;
- Les conflits entre les différents utilisateurs des patrimoines naturel et culturel du territoire du parc ne sont pas analysés et ne sont pas maîtrisés ;
- La stratégie de développement touristique propre au parc étant émergente et insuffisamment soutenue par la promotion touristique régionale, les moyens spécifiques à la mise en oeuvre du Plan vert directeur pourraient tarder à être dégagés.

1.4.4 Points de vue et attentes des communes

- Augmentation de l'offre d'hébergement adapté au tourisme doux et au séjour court : campings, mais aussi hôtels et formules pour familles ; souhait d'inclure le tourisme « wellness » ; développer globalement les infrastructures d'accueil touristique ;
- Augmentation de l'offre culturelle et amélioration de l'offre gastronomique ;
- Professionnalisation du secteur touristique ;
- Développement de produits touristiques attractifs tout au long de l'année, y compris par mauvais temps ; en assurer la promotion ;
- Circulation douce : sentiers pédestres satisfaisants, mais développement des réseaux cyclables (parcours Wilwerdinger Tunnel en projet), circuits cavaliers ;
- Vianden : remédier à la baisse constatée de l'activité touristique ;
- Règlements des conflits entre touristes et agriculteurs, et chasseurs ;
- Amélioration des partenariats et de la concertation entre acteurs.

1.4.5 Enjeux spécifiques du Plan vert directeur du parc

Le Plan vert directeur doit trouver sa spécificité par rapport aux objectifs de l'étude détaillée en matière d'offre touristique, notamment de l'objectif 2 du domaine d'actions « qualité de vie », pour notamment remédier aux faiblesses et menaces actuelles, et parvenir à un schéma de développement touristique maîtrisé et cohérent. Il doit apparaître comme un « **territoire d'excellence touristique** » :

- La valeur première du Parc repose sur son patrimoine paysager, naturel et culturel. L'activité touristique du Parc doit être en harmonie avec les actions de protection du patrimoine naturel et culturel, et contribuer à sa préservation et à sa valorisation. Le Plan vert directeur doit préciser les potentialités d'« écotourisme » liées aux sites de grand intérêt biologique, et soutenir une politique culturelle ;
- D'un point de vue spatial, la stratégie de développement touristique doit, en référence aux sites à protéger clairement identifiés, et aux sites périphériques supportant une plus grande fréquentation touristique, proposer une organisation des zones d'accueil, notamment d'hébergement, donc la canalisation des visiteurs ;

- L'accent doit être mis sur le caractère de développement durable des produits touristiques offerts : le Plan vert directeur doit soutenir un projet touristique de haute qualité, ouvert à une clientèle la plus élargie possible ;
 - Afin de pouvoir gérer la fréquentation touristique au mieux des potentialités locales et de l'intérêt des visiteurs, le Plan vert directeur doit contribuer à disposer d'une connaissance équivalente des centres d'intérêt du parc ;
 - Le profil touristique du parc doit se retrouver dans une marque collective, de type « Label parc naturel » déjà proposé par l'étude détaillée. Ce label doit à la fois concerner l'hébergement, les offres de découverte et/ou manifestation, les produits régionaux et la gastronomie. Les itinéraires de découverte, dont les réseaux de sentiers, doivent se démarquer par une qualité exemplaire. Le Plan vert directeur doit contribuer à définir cette exemplarité : signalétique harmonisée, fiabilité des sentiers, balisage et entretien des équipements.
 - Pour conforter le profil touristique particulier du parc, les communes partenaires (et les autres acteurs) doivent soutenir le concept touristique global du parc. Le Plan vert directeur doit proposer des formes de soutien d'une stratégie commune, apte à traiter les conflits d'usage ;
- Enfin, et dans le nouveau contexte de l'« Office régional du tourisme des Ardennes Luxembourgeoises », le Plan vert directeur doit contribuer à permettre d'identifier le parc comme région touristique propre, disposant d'un territoire statistiquement démarqué. En tandem avec le Parc naturel de la Haute Sûre, il devrait bénéficier d'outils de suivi adaptés aux spécificités de l'activité touristique particulière à un Parc naturel.

Liens avec les autres thèmes : *agriculture (valorisation des produits régionaux, vente directe, accueil à la ferme), forêts (promenades, optimisation des sentiers), énergie (paysage, image « verte »), urbanisation (nouveaux hébergements, label Parc Naturel, manque d'infrastructures « indoor »), économie (promotion de produits touristiques spécialisés : découverte nature, troisième âge, wellness, séminaire), transports (extensions circuits pédestres et cyclables), eau (bonne qualité = attrait touristique), chasse - pêche (conflits d'usages), faune - flore (valorisation, fragilisation écologique), paysage (plus-value)*

1.4.6 Orientations et pistes de mesures

Pour accompagner une politique de développement durable du tourisme et des loisirs dans le respect de l'environnement, affirmer les principes suivants:

- Affirmer le parc comme destination touristique : « existence » statistique du Parc au niveau des données nationales
- Placer l'environnement au cœur du développement local : s'inspirer de la charte européenne du tourisme durable
- Structurer l'offre et la mise en réseau des acteurs concernés ; développer un système d'observation des fréquentations
- Localisation des sites d'accueil : logique de moindre impact sur les patrimoines et ressources naturelles
- Organiser la fréquentation des espaces naturels ; plan des itinéraires de promenades et randonnées
- Améliorer l'accessibilité du territoire pour tout public
- Organiser un maillage du territoire : localiser les zones d'augmentation des capacités d'accueil, organiser les flux et favoriser les circulations douces
- Assurer la cohérence de la signalétique touristique, dont les sentiers balisés (découverte et interprétation du patrimoine et circuits thématiques)

PN Our - PRINCIPAUX ATOUTS TOURISTIQUES A VALORISER												
	Troisvierges	Heinerscheid	Hosingen	Clervaux	Munshausen	Kiischpelt	Consthum	Vianden	Putscheid	Tandel	Hoscheid	Totaux
Espaces naturels protégés/ à protéger du Parc Naturel de l'Our												
Zones de Protection classée (1) - potentielles (niveau national)												
ZH 01 Hautbellain - Foschtbaach	1											1
ZH 02 Hautbellain - Rittfenn	1											1
ZH 04 Troisvierges - Cornelysmillen	1											1
ZH 05 Binsfeld - Luckerschbaach	1											1
ZH 06 Wilwerdange - Conzefenn ⁽¹⁾	1											1
ZH 14 Wahlhausenerdickt - Sauerwis			1						1		1	3
ZH 81 Reuler - Clervaux - Irbech		1		1	1							3
ZH 83 Weicherdange - Breichen				1								1
ZH 89 Binsfeld - Hollermillen	1											1
RD 26 Basbellain - Schucklai	1											1
RD 30 Vallée de l'Our - 3 Frontières - Dasbourg		1	1		1							3
RF 01 Wahlhausen - Akeschterbaach			1						1			2
RF 13 Lellingen-Freng/Baerel						1						1
RF 14 Hoscheid-Molberlay											1	1
Réserves forestières intégrales (niveau national)												
RFI 01 Kailslee		1										1
RFI 02 Frauenwald		1										1
RFI 04 Bärel						1						1
RFI 05 Akescht			1									1
RFI 09 Groussebësch										1		1
Zones protégées d'intérêt communautaire Natura 2000 (ZSC / Habitats; ZPS / Oiseaux)												
LU 001002 : Vallée de l'Our de Ouren (B) à Bettel		1	1		1			1	1	1		6
LU 001004 : Weicherdange-Breichen				1								1
LU 001006 : Vallées de la Sûre, de la Wiltz, de la Clerve et de la Lellgerbaach						1						1
LU 001033 : Wilwerdange-Conzefenn	1											1
LU 001038 : Troisvierges-Cornelysmillen	1											1
LU 002003 : Vallée Supérieure de l'Our et affluents de Lieler à Dasbourg (D)		1										1
LU 002001 : Vallée de la Woltz et affluents de la source à Troisvierges	1											1
Totaux	10	6	5	3	3	3	0	1	3	2	2	38
Infrastructures culturelles et touristiques du Parc Naturel de l'Our												
Musées				3				4	1			8
Lieux de culte (églises, chapelles, abbayes)	3	1	1	3	2	5	1	4				20
Châteaux				1		1		1	1	1		5
Autres Monuments		2		2								4
Festivals / Manifestations	1	1	2	1	1			1				7
Autres intérêts culturels	1	2	1	1	2	1	1	3	1	1	1	15
Hébergement (hôtels, campings, gîtes, auberges)	4	3	7	14	1	6		19	3	3		60
Totaux	9	9	11	25	6	13	2	32	6	5	1	119
⁽¹⁾ Site classé par RGD du 31/03/2008												

1.5 Energie

1.5.1 Contexte « Etude détaillée » du Parc naturel

DOMAINE D'ACTION « NATURE ET ENVIRONNEMENT »		
OBJECTIFS	MESURES	PROJETS
Domaine d'action « nature et environnement »		
Objectif 1 Protection de l'environnement et des ressources (Déchets, sols, eau, air, bruit et énergies renouvelables constituent le fil conducteur de toute planification du parc naturel)	<ul style="list-style-type: none"> Gestion des énergies renouvelables 	<ul style="list-style-type: none"> Transposition d'un concept d'énergies (développer des mesures d'économie d'énergie) Consultation régionale sur l'énergie Eoliennes Sources d'énergies renouvelables Porteur d'énergie bois Energies porteuses (certification) L'agriculture comme fournisseur d'énergie (matières premières renouvelables et énergie bénéfique) Urbanisme (économiser l'énergie en utilisant les ressources d'énergie renouvelables) Tourisme (employer des sources d'énergie alternatives, notamment dans les campings, contrôle de l'énergie) Sensibilisation de la population à l'efficacité énergétique (rénovation des bâtiments - Altbausanierung)
Objectif 2, Maintien et promotion de la biodiversité	Protection et développement de la nature et du paysage	<ul style="list-style-type: none"> Énergie éolienne Plan vert directeur

1.5.2 Résumé de la situation actuelle selon l'étude EBP (2003)

- Consommation actuelle 219.900 MgW chauffage et 31.100 pour électricité ; dépendance du mazout à 90% ;
- Utilisation du potentiel énergétique estimée pour la chaleur 88.600 à près de 50% respect. pour le bois et la biomasse et pour l'électricité 84.700 à plus des 2/3 par les éoliennes et 20% par la biomasse (complément énergie solaire) ;
- Economie d'énergie jusqu'à 50%, par construction à basse consommation et réhabilitation de bâtiments et limitation des zones d'extension ;
- Conditions précédentes nécessaires à l'autosuffisance énergétique avec éventuelle surproduction ;
- Nord : parc d'éoliennes à Heinerscheid, + stations biogaz à Hupperdange (état 2003);
- Milieu : installation d'éoliennes à Fischbach ;
- Sud : concentration de production, barrage SEO à Vianden, éoliennes et installations biogaz projetées (état 2003) ;
- Potentiel de production énergétique suffisant pour couvrir les besoins à long terme, sous réserve d'efficacité énergétique dans les constructions et planification écologique des nouvelles zones urbaines ;
- Risques sur l'environnement par leur impact visuel dans le paysage, par exemple par la création de voirie d'exploitation en forêt ou les amendements de terres agricoles ; projets à accompagner pour limiter les aspects contraignants.

1.5.3 Actualisation AFOM

L'utilisation des énergies renouvelables, disponibles localement et régionalement, favorise le développement d'un approvisionnement énergétique durable ainsi que la réduction des émissions des polluants et des dioxydes de carbone.

1.5.3.1 Atouts

- Sensibilité et prise de conscience accrues de la population et des acteurs publics et privés aux changements climatiques et à ses conséquences ;
- Potentiel important dans le Parc pour le développement de diverses sources d'énergies renouvelables : biomasse (productions agricoles et forêts), éolien (plateaux), hydraulique (cours d'eau), etc. ;
- Plusieurs unités de productions ou d'expérimentations présentes sur le territoire du Parc :
 - Cultures énergétiques : le parc représente le quart des cultures énergétiques luxembourgeoises, installations de production de biogaz (Heinerscheid : Hupperdange & Reuler, Clervaux, Hosingen, Bastendorf)
 - Bois-énergie : installations de chauffage à copeaux de bois ou palettes (Putscheid, Heinerscheid, Tandel, Troisvierges) ; ressources potentielles actuellement sous utilisées et insuffisamment valorisées ;
 - Éolien : champs d'éoliennes (Heinerscheid, Putscheid)
 - Hydrauliques : Installations hydrauliques (Vianden)
 - Energie solaire : photovoltaïque (les communes les plus actives sont Heinerscheid avec 461,14 kWp et Troisvierges avec 458,62 kWp [données fin 2004] ; néanmoins, comparé à Wincrange avec 1428,69 kWp il y a encore moyen d'augmenter l'utilisation), le thermique solaire a quant à lui encore une marge de progression ;
- Étude existante réalisée par l'Agence de l'Énergie (2004) sur les bâtiments publics avec des propositions de mesures concrètes.

1.5.3.2 Faiblesses

- Une grande partie de la forêt est privée et peu exploitée de manière rationnelle, déficit d'infrastructures forestières pour en assurer l'exploitation de son potentiel ;
- Coûts des installations d'énergies renouvelables ;
- Impact paysager et environnemental de certaines formes de développement des énergies renouvelables ;
- Sur l'échelle nationale, forte dépendance énergétique : actuellement environ 99% des besoins énergétiques doivent être importés ;
- Cas problématique de l'efficacité énergétique des églises et autres grands bâtiments.

1.5.3.3 Opportunités

- Contexte international propice aux économies d'énergies et au développement des énergies renouvelables (Protocole de Kyoto, Burden Sharing Agreement de la CE, prix et sécurité

d'approvisionnement des matières énergétiques, objectifs européens, programmes de soutien, etc.) et mesures de soutien développées au niveau national ;

- La commune de Heinerscheid ayant fortement travaillé sur le thème énergétique, elle peut être un moteur au sein du Parc dans ce domaine ;
- Le premier plan d'allocation en vue de la réduction des émissions de CO² (2006) prévoit la mise en place d'un groupe de travail qui doit se pencher notamment sur l'intégration de la protection de la nature dans le développement du secteur énergétique agricole. Ainsi, il doit veiller à l'élaboration de critères de production de plantes énergétiques permettant de maximiser la réduction des émissions de CO² et de minimiser l'impact sur les ressources naturelles tels la diversité biologique, les sols et l'eau ;
- Exploitation des surfaces agricoles marginalisées (dont fonds de vallées) au profit de plantes énergétiques diversifiées et cultivées de manière extensive (plantes ligno-cellulose, herbes à éléphant, saule, etc.), en restant attentif aux éventuels impacts paysagers et écologiques ;
- Utilisation plus étendue des énergies solaires photovoltaïques/thermiques ;
- Hydroénergie : réactivation et modernisation des anciens sites (e.p. vieux moulins – exemple Hessemühle), en veillant à préserver la circulation de la faune aquatique ;
- Bois-énergie : opportunité de relance de l'exploitation de la forêt (taillis de chênes, etc.) ;
- Coopération entre acteurs pour exploiter conjointement des installations : cogénération, collecte des déchets entre agriculteurs, installations collectives pour les ménages ou les acteurs publics, etc. ;
- Le développement d'énergies renouvelables et la meilleure isolation des bâtiments sont localement sources de création de valeur ajoutée et d'emploi en renforçant la sécurité de l'approvisionnement énergétique ;
- Développement de la construction de logements en réponse à la croissance démographique : favoriser la construction à basse consommation énergétique ; bilan énergétique sur l'habitat existant ;
- Amélioration de l'efficacité énergétique des entreprises ;
- Sensibilisation de la population et des acteurs socio-économiques.

1.5.3.4 Menaces

- Changements climatiques, effet de serre et sécurité d'approvisionnement ;
- Développement excessif des cultures énergétiques (dont maïs) pour le biogaz : menace à terme pour l'environnement et les paysages (monotonisation) ;
- Impact des éoliennes sur le paysage en cas d'extension du parc actuel ;
- Conséquences des centrales hydroélectriques sur la biodiversité des milieux aquatiques (entrave à la circulation de la faune piscicole) ;
- Urbanisation non maîtrisée du point de vue énergétique (accroissement de la population, logements éclatés, mauvaise isolation).

1.5.4 Points de vue et attentes des communes

- Le thème de l'énergie gagne d'importance, même si quelques communes ne se prononcent pas sur le sujet dans l'enquête ; l'efficacité énergétique devient une préoccupation (Troisvierges) ;
- Le bois apparaît comme une ressource attractive pour les communes propriétaires de forêts ; certaines d'entre elles installent des chauffages à bois dans les bâtiments communaux (Tandel, Troisvierges) ;
- La commune Heinerscheid est très active dans l'utilisation des énergies renouvelables (éoliennes, photovoltaïques, copeaux de bois etc.)
- La culture extensive du maïs pour les installations biogaz est perçue comme une menace
- Le paysage est déjà saturé avec les installations des éoliennes
- Les églises restent un problème
- Enjeux: Soutenir/développer les mesures d'économie d'énergie dans les constructions; assurer l'intégration des cultures énergétiques dans le paysage et ne plus étendre la culture de maïs en dépit d'autres cultures; impact paysager (éoliennes)

1.5.5 Enjeux spécifiques du Plan vert directeur du parc

Soutenir les objectifs 1 et 2 du programme du champ d'action « Nature et environnement » de l'étude détaillée :

Enjeu : définir un « Plan énergie » et, à terme, un « Plan climat territorial » :

- Maîtrise de la demande énergétique ; soutien des démarches « diagnostic »
- Privilégier le recours aux énergies durables
- Réduction de la demande énergétique dans le domaine agricole (fertilisation)

En termes énergétiques, l'enjeu est de réduire les émissions de gaz à effets de serre par une politique active basée sur deux axes prioritaires :

1. Promouvoir des **mesures d'économie d'énergie** :

- Au niveau des bâtiments privés et publics : isolation des bâtiments, efficacité des systèmes de chauffages, urbanisme, habitations regroupées et systèmes collectifs, audits énergétiques, etc.
- Au niveau des transports : transports publics, etc.
- Information, sensibilisation des ménages, des entreprises et des acteurs publics ;

2. **Développer les énergies renouvelables** les plus efficaces en termes de bilan écologique et paysager :

- Valorisation de l'énergie bois : potentiel important sous utilisé actuellement, permet de promouvoir une meilleure gestion tant économique, qu'environnementale de la forêt (cf. forêt) ;
- Energie éolienne : bonne couverture actuelle (Heinerscheid et Putscheid), néanmoins, le potentiel de nouveaux développements restent limités, voire à proscrire (conditions techniques et impacts paysagers) ;
- Exploitation de la biomasse issue de l'agriculture : développement important du biogaz à partir du maïs, dont la marge de progression est limitée et doit être contenue pour rester sans impacts environnementaux et paysagers problématiques. Il faudra veiller à

diversifier les cultures énergétiques et les modes de production en restant attentif aux plantes énergétiques de seconde génération ;

- Energie solaire (photovoltaïque ou thermique) : sous utilisée au niveau du Parc, à développer en raison de son très bon bilan environnemental, tout en restant attentif à son impact paysager et à l'efficacité des systèmes choisis ;
- Energie hydraulique : potentiel de développement, en veillant à ce qu'elle ne constitue pas d'obstacles pour la biodiversité et les projets de renaturation ;
- Géothermie : pompes à chaleurs, etc.

Au niveau énergétique, de nombreuses mesures existent, avec les moyens qui y sont associés. L'enjeu réside donc dans l'identification des priorités, la sensibilisation des acteurs et de la population et dans l'accompagnement du développement de leurs projets.

Liens avec les autres thèmes : *agriculture (biomasse), forêt (bois-énergie), tourisme (paysage et image « verte »), urbanisation (nouvelles constructions à performance énergétique élevée, assainissement énergétique des bâtiments existants, valorisation des énergies renouvelables), transports (réduction du transport individuel), eau (hydroénergie, réactivation/rénovation d'anciens sites), paysage.*

1.5.6 Orientations et pistes de mesures

- Plan Energie
- Encouragement à la maîtrise des consommations et gestion économe des ressources (collectivités territoriales, mais aussi particuliers et professionnels)
- Développement de filières économiques liées aux énergies renouvelables
- Informations techniques aux maîtres d'ouvrage ; centre de veille Plan climat territorial
- *À terme Plan climat territorial*

1.6 Urbanisation

1.6.1 Contexte « Etude détaillée » du Parc naturel

DOMAINE D'ACTION « AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, URBANISATION, MOBILITE ET PATRIMOINE CULTUREL »		
OBJECTIFS	MESURES	PROJETS
Objectif 1 Promotion d'un développement régional durable	<ul style="list-style-type: none"> Développer les bases contextuelles et les lignes directrices Raccourcir les distances au niveau de la région 	<ul style="list-style-type: none"> Développer des instruments de planification régionale (plan régional, plans sectoriels, Plan vert directeur, concept d'énergie, règlement des bâtisses, plan de développement communal, PAG/PAP, Plan vert) Décentralisation au niveau national et régional (Programme directeur) Concept global du réseau de communication (promouvoir le transport public, rattachement de la région aux principaux axes de communication, interdire aux camions de traverser les localités) Extension des circuits pédestres et pistes cyclables Information et horaires améliorés Bus sur demande dans le parc naturel Mise en réseau bus et train
Objectif 2 Développement durable des localités	<ul style="list-style-type: none"> Élaboration des conditions cadres Développement interne adéquat des villages et extensions si besoin 	<ul style="list-style-type: none"> PAG cadre et révision des PAG communaux Plans de développement communal Conseil aux modes de construction du parc naturel Cadaastre du bâti vide et des Baulücken Fonds de logement régional Projets urbanistiques modèles Joint-Venture Concept d'aménagement pour les bâtiments agricoles annexes
Objectif 3 Conserver le patrimoine culturel	<ul style="list-style-type: none"> Inventaire du patrimoine culturel Inventaire et analyse des éléments typiques de la construction régionale 	<ul style="list-style-type: none"> Inventaire du patrimoine culturel et des éléments types
Domaine d'actions « Qualité de vie »		
OBJECTIFS	MESURES	PROJETS
Objectif 3 Activation de la vie sociale	<ul style="list-style-type: none"> Renouveau des localités par l'extension des infrastructures Emploi des jeunes: intégration des jeunes dans la vie sociale Troisième âge: intégration de la population âgée dans la vie sociale Citoyens étrangers: amélioration de l'intégration des étrangers 	<ul style="list-style-type: none"> Réhabilitation du bâti vide à des fins collectives Implantation d'entreprises dans les localités Relance des marchés hebdomadaires Centres de rencontre et d'informations pour jeunes Stages et classes nature Implication des jeunes dans les projets du parc naturel Plans communaux pour les jeunes Académie du troisième âge Aide entre voisins Éducation et implication des personnes âgées comme moniteurs, animateurs et guides touristiques Travail de sensibilisation et activités concrètes afin d'améliorer la compréhension des cultures étrangères

1.6.2 Résumé de la situation actuelle selon l'étude EBP (2003)

Informations manquantes sur les points proposés :

- Situation PAG ; périmètre constructible ; transition avec la zone verte
- Accessibilité transports
- Patrimoine bâti existant
- Qualité paysagère intérieure
- Zones d'activités : localisation

1.6.3 Actualisation AFOM

Le territoire du Parc naturel de l'Our a connu au cours des 18 dernières années un fort mouvement de croissance démographique : sa population s'est accrue de près de 4000 nouveaux habitants, soit un taux de croissance de 36,6%, largement supérieur à la moyenne nationale de 25,9%, au cours de la même période.

Population/commune 1991 - 2008									
Communes	1991	2001	2005	2008	% répart. 2005	% répart. 2008	évol. 1991-2008		% T.croiss. 1991/08
							v. abs.	%	
Clervaux	1 551	1 791	1 810	1 887	13,1%	12,7%	336	21,7%	8,4%
Consthum	297	328	405	462	2,9%	3,1%	165	55,6%	4,1%
Heinerscheid	816	949	1 056	1101	7,7%	7,4%	285	34,9%	7,1%
Hosingen	1 240	1 477	1 628	1804	11,8%	12,1%	564	45,5%	14,1%
Munshausen	624	817	887	1053	6,4%	7,1%	429	68,8%	10,7%
Troisvierges	1 993	2 523	2 585	2822	18,8%	18,9%	829	41,6%	20,7%
¹ Bastendorf	602	721	759	1 684	5,5%	11,3%	488	40,8%	12,2%
¹ Fouhren	594	697	818		5,9%				
Hoscheid	315	418	519	581	3,8%	3,9%	266	84,4%	6,7%
Putscheid	657	716	824	909	6,0%	6,1%	252	38,4%	6,3%
Vianden	1 480	1 511	1 561	1671	11,3%	11,2%	191	12,9%	4,8%
² Kautenbach	241	255	271	936	2,0%	6,3%	191	25,6%	4,8%
² Wilwerwiltz	504	610	647		4,7%				
Total PN Our	10 914	12 813	13 770	14 910	100%	100%	3 996	36,6%	100%
GD Luxembg	384 400	439 500	455 000	483 799	-	-	99 399	25,9%	-

Source: Statec

¹ Les communes de Bastendorf et Fouhren ont fusionné au 01/01/06 pour former la commune de Tandel

² Les communes de Kautenbach et Wilwerwiltz ont fusionné au 01/01/06 pour former la commune de Kiischpelt

Cette croissance a entraîné un développement de l'habitat et une relance de la consommation foncière dans les communes. Selon l'étude réalisée entre 1997 et 2004 sur la consommation foncière au Luxembourg ⁹, sur les 926 ha nets de terrains consommés par la construction de nouveaux logements dans tout le pays, la Région Nord apparaît néanmoins comme la moins concernée avec 79 ha, soit 8,5% de cette consommation. Selon ces sources, le Parc regroupe 4 des communes ayant connu la consommation la plus faible : Vianden, Fouhren/Bastendorf (Tandel), Kautenbach/Wilwerwiltz (Kiischpelt) et Consthum.

Depuis l'entrée en vigueur en 2004 de la nouvelle loi sur l'aménagement communal et de développement local, la plupart des communes luxembourgeoises ont engagé la révision de leur Plan d'aménagement général. Mais pour l'instant, il est difficile de disposer de données actualisées sur l'extension récente et prévue des zones urbanisées, sur le développement réel de la construction et sur sa localisation précise, et donc sur la consommation foncière.

De même, il n'est pas possible d'estimer la qualité patrimoniale du domaine bâti dans les 57 villages du parc et de connaître les incidences en termes de transformation du bâti que le

⁹ Source : Observatoire de l'Habitat, note n°7, septembre 2006

mouvement actuel de développement démographique a déclenché, mais aussi d'apprécier l'évolution de la qualité paysagère des villages et de leur insertion dans leur environnement. Cette population de néo-ruraux appelle également la mise à niveau de l'offre d'équipements des communes du parc, dont l'incidence est difficile à évaluer en matière d'impact tant social qu'environnemental.

1.6.3.1 Atouts

- Le Parc naturel représente une région démographiquement dynamique, avec une croissance de 36% entre 1991 et 2008 (10.914 à 14.910 habitants) ;
- Le Parc dispose de 4 communes de plus de 1500 habitants, dont Troisvierges qui dépasse légèrement les 2800 habitants ;
- En raison du nombre relativement élevé de villages par communes, les 4 centres urbains les plus peuplés ont entre 760 et 1500 habitants : Hosingen (761 hab), Clervaux (1037 hab), Vianden (1511 hab), Troisvierges (1365 hab) ;
- Les quatre communes de Troisvierges, Clervaux, Vianden et Hosingen, sont pressenties communes prioritaires pour l'IVL. En raison, pour les deux premières, de leur desserte par le train, pour Vianden de sa proximité avec la Nordstad, et pour Hosingen de sa position de sous-centre régional, elles seront prioritairement soutenues pour le développement de l'habitat, par les ministères de tutelle ;
- La densité d'occupation du Parc naturel est de 49 hab/km² en 2008 (moyenne nationale de 187 hab/km²), mais présente une grande disparité entre les communes (de moins 30 hab/km² à Kiischpelt (Kautenbach+Wilwerwiltz), à plus de 170 à Vianden), qui est liée à des différences de territoires très marquées selon les communes (moins de 10 km² à Vianden, et plus de 45 km² à Hosingen) ;
- La consommation foncière apparaît comme modérée en comparaison de l'ampleur du mouvement national : les communes de Consthum, Kiischpelt (Wilwerwiltz+Kautenbach), Tandel (Fouhren+Bastendorf) se classent parmi les 15 communes qui ont connu la consommation foncière la plus faible entre 1997 et 2004 (moins que la moyenne de 9 ha). A l'inverse, Hoscheid connaissait la poussée la plus forte du territoire avec un taux d'accroissement de la consommation foncière supérieur à 20%.

1.6.3.2 Faiblesses

- L'appréciation de l'évolution de l'urbanisation sur le territoire du Parc souffre d'un manque de données actuelles et comparables en termes d'évolution de la construction et de consommation de terrains à bâtir par commune, au cours des 20 dernières années ;
- Il en est de même pour estimer la qualité du patrimoine bâti des villages et la qualité paysagère intérieure et extérieure des localités ;
- Une grande partie des communes a réalisé un Plan de développement rural, mais les résultats de ces travaux qui commencent à dater pour la plupart, ne sont pas centralisés et ne permettent aucune analyse ;
- Selon l'IVL, le nombre des villages complique l'appréciation du développement des zones urbaines, mais il apparaît que la région Nord dans son ensemble présente des chiffres défavorables en termes d'efficacité de consommation foncière, largement inférieure à la moyenne nationale¹⁰ ;

¹⁰ Source : Observatoire de l'Habitat, note n°7, septembre 2006 : La taille moyenne des parcelles dans la Région Nord est très élevée par rapport à la moyenne du pays (14 ares à Consthum et 13,4 ares à Clervaux). La

- Les communes du Parc sont inégalement desservies en matière d'enseignement secondaire : selon le Plan sectoriel « Lycée » (RGD 25 novembre 2005), seul le Lycée de Wiltz dessert les communes du Parc situées au nord de Putscheid et Hoscheid. Elles se trouvent ainsi dans un « vide scolaire », car à plus de 30 mn de tous les lycées. La nouvelle commune de Kiischpelt (Wilwerwiltz+Kautenbach) bénéficie de la meilleure desserte.

1.6.3.3 Opportunités

- La loi de 2004 sur l'aménagement communal et le développement local oblige chaque commune à développer un concept d'aménagement et une stratégie de la planification communale, dans un souci de confinement du développement, de densification de l'occupation des sols et de qualité urbaine ;
- Les nouveaux concepts de développement et d'aménagement du territoire doivent prendre en compte les orientations de l'IVL, mais aussi s'appuyer sur les nouveaux outils de développement et de structuration du territoire, en cours d'élaboration comme le Pacte logement ;
- Selon l'IVL, il subsiste encore dans les PAG communaux, d'importantes réserves foncières disponibles pour l'habitat à l'intérieur des périmètres d'agglomération (notamment à Clervaux et Troisvierges, et dans une moindre mesure à Vianden) ;
- Complémentairement à l'IVL et au Pacte logement, le Plan sectoriel logement est en cours et doit permettre de confirmer les pôles de croissance urbaine et par conséquent d'atténuer les pressions à l'échelle du territoire du parc ;
- Le Plan sectoriel Zones d'activités est également en cours d'élaboration ;
- Le projet d'un nouveau lycée à Clervaux pour la Région Nord est à l'étude ;
- L'IVL soutient la restriction de développement à proximité des zones sensibles.

1.6.3.4 Menaces

- La progression des espaces urbanisés exprime un manque de hiérarchie des espaces et de lisibilité territoriale, notamment paysagère, et elle se traduit par une banalisation architecturale et un non respect des sites de valeur ;
- Le Parc manque d'outils pour fédérer les communes dans une réflexion et une conception commune d'aménagement du territoire : faiblesse des procédures actuelles communes de décision en matière d'urbanisme permettant de minimiser les impacts du développement sur le territoire (anticipation des répercussions, optimisation des effets, etc.) ;
- Le développement des zones urbaines reste peu encadré et harmonisé à l'échelle du parc et les zones de croissance ne sont pas définies dans un concept territorial global, en référence aux zones sensibles, aux conditions de transports et d'accessibilité et à la fragilité des paysages ;
- L'insuffisance des outils actuels de mise en valeur communale n'est pas améliorée.
- La délocalisation des bâtiments agricoles en dehors des localités peut constituer une atteinte visuelle, s'ils ne sont pas intégrés au paysage.

consommation foncière rapportée à la surface communale est pour le Parc la plus élevée dans les communes de Hoscheid et Vianden.

En termes d'indicateur d'efficacité de consommation foncière, la valeur donnée pour la Région Nord est largement inférieure à la moyenne nationale de 19 logements/ha et de 5,25 ares par logement.

1.6.4 Points de vue et attentes des communes

- Coordination régionale du développement urbain ; définir les localités aptes à supporter la plus grande partie de la croissance (Tandel) ;
- Principal enjeu : répondre à une demande soutenue de nouveaux logements ;
- Révision en cour des PAG de plusieurs communes ;
- Mise en oeuvre des objectifs IVL en termes de logement ;
- Développement équilibré des fonctions urbaines : non aux communes d'ortoirs ;
- Mesures pour résister à la pression foncière ; pour libérer les terrains faisant l'objet de blocage foncier ;
- Utilisation prioritaire des surfaces libres à l'intérieur des périmètres d'agglomération ; limiter l'extension du périmètre d'urbanisation ;
- Regroupement des activités à l'extérieur des villages et de l'habitat à l'intérieur ;
- Croissance démographique à associer au niveau d'équipement de niveau régional (exemple nouveau lycée à Clervaux) ;
- Typologie urbaine à adapter ; préserver les centres villageois d'habitat de type résidentiel ;
- Harmonisation de l'aspect des constructions (façades) ;
- Sensibilisation de la population à la qualité et valeur des paysages.

1.6.5 Enjeux spécifiques du Plan vert directeur du parc

Le programme du parc défini dans l'étude détaillée contient 2 objectifs à soutenir prioritairement par le Plan vert directeur, et qui fixent le cadre de la plus-value à apporter par le Plan vert directeur en matière d'urbanisation :

- l'objectif 2 vise le développement durable des localités, par l'élaboration de conditions cadres au développement interne et externe des villages,
- l'objectif 3 vise la conservation du patrimoine culturel par le biais d'inventaires du patrimoine culturel, complétés d'analyse des éléments typiques de la construction régionale.

Dans ce domaine, l'enjeu réside tout particulièrement dans la connaissance harmonisée de la situation actuelle et de son évolution qui apparaît comme un préalable à la maîtrise du développement urbain actuel et à la promotion d'une qualité architecturale, reflétant à la fois la valeur de son patrimoine et les choix à retenir en matière d'exemplarité de construction.

Sur base d'une connaissance confirmée de patrimoines à protéger (culturels, naturels et paysagers), le Plan vert directeur doit ainsi contribuer à accompagner la structuration du territoire et les dynamiques de société qui ont des répercussions directes sur la qualité des espaces. Il doit favoriser les opérations expérimentales de développement durable et proposer des normes environnementales pour les extensions urbaines.

Liens avec les autres thèmes : *agriculture (externalisation des bâtiments agricoles), forêts (qualité de vie, bois énergie), tourisme (Label Parc naturel, création nouveaux hébergements, infrastructures indoor), énergie (amélioration énergétique pour les grands bâtiments/églises, bâtiments communaux, efficacité énergétique/rénovation des logements), économie (mixité des fonctions, services et commerces dans les localités, proximité zones d'activités/zones d'habitat), transport (déplacements individuels, densification+plan de déplacements zones d'habitat/zones d'emploi), eau (pression humaine, imperméabilisation*

des sols, camping en zone inondable), faune et flore (disparition d'habitats naturels du fait de l'extension de zones urbaines), paysage (intégration des villages, nouvelles zones urbaines portant atteinte aux ensembles paysagers remarquables).

1.6.6 Orientations et pistes de mesures

- Intégration des zones urbaines dans le paysage ; aménagement paysager des seuils urbains
- Réduction des extensions de périmètre ; critères d'extension
- Adapter le développement urbain à l'offre en transports publics
- Conserver la substance bâtie de valeur
- Intégrer les dispositions paysagères dans les documents d'urbanisme
- Développer le conseil architectural pour les projets d'une certaine importance
- Cahier des charges de construction en matière d'efficacité énergétique
- Création de zones d'activités à vocation intercommunale
- Mise en place d'un plan signalétique

1.7 Economie

1.7.1 Contexte « Etude détaillée » du Parc naturel

DOMAINE D'ACTION « ACTIVITES ECONOMIQUES »		
OBJECTIFS	MESURES	PROJETS
Objectif 1 Politique innovante de localisation des sites	<ul style="list-style-type: none"> Compensation des facteurs défavorables de localisation (Conversion des sites présentant des inconvénients dans la région) Amélioration des conditions de localisation existantes 	<ul style="list-style-type: none"> Transport public Amélioration des transport de marchandises Réseau de communication Concepts d'énergie et de traitement des déchets Traitement des déchets Réseau de télécommunication Exploitation des zones artisanales Maison du parc comme centre de compétences Zones d'habitation Administrations Extension de l'offre culturelle et de loisirs Promouvoir le tourisme de séminaire
Objectif 2 Formation et formation continue	<ul style="list-style-type: none"> Formation scolaire Formation continue 	<ul style="list-style-type: none"> Réseau scolaire régional Implantation d'écoles à caractère suprarégional Encourager la collaboration entre écoles et entreprises Formation et formation continue Life-Long-Learning Promouvoir des programmes spécifiques pour la réinsertion des femmes dans la vie active
Objectif 3 Marketing	Label de qualité « Parc naturel » Identité régionale	<ul style="list-style-type: none"> Label parc naturel pour entreprises Forum d'entrepreneur Maison de l'entreprise Relations publiques
Objectif 4 Soutien des entreprises existantes	<ul style="list-style-type: none"> Encourager les jeunes entrepreneurs Mise en place d'un guichet unique 	<ul style="list-style-type: none"> Start-ups Politique d'installation Guidance des entreprises Réseau Guichet Unique
Domaine d'actions « Qualité de vie »		
OBJECTIFS	MESURES	PROJETS
Objectif 4 Améliorer les prestations sociales au niveau de la région et faciliter leur accessibilité	<ul style="list-style-type: none"> Accès Internet aux prestations sociales Mesures familiales en faveur de la compatibilité entre vie de famille et vie professionnelle 	<ul style="list-style-type: none"> Création d'un "guichet unique" pour les affaires administratives Point de vente Internet Structures d'accueil pour enfants
Objectif 5 Amélioration de l'offre en formation continue régionale	Programme régional de formation continue	<ul style="list-style-type: none"> Académie du parc naturel Classes du parc naturel Parc naturel: thème abordé à l'école

1.7.2 Résumé de la situation actuelle selon l'étude EBP (2003)

Informations manquantes sur les points proposés :

- Structure de l'emploi
- Secteurs d'activités/de production
- Zones d'activités existantes
- Types de production actuels

1.7.3 Actualisation AFOM

L'économie du Parc naturel de l'Our repose sur un tissu de petites et moyennes entreprises réparties à travers le territoire du parc, dont il ressort une concentration plus marquée dans les communes de Troisvierges, Clervaux et Vianden.

Les secteurs d'activités les plus représentés sont ceux de la construction et de l'hôtellerie-restauration (18% des établissements, chacun), du commerce (15%) et de la santé (12%). Les activités économiques liées au tourisme, relevant de la culture, des métiers d'art, ou de sports sont peu présentes et localisées dans les principaux centres touristiques régionaux.

TYPES D'ACTIVITÉS DANS LES COMMUNES DU PN OUR															
COMMUNES DU PN OUR	Construct.	Transport	Garage/ station serv.	Commerces	Supermarch	Services	Banques et Poste	Santé et soins	Profes. Lib.	Horeca	Tourisme	Métiers d'art	Culture	Sports	Total/ commune
Total Commune Troisvierges	44 40%	10 53%	8 26%	24 26%	1 33%	20 33%	5 29%	17 23%	10 24%	14 13%	3 27%	3 30%	5 38%	4 17%	168 27%
Total Commune Heinerscheid	16 15%	2 11%	1 3%	3 3%	0 0%	7 12%	0 0%	6 8%	3 7%	11 10%	0 0%	0 0%	0 0%	2 9%	51 8%
Total Commune Hosingen	9 8%	2 11%	6 19%	16 18%	1 33%	4 7%	3 18%	11 15%	5 12%	9 8%	1 9%	0 0%	0 0%	4 17%	71 12%
Total Commune Clervaux	15 14%	1 5%	4 13%	28 31%	1 33%	16 27%	5 29%	22 30%	7 17%	19 17%	2 18%	0 0%	1 8%	4 17%	125 20%
Total Commune Kiischpelt	3 3%	0 0%	1 3%	0 0%	0 0%	4 7%	1 6%	1 1%	1 2%	11 10%	0 0%	0 0%	1 8%	2 9%	25 4%
Total Commune Munshausen	2 2%	0 0%	0 0%	0 0%	0 0%	0 0%	0 0%	1 1%	1 2%	2 2%	1 9%	1 10%	1 8%	0 0%	2 2%
Total Commune Hoscheid	3 3%	2 11%	1 3%	2 2%	0 0%	1 2%	0 0%	0 0%	2 5%	3 3%	0 0%	0 0%	0 0%	1 4%	15 2%
Total Commune Putscheid	1 1%	0 0%	0 0%	2 2%	0 0%	3 5%	0 0%	0 0%	5 12%	8 7%	0 0%	0 0%	1 8%	0 0%	20 3%
Total Commune Vianden	10 9%	2 11%	5 16%	14 15%	0 0%	3 5%	3 18%	13 18%	1 2%	23 21%	3 27%	3 30%	3 23%	6 26%	89 15%
Total Commune Tandel	4 4%	0 0%	2 6%	1 1%	0 0%	2 3%	0 0%	1 1%	5 12%	7 6%	1 9%	3 30%	0 0%	0 0%	4 4%
Total Commune Consthum	3 3%	0 0%	3 10%	1 1%	0 0%	0 0%	0 0%	2 3%	2 5%	2 2%	0 0%	0 0%	1 8%	0 0%	14 2%
TOTAL PN OUR	110 18%	19 3%	31 5%	91 15%	3 0%	60 10%	17 3%	74 12%	42 7%	109 18%	11 2%	10 2%	13 2%	23 4%	613 100%

Source: Annuaire Editus Luxembourg 2007

Le parc naturel compte 2 zones d'activités situées, l'une, à Troisvierges et, l'autre, à Hosingen : elles totalisent 27,5 ha de surfaces nettes et près de 700 emplois, et qui sont occupées à plus de 85%.

Zones d'activités économiques à caractère régional (surfaces en ha)									
Canton Clervaux		Surf. Brutes	Surf. Nettes	Surf. viabilisées	Surf. utilisées	Surf. Disponibl	% surf dispo / surf nette	Emplois au 31/12/06	emplois/ ha surf utilisées
Troisvierges (2 sites)	v. abs	15	12,5	12,5	12,5	0	0%	272	22
	%	41,7%	45,5%	45,5%	54,6%	0,0%		39,3%	
Hosingen	v. abs	21	15	15	10,4	4,6	30,7%	420	40
	%	58,3%	54,5%	54,5%	45,4%	100,0%		60,7%	
Total	v. abs	36	27,5	27,5	22,9	4,6	16,7%	692	30
	%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%		100,0%	

Source: Rapport d'activités 2006 Ministère de l'Economie

Selon l'IVL, la Région Nord dans son ensemble offre en moyenne 450 à 480 emplois pour 1000 habitants, soit un niveau bien inférieur à la Région Centre-Sud de Luxembourg ville, 1080 emplois/1000 habitants, mais supérieur aux régions ouest, est et sud qui comptent entre 300 et 380 emplois/1000 habitants.

La population active du Parc est composée à part quasi égale d'ouvriers (42%) et d'employés/fonctionnaires (43,5%) (moyenne nationale respective de 36,7% et 53,6%).

Le développement démographique actuel du parc et l'installation massive des néoruraux vont accroître les besoins en offres d'emplois, de services et de mobilité. Le Plan vert directeur devra accompagner le développement économique du Parc dans un concept intégré habitat-emploi-transport, et dans le respect de la qualité actuelle de son environnement.

1.7.3.1 Atouts

- La population active est jeune : sa part est légèrement supérieure à la moyenne nationale : 43%, contre 41% en 2005 ;
- L'agriculture occupe une fonction économique encore forte (voir chapitre agriculture) ; le Parc compte 14% de travailleurs indépendants, contre 12,8% en moyenne nationale ;
- Le secteur des activités liées au tourisme et à l'accueil de visiteurs est un des secteurs les plus développés avec celui de la construction, qui traduit les retombées de la croissance démographique actuelle ;
- Le parc dispose de 2 zones d'activités économiques à caractère régional : l'une au nord-ouest, à Troisvierges (2 sites ; 12,5 ha de surface nette) et l'autre au centre à Hosingen (15 ha de surface nette) ;
- Selon le plan directeur sectoriel « Décharge pour déchets inertes » (RGD du 9 janvier 2006), le Parc naturel est localisé dans la Région nord-est, à l'exception de, Troisvierges (Région nord-ouest). Il dépend de la décharge de Hosingen qui offre une capacité suffisante pour absorber les besoins sur le long terme.

1.7.3.2 Faiblesses

- Le taux de chômage est de 6,3%, soit très légèrement supérieur à la moyenne nationale de 5,7% (2005) ;
- Le Parc manque d'une image « économique » reflétant les orientations de son développement. L'implantation de la plus grande partie des entreprises présentes dans le parc, est antérieure à sa création, et donc sans relation avec la particularité économique que le parc est amené à développer ;
- La zone d'activités de Troisvierges est remplie à 100% et celle de Hosingen au 2/3. Le Parc aura besoin de nouvelles zones d'accueil dont le choix de localisation devra être décidé de manière partenariale ;

- La configuration en longueur du territoire appelle un équilibre des pôles d'emplois par rapport aux principaux bassins de population que sont Troisvierges, Clervaux, Vianden et Hosingen, afin de limiter les besoins de déplacements à l'intérieur du parc. Cette situation appelle une vision globale et une stratégie de développement basée sur la complémentarité de secteurs économiques reflétant les potentialités locales, dont de développement touristique ;
- Les activités sont de type très varié et réparties sur l'ensemble du parc, mais il n'existe pas d'informations harmonisées sur leur impact paysager, à l'intérieur comme à l'extérieur des villages, et plus particulièrement sur la qualité d'intégration des zones d'activités ;
- Ce manque d'information standardisées à l'échelle du parc fait également défaut pour les nuisances liées à la présence de certaines activités et notamment aux transports qu'elles génèrent.

1.7.3.3 Opportunités

- Le Plan sectoriel national « zones d'activités », en cours d'élaboration, constituera le cadre de référence en matière de développement économique pour la Région Nord et pour la zone du Parc ;
- La mauvaise santé actuelle de la fréquentation touristique requiert une réflexion globale sur le profil des activités à développer dans le Parc pour renforcer son image comme destination différente, offrant une qualité et exemplarité de cadre attractives ;
- Le parc aura un rôle à jouer dans le choix des entreprises par rapport à ses orientations propres en matière de développement durable, d'innovation environnementale, de qualité architecturale, d'économie d'énergie et d'utilisation des énergies renouvelables.

1.7.3.4 Menaces

- Manque de vision commune à l'échelle du territoire du parc pour un développement économique équilibré : concurrence entre communes pour l'accueil d'activités, au lieu de complémentarité.

1.7.4 Attentes des communes

- Assurer l'équilibre habitants-emplois au niveau régional (Troisvierges) ;
- Augmentation de l'offre en commerces (dont supermarché) et services ;
- Augmentation de l'offre en surfaces d'accueil aux entreprises (Troisvierges, Tandel) / création de parcs d'activités / accroissement du marché de l'emploi ; nécessité d'une approche régionale ;
- Soutien aux activités (fuite des entreprises, manque de demandes) ;
- Regroupement des activités économiques dans des zones ad hoc ; zones spéciales pour les sociétés de transport ;
- Eviter le mitage du paysage ;
- Proximité zones d'activités et zones d'habitat ;
- Intégration des communes dans le SICLER ;

1.7.5 Enjeux spécifiques du Plan vert directeur du parc

Les enjeux du Plan vert directeur en matière économique sont principalement de niveau organisation territoriale et participation à l'image du parc par la protection et valorisation de son patrimoine paysager.

Le Plan vert directeur devra soutenir prioritairement l'objectif 1 du domaine d'action « Activités économiques » de l'étude détaillée qui propose une politique innovante des sites d'accueil, ce qui implique une vision commune du développement économique à l'échelle du Parc.

L'objectif 3, « marketing », est directement associé à cet enjeu puisqu'il propose d'introduire un label « parc naturel » pour les entreprises. Ce dernier devrait avoir pour finalité de soutenir l'exemplarité des entreprises du Parc en termes de développement durable, d'innovation environnementale, de qualité architecturale, d'économie d'énergie et d'utilisation des énergies renouvelables.

Mais le parc devra préalablement disposer d'une meilleure connaissance de la situation économique actuelle (localisation, impacts) et intégrer dans cette thématique le développement touristique, qui en fait partie intégrante, au même titre que l'agriculture : l'impact visuel de l'ensemble de ces activités participe à la qualité paysagère qui sera l'enjeu fédérateur de la stratégie à développer dans le domaine économique.

Liens avec les autres thèmes : agriculture (filère agro-alimentaire, produits de qualité), forêts (filère aval, valeur ajoutée, emploi), tourisme (séminaires), énergie (coût des installations énergies renouvelables, mais valeur ajoutée et emplois), urbanisation (proximité zones d'activités/zones d'habitat), eau (ajustement du prix de l'eau pour baisse de la consommation), chasse (surdensité du gibier entraînant dégâts agricoles et sylvicoles), faune et flore (extensions zones d'activités accentuant la discontinuité écologique).

1.7.6 Orientations et pistes de mesures

- Soutien au processus de développement durable des activités économiques
- Cahier des charges pour les zones d'activités mettant l'accent sur les prescriptions environnementales
- Prise en compte des besoins en transports dans la planification des nouvelles zones d'emploi
- Conditions d'insertion des entreprises
- Gestion de marque
- Gestion et maîtrise de l'énergie

1.8 Transports

1.8.1 Contexte « Etude détaillée » du Parc naturel

DOMAINE D'ACTION « AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, URBANISATION, MOBILITE ET PATRIMOINE CULTUREL »		
OBJECTIFS	MESURES	PROJETS
Objectif 1 Promotion d'un développement régional durable	<ul style="list-style-type: none"> Développer les bases contextuelles et les lignes directrices Raccourcir les distances au niveau de la région 	<ul style="list-style-type: none"> Développer des instruments de planification régionale (plan régional, plans sectoriels, Plan vert directeur, concept d'énergie, règlement des bâtisses, plan de développement communal, PAG/PAP, Plan vert) Décentralisation au niveau national et régional (Programme directeur) Concept global du réseau de communication (promouvoir le transport public, rattachement de la région aux principaux axes de communication, interdire aux camions de traverser les localités) Extension des circuits pédestres et pistes cyclables Information et horaires améliorés Bus sur demande dans le parc naturel Mise en réseau bus et train
Domaine d'actions « Qualité de vie »		
OBJECTIFS	MESURES	PROJETS
Objectif 6 Promotion d'une mobilité favorable à l'environnement	Promotion d'une mobilité durable, avec pour objectif d'augmenter l'utilisation des transports publics	<ul style="list-style-type: none"> Bus sur appel Optimiser les liaisons de bus existantes Améliorer les informations concernant les horaires Nouvelles formes de trafic individuel

1.8.2 Résumé de la situation actuelle selon l'étude EBP (2003)

- Charge significative de certains tronçons de la N.7 (Clervaux) ; conflits potentiels entre usagers ; besoins de solution de délestage ;
- Projets de contournement : Hosingen, Heinerscheid, Troisvierges, Clervaux ; conflits potentiels avec zones naturelles protégées / sensibles ;
- Pas de vision homogène du réseau de transports publics au niveau du Parc naturel : réseau bus adapté aux besoins, mais rail moins favorable ; matériel à renouveler ; cadences irrégulières.

1.8.3 Actualisation AFOM

Dans le domaine des transports, il n'existe pas de données se rapportant au seul territoire du Parc naturel de l'Our et les informations générales disponibles à l'échelle nationale, ou au mieux régionale, ne font pas apparaître de grands changements par rapport à la description sommaire de la situation faite par EBP en 2003.

1.8.3.1 Atouts

- Le train dessert du sud vers le nord les communes de la partie ouest du Parc, avec 6 gares comprises entre Kautenbach et Troisvierges (incluse)+réseau bus satisfaisant (IVL p. 17-18)
- L'épine dorsale routière du Parc que constitue la N7, suivant un axe nord-sud, sa transversale principale, la N12 et le maillage secondaire connaissent selon l'IVL une charge moyenne du réseau et une qualité satisfaisante de circulation, à l'exception des traversées des villages.

1.8.3.2 Faiblesses

- La faible densité d'occupation du territoire, 49 habitants au km², et l'absence de pôle urbain de niveau régional à l'intérieur du Parc, favorisent une amplification des déplacements, qui se font en très grande partie par mode de transport individuel ;
- La topographie du territoire du Parc et la dispersion relative des zones urbanisées se traduisent par un réseau routier sinueux et relativement dense, mais des temps de parcours importants sur de petites distances ;
- Les principales nuisances résultant de la circulation sont ressenties dans les traversées des localités, notamment sur les axes principaux que sont la N7 et la N12 ;

1.8.3.3 Opportunités

- Le Parc est en attente des améliorations régionales qui pourraient découler du plan sectoriel transports en cours d'élaboration.

1.8.3.4 Menaces

- L'IVL a identifié plusieurs sections de réseau routier à gérer avec des restrictions importantes de circulation à garantir au voisinage des zones de protection de la nature
- Une mauvaise organisation globale du territoire aurait des répercussions négatives en termes de besoins de mobilité à l'intérieur du parc. De même le choix de certaines entreprises et leur lieu d'implantation peuvent être inadaptés aux objectifs de protection du territoire du Parc.

1.8.4 Attentes des communes

- Amélioration de l'accessibilité de la zone d'activités de Clervaux
- Résoudre les problèmes de trafic de poids lourds, notamment dans les traversées de localités (Clervaux) ; projet de contournement de Hosingen, Heinerscheid, Troisvierges ; projet d'un pont à Hoscheid
- Proposer des alternatives pour réduire les nuisances liées à la circulation dans les localités ; problèmes particuliers à Wilwerwiltz liée à la station de contrôle technique
- Amélioration de l'offre en transports collectifs : taille des grands bus inadaptée ; favoriser les mini- et flexi-bus

1.8.5 Enjeux spécifiques du Plan vert directeur du parc

Les enjeux spécifiques du Plan vert directeur pour les transports renvoient directement aux enjeux du développement territorial durable du Parc, selon l'objectif 6 de l'étude détaillée, en termes de choix pertinents des zones de développement, de l'organisation hiérarchisée et sélective de l'espace et des formes et densités d'occupation des sols respectueuses de ses fragilités.

Le Plan vert directeur devra contribuer à orienter ces choix dans le sens d'une protection optimale des patrimoines, dont le patrimoine paysager pouvant souffrir de projets de contournements et d'élargissements et redressements de chaussées. Il pourra également apporter des éléments de réflexion dans le contexte d'un concept global de communication et plan de déplacement dont devrait se doter le Parc.

Liens avec les autres thèmes : *tourisme (extensions circuits pédestres et cyclables), énergie (prédominance du déplacement individuel, amélioration de l'offre en transport collectif), urbanisation (densification, plan de déplacements), économie (plan de déplacements zones emploi/zones habitat), cours d'eau ainsi que faune et flore (extension réseau de transport entraînant la disparition ou dégradation d'habitats naturels), paysage (nouveaux tracés routiers impactant sur les ensembles paysagers remarquables).*

1.8.6 Orientations et pistes de mesures

- Renforcer la connaissance des déplacements à l'intérieur du Parc
- Plan de déplacements : zones d'habitat - zones d'emplois ; mobilité douce ; centrale d'information
- Localisation de parking-relais en rapport avec les transports publics
- Soutien au service de transport à la demande

1.9 Eau

1.9.1 Contexte « Etude détaillée » du Parc naturel

DOMAINE D'ACTION « NATURE ET ENVIRONNEMENT »		
OBJECTIFS	MESURES	PROJETS
Domaine d'action « nature et environnement »		
Objectif 1 Protection de l'environnement et des ressources	<ul style="list-style-type: none"> Protection des eaux 	<ul style="list-style-type: none"> Programme de protection des eaux (Information, sensibilisation, stations d'épuration, renaturation, réduction de la quantité des engrais dans l'agriculture, désenrêsinement le long des cours d'eau)
Objectif 2 Maintien et promotion de la biodiversité	Concept d'entretien et de développement des habitats protégés	<ul style="list-style-type: none"> Eaux (renaturation, programme de protection, contrat de rivière, berges) Plan vert directeur
	Promotion de la protection du paysage dans les localités	
	Protection et développement de la nature et du paysage	

1.9.2 Résumé de la situation actuelle selon l'étude EBP (2003)

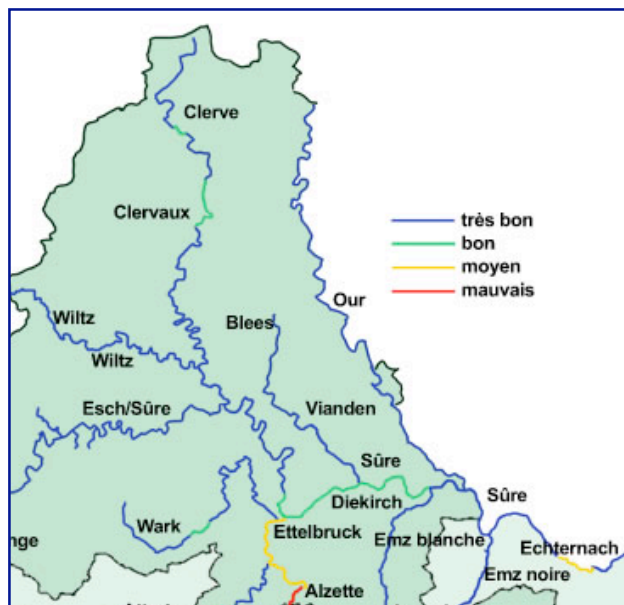
- 3 cours d'eau principaux : l'Our, la Clerve et la Blees ;
- Etat général des berges proche de la nature, sauf lac de barrage de Vianden : pas de plans d'eau naturels ; plans d'eau artificiels à Weiswampach et Troisvierges + Vianden (barrage) ;
- 31 sources dans le PN, concentrées dans le nord à Heinerscheid (et Weiswampach), au milieu dans partie ouest et au sud partout ;
- Eaux souterraines : aquifère au sud du PN dans Bundsandstein et Muschelkalk ; zones de protection d'eau potable à Fouhren et à l'ouest de Bastendorf ;
- Qualité de l'eau : globalement bonne pour les 3 cours d'eau, avec quelques tronçons de moindre qualité pour l'Our ;
- Qualité écologique de l'Our appréciée selon 7 classes : globalement bonne à moyenne, détérioration vers le sud ;
- Situation proche de la vision idéale ;
- Qualité des cours d'eau : bonne, pas de pollution, sauf quelques tronçons à pollution faible ;
- Structure globalement satisfaisante des cours d'eau.

1.9.3 Actualisation AFOM

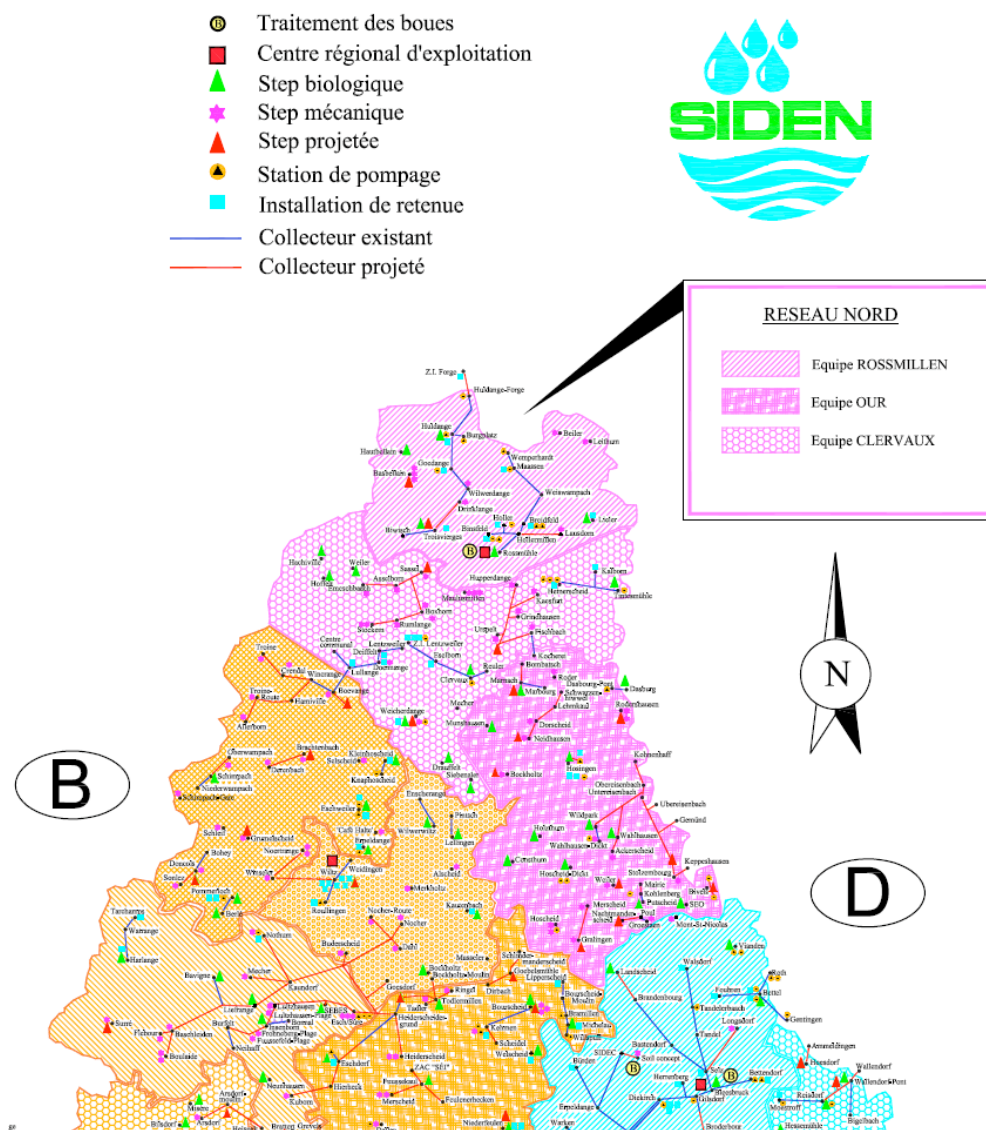
1.9.3.1 Atouts

- Indice de qualité biochimique des cours d'eaux jugé « très bon », excepté sur la Clerve autour des localités de Troisvierges et de Clervaux jugé « bon » (cf. carte ci-après). Qualité micro-biologique des eaux de baignades conforme ;

**Qualité biochimique
des cours d'eau**
(sources SIDEN)



- Bonne couverture en infrastructures existantes de traitement des eaux usées. Nombreux collecteurs et STEP en cours de construction ou projetés (cf. carte ci-dessous) ;



- Nappe aquifère et points de prélèvement d'eau potable uniquement dans le sud du Parc (Bastendorf, Fouhren, Vianden ; zone de grès et conglomérats), zone de protection d'eau potable à Fouhren et à l'ouest de Bastendorf. Ailleurs, sous-sol schisteux limitant l'existence des eaux souterraines ;
- Protection du patrimoine naturel et de la faune (projet LIFE) : moule perlière (et truites de rivières nécessaires à leur reproduction) : mesure de réduction des obstacles ; loutre (projet LIFE) ; castor (monitoring de son expansion géographique) ;
- Protection et développement des éléments de liaison du réseau écologique transfrontalier dans la région des Ardennes belgo-luxembourgeoises (INTERREG IIIA mai 04 - oct. 07) ;
- Un travail important déjà initié au niveau de l'Our dans 2 projets successifs soutenus par Interreg (projets Vallée de l'Our et Natur-Our) : cartographie des enjeux, mesures directrices pour les biotopes, élimination des altérations écologiques, dédommagements des privés adhérant à un contrat, désenrésinement le long des rives, (cf. site www.projekt-natour.org) ;
- Etat général des berges proche de la nature et structure des cours d'eau globalement satisfaisants ;
- Contrat de rivière pour la rivière frontalière Our (INTERREG IVA) ;
- Protection des zones autour des sources : étude en cours par la station biologique sur les sources (= plan d'action « sources – moules perlières).

1.9.3.2 Faiblesses

- Taux d'épuration inférieur à la moyenne nationale. Au niveau local, taux d'épuration <50% pour les communes de Putcheid (38%), Heinersheid (45%), Hoscheid (49%) ;
- Hydrobiologie : état « mauvais » à Basbelain, moyen à Obereisenbach ;
- Enrésinement des fonds de vallées ;
- Nombreux campings implantés en zones inondables, notamment le long de l'Our.
- Fréquentation des cours d'eau réglementée pour le canotage (interdiction permanente sur l'Our et la Blees, pendant l'été pour la Clerve et la Wiltz), mais la baignade peut entraîner localement la perturbation des écosystèmes aquatiques ;

1.9.3.3 Opportunités

- Directive-cadre européenne « eau » : rétablir dans toutes les eaux (eaux souterraines et de surfaces) de l'UE un bon état pour 2015 et établir un programme de mesures et plan de gestion ;
- La qualité des eaux et des biotopes renforce l'attractivité touristique du Parc (cf. tourisme) ;
- Gestion internationale : contrats de rivières, coopérations transfrontalières (Projets Rhinenet pour la gestion des eaux et des habitats naturels, Timis pour la prévention de crues et Warela pour la rétention des eaux.) ;
- Energies hydroélectriques relativement peu développées (mais créant des obstacles à la biodiversité, cf. Energie).

1.9.3.4 Menaces

- Zones qualifiées « à risques » selon la directive eau : tronçon de la Clerve entre Troisvierges et Lellingen ;
- Pressions humaines : augmentation de la population (cf. urbanisation), résidentiel touristique (campings, cf. tourisme), pratiques agricoles (intensification, cf. agriculture) et sylvicoles (cf. forêt) ;
- Cas de débordement d'un site de biogaz relevé par une commune lors de l'enquête ;
- Résineux et plantes invasives le long des cours d'eau ;

1.9.3 Points de vue et attentes des communes

- L'attente principale des communes porte sur leur raccordement à une station d'épuration biologique (exigence européenne) ; plusieurs localités encore non raccordées (Tandel), mais stations d'épuration nouvellement construites ou en projet (Kautenbach, Our, Urspelt) ;
- Développement de système séparatif pour eaux pluviales (Tandel, Troisvierges) ;
- Limiter l'imperméabilisation de nouvelles surfaces dans le cadre des nouveaux quartiers ;
- Ajustement du prix de l'eau pour en réduire la consommation (Consthum) ;
- Problèmes avec certaines installations de biogaz (débordement) ;
- Approche régionale de la question de l'eau (Troisvierges) ;
- Problèmes de sources propres aux formations schisteuses.

1.9.4 Enjeux spécifiques du Plan vert directeur du parc

Le Plan vert directeur devra soutenir les objectifs 1 et 2 du programme du domaine d'action « nature et environnement » de l'étude détaillée.

Globalement, la qualité des eaux est bonne, voire très bonne, et le Parc pourra appuyer la surveillance de la ressource, notamment par une sensibilisation et mobilisation des utilisateurs. En termes d'eau de surface, l'enjeu sera de **protéger les ressources en eau et améliorer la qualité de l'eau ainsi que garantir le maintien et le développement d'écosystèmes équilibrés et riches en diversité biologique**. En termes d'eau souterraine, pour le sud du Parc, l'enjeu réside dans la protection de la qualité de l'eau.

La préservation de l'eau est une responsabilité collective qui nécessite une prise de conscience et une gestion concertée entre tous les acteurs tant au niveau du Parc que des territoires couvrant les bassins amont et aval. Le Parc peut jouer un rôle de concertation et de coordination en s'appuyant sur l'expérience de la vallée de l'Our et tout particulièrement sur les programme de protection des eaux dont le projet INTERREG contrat de rivière :

- Instance territoriale regroupant tous les acteurs à des fins d'information, de concertation et de coordination ;
- Poursuite du monitoring de la qualité des eaux, mutualisation des moyens d'observations et partage de l'information entre les acteurs ;
- Diffusion des expériences et modes de gestion des rivières ainsi que des techniques d'intervention acquises au niveau de l'Our au sein du Parc (Clerf, Blees) et au-delà (autres Parcs et/ou bassins, coopération transfrontalière) ;

- Poursuite et intensification de la mise en œuvre des coopérations extra-territoriales (par bassin, coopérations transfrontalières et nationales) ;
- Maintien ou réhabilitation de biotopes propices à la biodiversité (renaturation, mise en œuvre de Natura 2000), notamment en sensibilisant et en augmentant le taux de contractualisation avec les propriétaires privés : *désenrésinement des bords de cours d'eau, bandes herbacées et ou plantations de feuillus adaptés, gestion extensives des bordures de cours d'eau, clôtures, suppression des obstacles, lutte contre les plantes invasives, etc. (cf. faune et flore : moule perlière et truite, loutre, cigogne noire) ;*
- Prévenir et anticiper les risques liés à la pression et aux activités humaines : accroissement démographique et urbanisation, intensification de l'agriculture (réduction des engrais et de la pression, érosion), pratiques sylvicoles, tourisms, études d'impacts sur les grands projets, (débordement d'installations de biogaz), etc.
- Poursuite du programme d'investissements sur le traitement des eaux usées (collecteurs et STEP) pour répondre aux objectifs de la directive cadre européenne sur l'eau ;
- Ne pas se limiter à l'Our en restant vigilant sur les 2 autres cours d'eau (Blees et Clerve) ;
- Actions adaptées au niveau des sources : localisation des sources (cartographie des sources réalisée par HFN) et identification des zones de protection ;
- Sensibilisation et réduction de la consommation (sensibilisation, prix vérité, eau de pluie).

Liens avec les autres thèmes : *agriculture (réduction des quantités d'engrais, mesure d'épargne de l'eau potable), forêts (enrésinement), tourisme (bonne qualité = attrait touristique), énergie (hydroénergie>réactivation d'anciens sites), urbanisation (pression humaine, imperméabilisation des sols, campings en zone inondable), économie (ajustement prix de l'eau pour baisse de la consommation), chasse-pêche (qualité de eau de bonne = diversité biologique), faune et flore (lutte contre les plantes invasives, sauvegarde des zones humides).*

1.9.5 Orientations et pistes de mesures

- Programme territorial de gestion de l'eau : connaissance des ressources, réduction des pollutions, maîtrise des consommations ;
- Gestion intégrée par bassin versant : protection et entretien des berges, gestion et protection des zones humides ;
- Information et sensibilisation.

1.10 Chasse et pêche

1.10.1 Contexte « Etude détaillée » du Parc naturel

DOMAINE D'ACTION « NATURE ET ENVIRONNEMENT »		
OBJECTIFS	MESURES	PROJETS
Domaine d'action « nature et environnement »		
Objectif 1 Protection de l'environnement et des ressources	<ul style="list-style-type: none"> Protection des eaux 	<ul style="list-style-type: none"> Protection des ressources Programme de protection des eaux (Information, sensibilisation, stations d'épuration, renaturation, réduction de la quantité des engrais dans l'agriculture, désenrésinement le long des cours d'eau)
Objectif 2 Maintien et promotion de la biodiversité	Concept d'entretien et de développement des habitats protégés Protection et développement de la nature et du paysage	<ul style="list-style-type: none"> Développement d'une station biologique (Accompagnement du PV Our, réalisation de projets pilotes, organisation de plantations, consultation, information et sensibilisation, travail scientifique) Syndicat communal de protection de la nature Forêt (promouvoir la forêt en libre évolution avec des îlots de vieux bois et bois mort, rajeunissement de la nature...) Milieux ouverts (développer des mesures de gestion et de développement) Eaux (renaturation, programme de protection, contrat de rivière, berges) Protection de la faune locale Extensification Plan vert directeur

1.10.2 Résumé de la situation actuelle selon l'étude EBP (2003)

- 4 sections de chasse (Clervaux, Troisvierges, Vianden et Wiltz) ;
- Objectifs des chasseurs : la chasse permet le maintien d'un cheptel sain et diversifié et garantit des conditions d'habitats sécurisés ;
- La chasse permet de réduire les dégâts du gibier en faveur de l'agriculture, sylviculture et pisciculture ;
- Actuellement nourrissage du gibier (maïs) pour canaliser sa circulation et éviter des dégâts ; champs en jachère participant à la nourriture en hiver (*état 2003*) ;
- Espèces protégées interdites à la chasse : la loutre, le blaireau, la gélinotte des bois, la grive, la perdrix et la bécassine ;
- Conflits entre agriculteurs et chasseurs : les sangliers détruisent les cultures et les clôtures de protection tuent le gibier ;
- Conflits chasse/détente et sylviculture : sentiers de promenades, pistes cyclables
- Travail de conviction à faire pour arriver à une situation idéale ;
- Utilisation durable et régulation du gibier ; arrêter notamment le nourrissage contraire aux objectifs du PN ;
- Conflits majeurs agriculteurs /chasseurs ;
- Actions d'information par les chasseurs à tous les chasseurs pour améliorer l'image négative de la chasse.

1.10.3 Actualisation AFOM

1.10.3.1 Atouts

- Couverture forestière importante, faune abondante. Le Parc comporte 4 sections de chasse ;
- Espèces protégées ne pouvant être chassées (la loutre, le blaireau, la gélinotte des bois, la grive, la perdrix et la bécassine) (lien avec faune et flore) ;
- Eau de bonne qualité (lien eau), pas de problème de ressource en poissons, programmes de renaturation (« ré-empeuplement », saumon 2020).

1.10.3.2 Faiblesses

- Surdensité de certaines espèces de gibiers occasionnant des dégâts agricoles et sylvicoles ainsi qu'une menace pour l'équilibre des milieux ;
- Introduction (illégale) d'espèces non indigènes pour la chasse qui pose certains problèmes par rapport à la faune locale (concurrence pour la nourriture ; exemple le castor) ;
- Le nourrissage problématique du gibier (sanglier) par les chasseurs ;
- Image négative de la chasse ;
- Qualité de l'eau localement médiocre à mauvaise et présence de matières en suspension ; situation défavorable à certaines espèces (moule perlière, loutre) ;
- Obstacles sur les cours d'eau (barrages) faisant barrière à la migration des poissons mais aussi de la loutre ;
- Régime particulier de pêche sur l'Our (eaux internationales) et difficulté d'accès aux berges.

1.10.3.3 Opportunités

- La chasse et la pêche doivent permettre le maintien de cheptels sains et diversifiés et garantir des conditions d'habitats sécurisés ;
- Les impacts de la gestion du gibier sur la biodiversité ainsi que la compatibilité de la densité de gibier avec la capacité d'accueil naturelle du milieu et les activités telles la sylviculture ou l'agriculture sont au centre d'un débat à la Chambre des Députés ; des mesures pourront être prises à la clôture de ces débats (action 2.9 du PNPN 2007-2011) ;
- Au niveau national, il est proposé de subordonner la délivrance des nouveaux permis de pêche à la participation obligatoire des candidats-pêcheurs à une formation théorique destinée à leur transmettre des connaissances de base en matière de protection de la nature (action 2.12 du PNPN 2007-2011).

1.10.3.4 Menaces

- Conflits entre les chasseurs et d'autres acteurs et usagers des zones rurales : agriculteurs, promeneurs-touristes-VTT, sylviculteurs, associations environnementales ;
- Déséquilibre des biotopes ;
- Problèmes liés à la présence du cormoran et du héron cendré, pour les pêcheurs.

1.10.4 Points de vue et attentes des communes

- Nourrissage du gibier à proscrire ;
- Densité trop forte de gibier causant des dégâts : surpopulation du sanglier - dégâts dans les champs de maïs - et cerfs / mouflons / chevreuils – dégâts sylvicoles -, mais ils ne sont pas tirés ;
- Compatibilité entre randonneurs, chasseurs et pêcheurs ;
- Problème du héron et du cormoran pour les pêcheurs.

1.10.5 Enjeux spécifiques du Plan vert directeur du parc

Le Plan vert directeur contribuera à soutenir les objectifs 1 et 2 du domaine d'action « nature et environnement » du programme de l'étude détaillée :

Utilisateurs et gestionnaires des espaces naturels et ruraux, les chasseurs comme les pêcheurs, peuvent constituer des partenaires importants du Parc dans une politique de préservation du patrimoine naturel. Il sera nécessaire de les sensibiliser et de les associer au travers d'un partenariat privilégié ou d'une charte, visant également à limiter les sources de conflits potentiels avec les autres acteurs et usagers de l'espace rural :

- Eviter d'artificialiser le milieu (en limitant le nourrissage et en combattant l'introduction d'espèces non-indigènes notamment), de respecter l'équilibre faune et flore (surpopulation) et de rechercher les moyens de préserver l'habitat de la faune ;
- Développement, suivi et régulation de la faune sauvage autochtone ; lutte contre les plantes invasives ;
- Plantation et entretien des haies champêtres, des bosquets ou des jachères sauvages ;
- Assurer une « surveillance du territoire », en matière de pollution notamment ;
- Assurer une utilisation multifonctionnelle et raisonnée de la forêt entre chasseurs et autres usagers (randonneurs-VTT-sylviculteurs).

Liens avec les autres thèmes : agriculture (protection), forêts (protection, conflits d'usages>multifonctionnalité de la forêt), tourisme (conflits d'usage, mauvaise image), économie (dégâts agricoles/sylvicoles résultant de la surdensité de certaines espèces), eau (bonne ressource en poissons, bonne qualité de l'eau), faune et flore (grande biodiversité, espèces interdites à la chasse).

1.10.6 Orientations et pistes de mesures

- Développer les partenariats avec les pêcheurs et chasseurs
- Plan de gestion des ressources

1.11 Faune & flore

1.11.1 Contexte « Etude détaillée » du Parc naturel

DOMAINE D'ACTION « NATURE ET ENVIRONNEMENT »		
OBJECTIFS	MESURES	PROJETS
Objectif 1 Protection de l'environnement et des ressources	<ul style="list-style-type: none"> Gestion des déchets Protection des sols Protection de l'air Protection contre le bruit Protection des eaux Gestion des énergies renouvelables 	<ul style="list-style-type: none"> Concept de protection du sol (Evitement, réduction de la consommation du sol et de sa pollution) Protection des ressources Programme de protection des eaux et des sources (Information, sensibilisation, stations d'épuration, renaturation, réduction de la quantité des engrais dans l'agriculture, désenrêsinement le long des cours d'eau)
Objectif 2 Maintien et promotion de la biodiversité	Concept d'entretien et de développement des habitats protégés	<ul style="list-style-type: none"> Développement d'une station biologique (Accompagnement du PV Our, réalisation de projets pilotes, organisation de plantations, consultation, information et sensibilisation, travail scientifique, contrats biodiversité) Syndicat communal de protection de la nature Forêt (promouvoir la forêt en libre évolution avec des îlots de vieux bois et bois mort, rajeunissement de la nature...) Milieux ouverts (développer des mesures de gestion et de développement) Eaux (renaturation, programme de protection, contrat de rivière, berges) Protection des paysages à l'extérieur des localités Implantation d'éléments verts Conservation de la flore typique des villages Aménagement proche de la nature Protection de la faune locale Mise en place d'éléments de structure du paysage Extensification Plan vert directeur
	Promotion de la protection du paysage dans les localités	
	Protection et développement de la nature et du paysage	
Objectif 3 Formation dans le domaine de l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> Promotion de la recherche Formation continue Sensibilisation, information et formation de la conscience des citoyens 	<ul style="list-style-type: none"> Recherche fondamentale Pool de mémoires Académie du parc naturel Formation continue Programme des événements naturels Actions de sensibilisation écologique Bureau de coordination central du parc naturel Matériel d'information Travaux de clarification

1.11.2 Résumé de la situation actuelle selon l'étude EBP¹¹ (2003)

Prairies maigres :

- Ensemble des milieux très fragmentés : population réduite, peu d'échanges génétiques et risque d'extinction des espèces ;
- Prairies maigres sur schistes dévonien : moy 37m²/ha (4 fois plus que la moyenne nationale) ;
- Pelouses sèches et landes à bruyères sur les bandes de schistes ;

¹¹ Sources : Etudes EBP 2003

Zones humides

- Total de 32 ha dans le PN. Principalement localisées au nord du PN, peu asséchées et exploitées intensivement ; moins touchées par les mesures de bonification des sols qui détruiraient les habitats des espèces menacées (faune-flore) ; 10m²/ha (8m²/ha moy. nat) ;
- Flore : 921 espèces de fougères et espèces florifères (1210 au Lux) ;
- Faune : mammifères : 57 espèces, dont 8 pour les amphibiens et 2 pour les reptiles ;
- Papillons : 90 espèces observées dont 52% menacées : 34 espèces de libellules observées dont 78% menacées ;
- 14 RN potentielles (dont une zone classée) dont 9 dans la partie nord du PN, 5 dans la partie centrale et 0 dans la partie sud ;
- Natura 2000 : 7 zones habitats/oiseaux (Natura 2000) qui se recoupent avec les RN potentielles ;
- Absence actuelle de projet de consolidation du réseau écologique existant, en faveur de la circulation des espèces et le développement naturel des populations.

1.11.3 Actualisation AFOM

L'Etat luxembourgeois participe activement aux objectifs de protection de l'environnement de niveau international (Sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg, Accords de Kyoto, Convention de Stockholm, Convention européenne du paysage), et de niveau communautaire (Stratégie de Göteborg, directives européennes «Habitats » et « Oiseaux », directive cadre eau).

Il a précisé les objectifs de niveau national dans le Plan national pour un Développement Durable, le Programme Forestier National et le Plan National pour la Protection de la Nature. Par ailleurs, de nombreuses communes se sont engagées dans des démarches individuelles s'inscrivant dans l'Agenda 21, Alliance pour le climat, etc. Elles deviennent par conséquent des partenaires importants dans cette démarche.

La faune et la flore, mais plus largement les biotopes et habitats naturels, constituent un capital essentiel pour le PN de l'Our, dont la richesse est attestée par un grand nombre de sites classés ou potentiels. Ces milieux naturels, avec le paysage, forment un élément central de l'attractivité touristique du parc.

1.11.3.1 Atouts

- Une grande diversité d'habitats et de biotopes favorisant la présence d'une faune et d'une flore remarquables et diversifiées sur un territoire restreint. Le parc comprend 76% des espèces florifères et des fougères répertoriées dans le pays, sur un territoire qui fait à peine 12% de la surface nationale ;
- Le Parc dispose d'un véritable patrimoine naturel, avec 7 sites d'intérêt communautaire Natura 2000 dont 5 zones spéciales de conservation (habitats) et 2 zones de protection spéciales (oiseaux), 1 site d'intérêt national, mais également 14 zones classées de protection de niveau national (dont 5 classées prioritaires), dont 8 zones humides, 2 réserves diverses et 3 réserves forestières. Par ailleurs, le parc compte 5 sites potentiels de réserve forestière intégrale (dont une prioritaire). Une partie des zones communautaires englobe les zones potentielles nationales ;
- Les zones Natura 2000 comprennent 18 habitats (dont 4 prioritaires) de l'annexe 1 de la directive « Habitats » et 11 espèces prioritaires de la directive « Oiseaux » ;

- Sa richesse biologique est supérieure à la moyenne nationale pour certains milieux en voie de raréfaction, comme les prairies maigres (37m²/ha contre 7m²/ha), et les zones humides (10m²/ha contre 8m²/ha). Ces zones hébergent plusieurs espèces inscrites sur la liste rouge comme « menacées » ou « fortement menacées ».

1.11.3.2 Faiblesses

- La dégradation de la diversité biologique se poursuit/s'accroît en raison principalement de la destruction continue de certains habitats de la faune et de la flore, notamment des zones humides ;
- Les différents habitats et biotopes sont fortement fragmentés et en discontinuité écologique. Le manque de réseau écologique et de connectivité ne permet pas la libre circulation des espèces et le développement naturel des populations, augmentant ainsi les risques d'extinction des plus fragiles. La multiplication des obstacles, notamment liée à l'extension des zones urbaines et activités humaines, dont les contournements routiers projetés, aggrave cette situation ;
- Une artificialisation et banalisation croissantes des espaces naturels, notamment des milieux ouverts, s'opèrent aux dépens d'espèces spécialisées et indigènes ;
- Le parc ne dispose pas d'informations de même niveau pour l'ensemble de son territoire (notamment hors des zones de protection).

1.11.3.3 Opportunités

- Le Parc dispose d'une station biologique qui a entrepris la constitution d'une base de données homogène à l'échelle du Parc, notamment sur son patrimoine naturel ;
- Le Plan National de Protection de la Nature (mai 2007) qui a pour objectifs stratégiques d'enrayer la perte de la biodiversité à l'horizon 2010 en s'intéressant aussi à la dimension paysagère des milieux naturels propose plusieurs mesures qui sont à relayer prioritairement par le Parc dans le cadre de son Plan vert directeur. Citons à titre d'exemple : le cadastre des biotopes, le monitoring biodiversité, le programme « ecobonus » de compensation pour les biotopes détruits, les divers plans d'actions « habitats/espèces », mais aussi les programmes de sensibilisation et d'accueil (actions de l'ASTA et des E&F) ;
- Le Parc doit également être considéré comme territoire prioritaire pour la réalisation des dossiers d'objectifs pour les zones Natura 2000 et pour la réalisation des dossiers de classement préfigurant le statut de protection national des sites potentiels au titre de la loi de 2004 sur la protection de la nature ;
- Le parc doit soutenir et valoriser les différentes actions en cours visant la protection et la sauvegarde d'espèces rares (plans d'actions « habitats/espèces ») : moule perlière, cigogne noire, loutre, chat sauvage, chouette chevêche et chauves-souris, pie-grièche grise, etc. ;
- Par ailleurs, le Parc peut s'appuyer sur les programmes d'aide permettant d'indemniser des gestionnaires agricoles et sylvicoles privés pour des mesures réalisées dans l'intérêt de la protection de la nature (mise en œuvre du règlement grand-ducal du 22 mars 2002 et des mesures du PDR : contrats biodiversités, programmes d'extensification, mesures agro-environnementales, installation et gestion d'éléments de structures et de biotopes en zones vertes, etc.) ;
- Cette diversité naturelle offre de large possibilité de valorisation touristique et didactique dans une perspective de sensibilisation et d'information sur la nature ;

- Les actions du Parc dans ce domaine bénéficient également de l'intérêt croissant de la population locale et de l'ensemble des acteurs pour la biodiversité et les paysages remarquables ;
- Mise en œuvre du RGD du 18 mars 2008 concernant les aides pour l'amélioration de l'environnement naturel (la station biologique du PN Our est le coordinateur de l'exécution des projets pour les communes du parc).

1.11.3.4 Menaces

- Menace d'extinction de certaines espèces menacées ;
- Modifications de la composition et de la structure des paysages ;
- Disparition, dégradation et perturbation d'habitats naturels et de biotopes et de leur connectivité en réseau, notamment par le remembrement agricole et l'extension des zones urbaines, commerciales et industrielles et des réseaux de transport;
- Modification des pratiques agricoles et sylvicoles (intensification ou abandon) ; lutte contre les plantes invasives ;
- Surdensité de certaines espèces de gibiers ;
- Remblaiement et drainage des zones humides.

1.11.4 Points de vue et attentes des communes

- Problème : l'agriculture intensive est l'alternative à l'abandon des terres de moindre rapport et à la fermeture d'espaces agricoles ouverts ;
- La fondation HFN (Hëllef fir d'Natur) possède de nombreux terrains dans plusieurs communes du Parc, notamment à Heinerscheid et Troisvierges (1/3 des terrains de HFN dans le Nord du pays), qui pourraient offrir des possibilités de libre évolution, pour un retour à un état plus naturel ;
- Ressources biologiques « capitales » pour le tourisme ;
- Présence de plusieurs espèces protégées dont la moule perlière avec le projet de station d'élevage (compromis par la présence du rat musqué) ;
- Enjeux : assurer la protection et la valorisation de la flore et de la faune.

1.11.5 Enjeux spécifiques du Plan vert directeur du parc

L'étude détaillée propose un certain nombre d'actions en faveur de la nature et de l'environnement au travers de ses objectifs 1, 2 et 3. Le Plan vert directeur doit permettre de développer une approche cohérente à l'échelle de l'ensemble du territoire quant à la protection (et la restauration) de la diversité biologique et des habitats en lien étroit avec les objectifs du Plan National de Protection de la Nature.

Le Plan vert directeur doit accompagner la mise en œuvre des objectifs nationaux de manière exemplaire et innovante sur l'ensemble du territoire du Parc. Ce caractère exemplaire et innovant sera renforcé en ne se limitant pas aux seules zones de protection spéciale et aux espèces rares, mais en couvrant l'ensemble de son territoire, et également en développant des actions sur la faune et la flore « ordinaire ».

Dans le cadre d'une véritable stratégie concertée et territorialisée de protection et la valorisation de la flore et de la faune, les enjeux clés sont :

- Le renforcement de la connaissance du territoire, de ses biotopes et de sa diversité biologique de manière homogène sur l'ensemble du territoire, et en relation étroite avec le contexte national et européen ;
- La protection, la gestion et la restauration des habitats sur tout le territoire en veillant à leur cohérence ; le renforcement des superficies du territoire protégé ;
- La protection le développement ou la restauration d'éléments de liaisons entre les différents habitats et biotopes naturels ;
- L'information, la mobilisation et l'accompagnement des divers acteurs pour leur permettre de souscrire à des mesures de protection de la nature en veillant à la cohérence et à la priorisation de ces mesures.

Liens avec les autres thèmes : *agriculture (Contrats biodiversité – habitat - oiseaux), forêts (réserves forestières – habitats – oiseaux), tourisme (valorisation, fragilisation écologique), urbanisation (disparition d'habitats naturels du fait d'extension des zones urbaines), transports (nouveaux tracés routiers entraînant la disparition ou dégradation potentielle d'habitats naturels), eau (faune et flore aquatique), chasse et pêche (grande biodiversité, espèces interdites à la chasse), paysage (biodiversité du fait aussi de la diversité de paysages).*

1.11.6 Orientations et pistes de mesures

Le Plan vert directeur doit directement faire référence aux 3 objectifs du programme de l'étude détaillée pour le domaine d'actions « Nature et Environnement ».

Il doit insister sur le caractère pionnier, exemplaire et innovant que le Parc souhaite donner à sa gestion de l'environnement naturel, en renforcement de la mise en œuvre de mesures concrètes en faveur de la protection de la faune et de la flore :

- Compléter la constitution de sa base de données SIG et autres outils de suivi adéquats, pour disposer d'un niveau de connaissance homogène du territoire ;
- Être un territoire prioritaire et expérimental pour la mise en œuvre des mesures du PNPN, comme le cadastre des biotopes (en zone « verte » et en zones urbaines), le monitoring de la biodiversité, le programme « ecobonus » de compensation pour les biotopes détruits, les programmes de sensibilisation et d'accueil du public, etc. ;
- Être également considéré comme territoire prioritaire pour la réalisation des dossiers d'objectifs pour les zones Natura 2000 présentes dans le Parc et pour la réalisation des dossiers de classement des sites potentiels nationaux ;
- Développer et restaurer les éléments de liaison dans le cadre de la constitution de corridors écologiques ;
- Soutenir et accompagner les programmes d'actions spécifiques, comme les plans d'action espèces et plans d'actions habitats.

Le Parc devra veiller à ce que l'ensemble des restrictions d'utilisation du territoire soit repris dans les documents d'urbanisme de chaque commune.

1.12 Paysages

1.12.1 Contexte « Etude détaillée » du Parc naturel

DOMAINE D'ACTION « NATURE ET ENVIRONNEMENT »		
OBJECTIFS	MESURES	PROJETS
Objectif 2 Maintien et promotion de la biodiversité	<ul style="list-style-type: none"> • Concept d'entretien et de développement des habitats protégés • Promotion de la protection du paysage dans les localités • Protection et développement de la nature et du paysage 	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Développement d'une station biologique (Accompagnement du PV Our, réalisation de projets pilotes, organisation de plantations, consultation, information et sensibilisation, travail scientifique)</i> • <i>Syndicat communal de protection de la nature</i> • <i>Forêt (promouvoir la forêt en libre évolution avec des îlots de vieux bois et bois mort, rajeunissement de la nature...)</i> • <i>Milieux ouverts (développer des mesures de gestion et de développement)</i> • <i>Eaux (renaturation, programme de protection, contrat de rivière, berges)</i> • <i>Protection des paysages à l'extérieur des localités</i> • <i>Construire en considérant le paysage</i> • <i>Implantation d'éléments verts</i> • <i>Conservation de la flore typique des villages</i> • <i>Aménagement proche de la nature</i> • <i>Protection de la faune et de la flore locales</i> • <i>Mise en place d'éléments de structure du paysage</i> • <i>Extensification</i> • <i>Mise en valeur touristique</i> • <i>Paysage</i> • <i>Énergie éolienne</i> • <i>Plan vert directeur</i>
Objectif 3 Formation dans le domaine de l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> • Promotion de la recherche • Formation continue • Sensibilisation, information et formation de la conscience des citoyens 	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Pool de mémoires</i> • <i>Académie du parc naturel</i> • <i>Formation continue</i> • <i>Programme des événements naturels</i> • <i>Actions de sensibilisation écologique</i> • <i>Bureau de coordination central du parc naturel</i> • <i>Matériel d'information</i> • <i>Travaux de clarification</i>

1.12.2 Résumé de la situation actuelle selon l'étude EBP

Informations manquantes sur les points proposés :

- *Entités paysagères/paysages culturels*
- *Zones de grande sensibilité*
- *Éléments perturbants*

1.12.3 Actualisation AFOM

Le Conseil de l'Europe définit le paysage comme la « Portion déterminée du territoire telle que perçue par les populations, dont le caractère résulte de l'action de facteurs naturels

et/ou humains et de leurs interrelations ». Le paysage traduit ainsi directement la relation de l'homme au milieu qui l'entoure.

Selon la Convention de l'Unesco, « Le terme "paysage culturel" couvre une diversité de manifestations d'une interaction entre l'être humain et son environnement ».

Enfin, la convention de Florence propose de « Formuler des objectifs de qualité paysagère pour les paysages identifiés et qualifiés ».

Suite à l'évolution de la présente mission, il est convenu de **retenir le paysage comme le fil conducteur du projet de stratégie à développer**, parce que justement, il reflète directement la mise en œuvre du projet de développement original du Parc et la relation particulière entre l'homme et son milieu.

Le Plan vert directeur aura donc pour vocation centrale d'assurer la qualité paysagère du parc, donc sa perception, par rapport aux paysages qui auront été identifiés et qualifiés. L'analyse sommaire qui suit montre les limites de cette identification et de cette qualification avec les données actuellement disponibles.

1.12.3.1 Atouts

- La topographie accidentée du territoire du Parc favorise un paysage largement diversifié à structure de mosaïque, composé à part quasi égale de forêts et de surfaces agricoles (environ 45% pour chaque), ces dernières comptant pour 3/5 de terres de culture et 2/5 de prairies et pâturages ;
- Les vallées profondes et encaissées y forment des unités visuelles de grande qualité, dont la principale et la plus remarquable est la vallée de l'Our. La couverture forestière de ses versants y est dominante ;
- Cette qualité paysagère du territoire du parc porte le témoignage de l'importance des zones naturelles encore existantes, potentielles ou classées ;
- Elle reflète également en milieux ouverts les pratiques culturelles traditionnelles, dont localement les zones d'exploitation extensive, proche de la nature ;
- Les plateaux se caractérisent par des ensembles paysagers très ouverts, sans éléments de rupture optique et barrières visuelles.

1.12.3.2 Faiblesses

- L'agriculture intensive pratiquée dans les paysages ouverts des plateaux a eu pour impact le démantèlement massif des structures paysagères ;
- Les paysages forestiers sont marqués par la présence d'importants peuplements de résineux, souvent perçus en rupture brutale avec les espaces agricoles ouverts, par manque de lisière boisée ;
- L'intégration paysagère de certains villages, notamment sites de plateau, s'est dégradée au cours des dernières décennies en raison de la suppression des espaces de jardins, haies et vergers qui les entouraient et des extensions urbaines linéaires le long des routes ;
- Le parc ne dispose pas de diagnostic du paysage à l'échelle de son territoire, lui permettant de qualifier les espaces en fonction de leur intérêt paysager et leur assurer la protection correspondante. Il n'est actuellement pas en mesure de définir les éventuels « points noirs » du paysage à traiter prioritairement.

1.12.3.3 Opportunités

- Le territoire du parc bénéficie de la présence de plusieurs zones naturelles, déjà sous statut de protection, notamment communautaire (zones Habitats), national, ou inscrites comme sites potentiels nationaux. Ces zones correspondent globalement à des espaces de grande qualité paysagère et ceux-ci disposent déjà de fait de mesures de sauvegarde et protection dans ce contexte ;
- Révision des Plans d'aménagement (PAG) des communes ;
- Le Plan National de Protection de la Nature (PNPN) étend son champ d'action au paysage en proposant d'utiliser les instruments légaux déjà existants dans cette perspective. Il fait aussi référence au Plan directeur sectoriel « Préservation des grands ensembles paysagers et forestiers » dont l'avant-projet vient d'être rendu public et à la possibilité de qualité d'un espace de « zone protégée sous forme de paysage protégé » en application de la loi du 19 janvier 2004 sur la protection de la nature ;
- Le plan directeur sectoriel « Préservation des grands ensembles paysagers et forestiers » a pour objectif de répertorier les paysages, de les qualifier et de définir les actions visant leur protection, gestion et aménagement. Il permettra de constituer un réseau de grands ensembles paysagers, s'intégrant dans un concept global d'utilisation de l'espace. Le grand ensemble paysager « Oewersauer, Kiischpelt, Our, Oewer and Ennescht Wiltz, Warkschleef » est proposé pour figurer dans ce réseau ;
- Les Vallées de la Woltz/Clerve et de la Blees sont également à considérer.
- Mise en œuvre du RGD du 18 mars 2008 concernant les éléments de structure du paysage.

1.12.3.4 Menaces

- Les menaces pesant sur le paysage sont liées à tout changement des modes actuels d'utilisation de l'espace qui auraient comme conséquence des modifications profondes du paysage, la détérioration, voire la destruction de leur qualité actuelle, notamment liées à la suppression incontrôlée des éléments de structure (haies, arbres solitaires, rangées d'arbres, etc) et qui entraînerait la banalisation des espaces concernés ;
- Le développement important des cultures énergétiques pourrait menacer l'aspect actuel du paysage agricole, en cas de concentration des zones de culture ;
- Le développement de nouvelles zones urbaines sur certains sites, visuellement exposés ou situés à proximité d'ensembles paysagers remarquables, peut porter gravement atteinte aux entités paysagères. Cette menace liée à l'urbanisation intègre les nouveaux tracés routiers, les nouvelles constructions, dont les constructions isolées, les éoliennes et autres infrastructures de production ou transport d'énergie.

1.12.3 Attentes des communes

- Trouver un consensus entre préservation de paysages variés et de qualité, et agriculture intensive ; les plateaux ouverts sont trop ordonnés par l'agriculture ;
- Remettre en état les anciennes décharges et éliminer les décharges sauvages ;
- Lutter contre l'envahissement et la fermeture des espaces agricoles ouverts.

1.12.4 Enjeux spécifiques du Plan vert directeur du parc

Le paysage, qui est par essence le patrimoine commun du territoire, et qui sous-tend le cadre de vie actuel, a une valeur écologique et économique, mais aussi culturelle et affective.

Les premières conclusions du diagnostic et le repositionnement de la mission conduisent donc à **retenir le paysage comme le fil conducteur du Plan vert directeur**, parce qu'il propose un projet de développement original mettant en valeur la relation particulière entre l'homme et son milieu, sous tous les angles analysés.

L'objectif du Plan vert directeur sera ainsi de promouvoir clairement le paysage au titre de patrimoine en soi, de même importance que certains espaces naturels (patrimoine naturel) et certains éléments culturels (patrimoine culturel). **Le paysage du parc sera le premier vecteur de la qualité de gestion appliquée à son territoire.**

Le Plan vert directeur aura ainsi pour vocation centrale d'assurer la qualité paysagère du Parc, donc sa perception, extérieure et intérieure, et par rapport aux paysages qui auront été identifiés et qualifiés selon leurs composantes.

Le Plan vert directeur doit, pour ce faire, relayer les démarches engagées au niveau national et être pionnier et exemplaire dans leur mise en œuvre. Il s'inscrit ainsi prioritairement comme territoire de mise en application du Plan directeur sectoriel « Préservation des grands ensembles paysagers et forestiers » pour le territoire « Oewersauer, Kiischpelt, Our, Oewer and Ennescht Wiltz, Warkschleef »¹². La qualification de ces territoires permettra d'intégrer les mesures de gestion correspondantes et les restrictions locales d'utilisation des sols à préconiser dans les documents d'urbanisme du Parc.

Liens avec les autres thèmes : *agriculture (structure et entretien), forêts (enrésinement), tourisme (valorisation), urbanisation (intégration paysagère des villages et des extensions urbaines linéaires), transports (nouveaux tracés routiers impactant sur ensembles paysagers remarquables), faune et flore (biodiversité du fait aussi de la diversité de paysages).*

1.12.5 Orientations et pistes de mesures

- Plan paysage s'inscrivant dans la logique du Plan sectoriel « Préservation des grands ensembles paysagers et forestiers », traitant notamment des aspects suivants :
 - o Appartenance à certains « Grands ensembles paysagers »,
 - o Identification des « points noirs » paysagers et intégration dans des zones ou sites d'intégration paysagère ;
 - o Délimitation de « zones d'intérêt paysager prioritaires » comme héritage culturel et/ou naturel ou intérêt biologique particulier ;
- Charte paysagère ayant vocation à asseoir sur une base participative une vision commune : engagement des administrations et services publics ayant une action sur l'aménagement et le développement du territoire, et sensibilisation des acteurs du paysage, dont les agriculteurs et les sylviculteurs et de la population au sens large.

¹² Les Vallées de la Woltz/Clerve et de la Blees sont associées à ce projet.

Conclusions de la partie 1

Le diagnostic des enjeux du territoire a été structuré autour des 11 thèmes originellement choisis pour le Plan vert directeur. Mais cette approche très sectorielle, si elle a permis de traiter de manière systématique tous ces domaines, se heurte aux interférences permanentes entre champs thématiques et aux lacunes qu'implique un tel cloisonnement.

Il ressort néanmoins de ce diagnostic que les enjeux majeurs et transversaux sont pour l'avenir du Parc les suivants :

- Garantir à l'échelle du territoire du Parc, une politique globale et harmonisée de conservation et/ ou de restauration de son caractère environnemental et de sa diversité. Cet enjeu implique des outils de gestion coordonnée à l'échelle de son territoire.
- Rendre perceptible ce projet global et cohérent de protection de la nature par des actions concertées en termes de développement urbain, économique mais aussi touristique;
- Favoriser ainsi l'identification du territoire en renforçant sa lisibilité, et en valorisant ses atouts en termes de qualité paysagère, qualité architecturale, qualité des espaces naturels et urbains ;
- Baser ce projet sur un renforcement des connaissances disponibles et surtout sur une couverture harmonisée de celles-ci à l'échelle du parc, prioritairement pour le patrimoine paysager, mais aussi pour le patrimoine bâti, le patrimoine culturel, ainsi que pour les autres attraits régionaux qui concourent à son identité ;
- Enfin, susciter l'adhésion active des politiques, forces vives, autres acteurs et de l'ensemble de la population résidante pour appuyer le projet de parc.

Sur base de ces enjeux, il a été retenu de développer la stratégie du Plan vert directeur selon une structure de programme fonctionnel et simple qui intègre les thématiques étudiées en fonction de leurs interrelations les plus pertinentes pour le thème fédérateur du paysage retenu comme fil rouge du Plan vert directeur.

Bien que prévu comme la prolongation du programme de l'étude détaillée, le Plan vert directeur n'en reprendra donc pas la structure trop sectorisée sur certains domaines, comme les activités (économiques – touristiques, agricoles, sylvicoles, PME) et trop globalisée sur d'autres (nature, environnement et paysage). La structure de la stratégie du Plan vert directeur exprimera de manière plus opérationnelle les réponses que le Parc peut apporter aux enjeux transversaux et thématiques.

Les axes proposés sont les suivants :

AXE 1. Renforcer l'identité du territoire et sa gestion durable en faisant de la protection et de la mise en valeur des paysages un thème fédérateur pour tous les acteurs

- Faire du paysage le thème fédérateur du Plan vert directeur
- Améliorer la connaissance partagée des caractéristiques paysagères du Parc pour y développer une gestion harmonisée, permettant de valoriser l'identité paysagère du Parc
- Informer sensibiliser et mobiliser tous les acteurs « territoriaux » sur la protection et la mise en valeur des paysages
- Prévenir les risques d'atteintes paysagères

AXE 2. Faire du Parc Naturel de l'OUR un exemple dans les stratégies de protection, de restauration et de gestion des patrimoines naturels

- Connaître et gérer de manière intégrée la diversité biologique des milieux naturels (zones d'intérêts écologiques et zones adjacentes)
- Coordonner la gestion de la ressource en eau et l'aménagement des cours d'eau
- Participer à la réduction de la consommation énergétique au niveau de l'habitat, des équipements publics et des activités économiques ; valorisation des énergies renouvelables
- Renforcer les efforts des acteurs économiques en faveur d'une gestion durable des espaces agricoles et forestiers notamment
- Informer, sensibiliser et mobiliser sur la protection de la nature

AXE 3. Accompagner les initiatives de création d'activités publiques ou privées qui s'inscrivent dans une dynamique de développement économique ou social durable

- Promouvoir des formes de développement urbain durables et innovantes qui assurent une consommation parcimonieuse du territoire
- Faciliter l'implantation d'activités économiques ou sociales durables
- Proposer une stratégie d'organisation pour la fréquentation des lieux touristiques dont les espaces naturels ; définir et mettre en œuvre un schéma de développement touristique spécifique au Parc
- Intégrer les préoccupations paysagères dans les aménagements routiers et l'organisation de la mobilité à l'intérieur du parc

AXE 4. Renforcer les coordinations et développer les partenariats pour améliorer l'efficacité des actions en faveur de l'environnement et des paysages

- Renforcer la coordination entre services et administrations pour développer la connaissance du territoire
- Développer des partenariats et assurer la coordination des acteurs agissant sur le territoire, selon leur domaine de compétence
- Développer la coopération avec les territoires extérieurs tant au niveau national qu'international

En résumé, il ressort que les 4 axes proposés pour la stratégie croisent les thématiques de l'analyse comme suit :

	1. Mise en valeur des paysages	2. Patrimoines naturels	3. Initiatives de création d'activités	4. Coordination et partenariats
Agriculture	●	●	○	○
Forêts	●	●	○	○
Tourisme et loisirs	●	○	●	●
Energie	○	●	●	●
Urbanisation	●	○	○	○
Economie	○	○	●	○
Transport	●	○	○	●
Eau	○	●	○	●
Chasse et pêche	○	●	○	○
Faune et flore	●	●	○	●
Paysage	●	○	○	●

Légende : ● lien direct et majeur ○ lien fort à moyen ○ lien faible, diffus ou incertain et indirect



PARTIE 2

Définition de la stratégie et Catalogue de mesures

(Première version décembre 2007,
compilée octobre 2008, finalisée janvier 2009)

Résumé et conclusions de la Partie 2

« Définition de la stratégie et catalogue de mesures »

En réponse aux principaux enjeux auxquels doit répondre la stratégie du Plan vert directeur, et à la décision de faire du paysage le thème central du programme, il est retenu que ce dernier répondra aux 4 objectifs majeurs suivants :

- Valorisation du paysage et identité du territoire
- Protection, restauration et gestion des patrimoines naturels
- Développement et aménagement durable
- Coordinations et partenariats

Le Plan vert directeur est conçu comme un catalogue de mesures proposées pour chacun des axes et qui seront à disposition des communes pour soutenir leur développement territorial.

Une grande partie des mesures proposées est constituée de « plans » ou « programmes » thématiques qui seront autant de cadres de référence pour les actions à mener au niveau communal. Ces plans ou programmes s'appuient sur les divers instruments réglementaires ou d'intention existants au plan national, et visent à faire du parc un « territoire d'excellence » dans leur mise en œuvre. Ils proposent un complément d'interventions ou d'outils, plus ciblés par rapport aux enjeux propres du parc.

En résumé, ces divers plans ou programmes portent, par axe, sur les champs d'intervention suivants :

AXE 1 : Valorisation du paysage et identité du territoire

Cet axe comprend deux mesures directement complémentaires qui sont destinées à matérialiser la décision de faire du paysage le thème fédérateur du Plan vert directeur, à savoir :

- **Un plan paysage**

Celui-ci vise une couverture complète du territoire qui est pressenti comme zone expérimentale du Plan sectoriel « Grand ensembles paysagers et forestiers ».

Il propose à la fois de compléter l'identification et la qualification des paysages, de définir des objectifs de qualité et de mettre en œuvre des stratégies paysagères retenues.

- **Une charte paysagère**

Cette charte est proposée comme l'outil commun de mise en œuvre d'une vision partagée du paysage, et de la prise en compte de ses diverses fonctions et usages.

AXE 2 : Stratégies de protection, restauration et gestion des patrimoines naturels

L'axe 2, est moins universel et à l'inverse est ciblé sur les ressources et patrimoines naturels qui sous-tendent en grande partie la qualité paysagère du territoire du parc. Les mesures répondent à trois directions d'interventions complémentaires à savoir :

- **Un inventaire de la diversité biologique**

Cette mesure vise à capitaliser les connaissances déjà recensées pour les zones de grand intérêt biologique identifiées, et à les compléter en dehors de ces espaces déjà référencés, afin que le parc dispose d'une matrice compilée de données environnementales et en garantisse le suivi de la mise à jour.

- **Un plan de gestion de l'eau**

Un tel plan s'inscrit directement dans le champ d'application de la directive cadre eau et se positionne en totale complémentarité avec d'autres instruments en cours de portée régionale, comme le projet Nat'Our qui vise la renaturation du bassin de la rivière.

Ce plan a pour finalité de développer la connaissance et la surveillance des ressources en eau, d'assurer la coordination et la cohérence des mesures de gestion, mais aussi de développer des coopérations territoriales et extra-territoriales, par exemple dans le cadre d'un contrat de rivière sur l'Our.

- **Un Plan Energie**

Ce Plan Energie relaie les dispositions nationales et régionales, mais surtout propose d'engager diverses interventions dans l'intérêt d'une plus grande maîtrise et d'une réduction de la demande énergétique, ainsi que d'un recours privilégié aux énergies renouvelables.

AXE 3 : Développement et aménagement durable

L'axe 3 traite plus précisément du thème de la durabilité dans le domaine du développement spatial et de l'aménagement urbain. Il se focalise sur deux mesures principales :

- **Un concept d'aménagement et d'urbanisation**

Ce concept vise à définir les principes cadres de l'aménagement rural et urbain. Il a pour finalité de contribuer à garantir une gestion équilibrée du territoire en termes de développement, une qualité architecturale et urbanistique des localités, et de fournir les bases d'une politique foncière harmonisée.

- **Un concept touristique durable :**

Le tourisme étant l'une des activités majeures de promotion du parc, ce concept propose d'en inscrire le développement dans une perspective durable, tant pour les espaces à protéger, que les produits touristiques, mais aussi les aménagements, équipements et infrastructures, par le biais d'une labellisation. L'organisation de l'accueil, de l'information et de la communication fait également partie de ce concept.

- **Un plan de déplacement :**

Un tel plan pourra venir compléter à terme le Plan vert directeur du PN Our.

AXE 4 : Coordinations et partenariats

L'axe 4 a pour objet de donner un rôle actif aux autorités du Parc, en tant qu'acteur central de la mise en œuvre du PVD, dans des missions d'animation, de communication et de promotion relatives aux diverses mesures du Plan vert directeur, à la fois aux échelons local, national, régional et transfrontalier (notamment Grande Région).

Ces propositions de mesures répondent directement à la nécessité d'établir un **projet global et cohérent de protection** et de valorisation du territoire du parc dans le but de rendre évidente **l'identification du territoire** du Parc par sa **visibilité**. Les mesures proposées confirment également le besoin de susciter **l'adhésion active des politiques, forces vives, acteurs et population** résidente pour appuyer le projet de parc, dans le cadre de démarche de type partenariat ou charte.

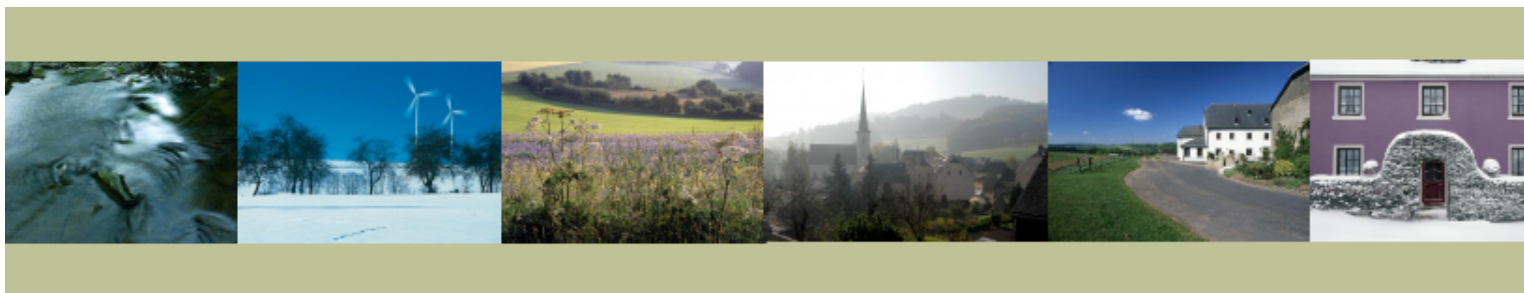
Ce catalogue de mesures est à considérer comme **la première étape de la mise en œuvre du Plan vert directeur**, qui pour rappel s'inscrit dans un processus évolutif permanent. Ce catalogue est donc appelé à être enrichi et étoffé en réponse aux besoins qui émergeront au fil du temps.

Le **thème du paysage, fil rouge des actions du PVD**, doit être utilisé pour rapidement démontrer les actions engagées par le Parc et attester de la démarche de qualité, d'exemplarité et d'excellence concrètement mise en œuvre. La publication de l'avant-projet de Plan sectoriel Paysages apporte un premier cadre de travail légal et cohérent pour le **Plan vert directeur**. Des actions complémentaires, par exemple de communication comme l'harmonisation de la signalétique, pourraient rapidement être entreprises.

Le Plan vert directeur doit également contribuer à **mettre les communes au coeur des actions** à engager pour être reconnu par ces dernières comme un outil de développement, notamment comme centre de services, mais aussi de compétences et d'expertises.

Le Plan vert directeur doit être un **modèle de référence environnemental** dans le cadre du partenariat avec les parcs naturels de la Grande Région, ce qui implique une coopération active au niveau régional pour un partage des expériences et savoir-faire.

Le projet de Charte paysagère s'inscrit directement dans la stratégie de « qualité territoriale » et d'« excellence paysagère » que met en œuvre le Parc. Elle est également une des premières étapes essentielles à l'engagement du Plan vert directeur. Cette même démarche est en cours dans d'autres parcs, notamment dans celui de la Haute Sûre/ Forêt d'Anlier, ce qui en fait également un sujet d'actualité pour la coopération entre parcs.



Introduction à la partie 2

La première partie de la mission, « Diagnostic des enjeux du Plan vert directeur », a mentionné dans ses conclusions les grandes lignes de la structure de la stratégie proposée.

Cette deuxième partie a pour objet de confirmer et détailler la stratégie générale du parc, mais aussi de la développer dans un catalogue de mesures.

L'objectif général de développement durable du Plan vert directeur défini sur base des enjeux retenus dans le diagnostic, retient le paysage comme thème fédérateur des actions du futur Plan.

Cette seconde partie a été réalisée simultanément à l'achèvement de l'avant-projet du Plan sectoriel paysages et il a donc été recherché d'associer les deux démarches et de positionner le Plan vert directeur comme un outil de mise en application du premier. Pour rappel, les autorités ministérielles et les autorités du Parc ont ainsi convenu de considérer le territoire du parc comme territoire pilote du Plan sectoriel.

Mais le Plan vert directeur a vocation à aller plus loin que le plan sectoriel comme instrument au spectre élargi d'aide à la gestion de l'espace et à la décision pour les opérateurs de terrain, en assurant notamment une protection exemplaire aux patrimoines naturels, en accompagnant les orientations de l'aménagement du territoire et en soutenant une politique active de partenariats, de coopération et de coordination.

2.1 Objectifs stratégiques du Plan vert directeur

2.1.1 Objectifs et axes stratégiques

Les objectifs stratégiques de développement durable retenus pour le Plan vert directeur résultent des enjeux prioritaires relevés par le diagnostic et peuvent être traduits en 4 axes stratégiques de programmation.

Le détail de cette stratégie peut être résumé comme suit :

AXE 1 : Valorisation du paysage et identité du territoire

Enjeux et objectifs :

Identité paysagère : faible ; à marquer et rendre visible

- **Paysage** : en faire le thème fédérateur du PVD
- **Connaissance des paysages** : incomplètes et à améliorer
- **Atteintes au paysage** : dégradations potentielles et **risques** à prévenir
- Reconnaissance du paysage : insuffisante ; informer, sensibiliser et mobiliser les acteurs

Objectif stratégique :

Renforcer l'identité du territoire et sa gestion durable en faisant de la protection et de la mise en valeur des paysages un thème fédérateur pour tous les acteurs

Types d'intervention :

- Caractères paysagers : **Plan paysage** pour en approfondir la connaissance ; développer une gestion harmonisée à l'échelle du territoire ;
- Acteurs « paysagers » du territoire : les associer dans le cadre d'une **charte paysagère** : administrations publiques ; privés : agriculteurs, sylviculteurs, promoteurs, opérateurs touristiques, autres acteurs économiques /sociaux
- *Risques d'atteinte au paysage liés aux activités dont le tourisme : voir sous axe 3*

AXE 2 : Stratégies de protection, restauration et gestion des patrimoines naturels

Enjeux et objectifs :

Patrimoines et ressources naturels : riches et diversifiés ; à protéger, restaurer et gérer durablement

- **Diversité biologique** : connaissance incomplète des milieux naturels (zones d'intérêts écologiques et zones adjacentes) ; Energie : maîtrise énergie à promouvoir ;
- **Plan énergie** pour une politique énergétique mieux maîtrisée, la valorisation des ressources naturelles et la contribution à la lutte contre les changements climatiques
- Protection des **ressources naturelles** ; inégale ; thème de l'eau à associer à la protection de la biodiversité
- Protection et gestion des **espaces agricoles et sylvicoles** ; discordante et incomplète ; tendre à une harmonisation des « bonnes » pratiques d'exploitation
- **Renforcer/soutenir les efforts des acteurs** économiques (agriculteurs et forestiers notamment) pour s'inscrire dans la dynamique de développement durable

Objectif stratégique :

Faire du Parc Naturel de l'OUR un exemple dans les stratégies de protection, de restauration et de gestion des patrimoines naturels

Types d'intervention :

- Connaissance de la **diversité biologique** : **inventorier et harmoniser** les connaissances en vue d'une gestion intégrée ; soutenir le classement progressif des sites ; contribuer à la constitution d'un réseau écologique
- **Programme de gestion de l'eau** : à coordonner/ harmoniser par bassin versant ; projet de type « contrats de rivière » ; actions de surveillance et monitoring ; actions de sensibilisation et information ;
- **Plan énergie à l'échelle du parc** : réduction de la demande énergétique, valorisation énergétique des ressources naturelles ; valorisation de la biomasse
- **Gestion des territoires agricoles/sylvicoles** : activation des mesures existantes en zones **prioritaires** ; actions d'information, sensibilisation et association des agriculteurs/ propriétaires forestiers à la gestion
- **Acteurs du territoire à associer** : administrations publiques ; intervenants privés : agriculteurs, sylviculteurs, pêcheurs + chasseurs, opérateurs touristiques, autres acteurs économiques /sociaux

AXE 3 : Développement et aménagement durable

Enjeux et objectifs :

Développement économique et aménagement urbain : *spontané et banalisé ; à intégrer et harmoniser*

- **Aménagement urbain** : étalé et dépourvu d'identité ; favoriser un aménagement plus cohérent, et plus respectueux des patrimoines culturels et naturels locaux
- **Développement économique** du territoire ; banalisé ; impulser de nouveaux concepts d'innovation environnementale ; faciliter l'implantation ou l'adaptation d'activités économiques ou sociales durables
- Fréquentation des sites touristiques : organisation individualisée ; définir et mettre en œuvre un **concept touristique durable**

Objectif stratégique :

Accompagner les initiatives de création d'activités publiques ou privées qui s'inscrivent dans une dynamique de développement économique ou social durable.

Types d'intervention :

- **Concept d'aménagement et d'urbanisation durable** : contenir l'étalement urbain, densifier l'habitat, promouvoir la qualité architecturale, optimiser les constructions (approche bioclimatique, performance énergétique) ; label « parc naturel » pour innovation environnementale, en matière de développement urbain (éco-quartiers) ;
- **Concept de développement économique durable** : charte « d'engagement de qualité » pour innovation environnementale, qualité architecturale, maîtrise de consommation énergétique et utilisation d'énergies renouvelables, et optimisation des déchets ;
- **Concept de tourisme durable** : stratégie commune pour le parc ; organisation de la fréquentation selon la sensibilité des centres d'intérêt ; marque déposée « parc naturel » pour les prestations, les produits et les savoir-faire dans le domaine touristique (accueil, hébergement, offres de découvertes, produits régionaux, etc) ;
- **Plan de déplacement** : Intégration de préoccupations paysagères dans les projets routiers (élargissements, redressements, contournements) ; organisation des déplacements de nature touristique.

AXE 4 : Coordinations et partenariats

Enjeux et objectifs :

Coordinations : très inégales selon les domaines d'intervention sur le territoire du parc

Partenariats : inégalement développés; à favoriser comme moteur du Plan vert directeur

- Connaissance du territoire en matière de développement durable ; communication à parfaire pour un meilleur **partage et suivi des pratiques**
- Partenariats et coordination intérieurs : **à développer entre acteurs** d'un même territoire
- **Coopération avec les territoires extérieurs** : à développer tant au niveau national qu'international ; transfert d'expériences et de savoir-faire.

Objectif stratégique :

Renforcer les coordinations et développer les partenariats pour améliorer l'efficacité des actions en faveur de l'environnement et des paysages

Types d'intervention :

- **Coordination** des partenariats entre administrations et services **pour connaissance**
- **Coordination** des partenariats entre administrations et services **pour développement des concepts, approches globales et visions communes** sur des champs d'action thématique
- **Coordination** des partenariats aux échelons **national, régional (Grande Région)**

2.1.2 Cohérence avec les autres politiques nationales

2.1.2.1 Cohérence avec le programme directeur d'aménagement du territoire

Le Plan vert directeur s'inscrit directement dans les objectifs de développement du programme directeur d'aménagement du territoire concernant **le champ d'actions 3, Environnement et ressources naturelles**, destiné à « Sauvegarder et développer les fonctions écologiques des espaces naturels en assurant leur gestion intégrée et développer une politique de prévention en matière de risques naturels sur l'ensemble du territoire »

Objectif politique 1

Conserver, restaurer et développer sur l'ensemble du territoire et à long terme, la faculté des espaces naturels à remplir leurs fonctions écologiques, en plus de leur fonctions sociales, et économiques :

Types de mesures

- Sauvegarder et améliorer la qualité des ressources en eau
- Assurer la qualité des sols
- Adapter l'occupation du sol au maintien de la qualité de l'air
- Conserver la diversité des espaces naturels et des espèces, y compris la diversité génétique des espèces
- Renforcer la coordination des fonctions écologiques, sociales et économiques des paysages par une amélioration de la planification territoriale

Objectif politique 2

Assurer une gestion durable du sol et des ressources naturelles sur l'ensemble du territoire

Types de mesures

- Promouvoir une occupation du sol extensive sur l'ensemble du territoire et plus particulièrement dans les zones sensibles du point de vue écologique
- Réduire les nuisances liées aux risques naturels et aux causes de contamination par un aménagement du territoire préventif
- Développer la coopération et la sensibilisation en matière de gestion des espaces naturels

Objectif politique 3

Sauvegarder et développer les secteurs à haute valeur écologique et assurer leur intégration dans le réseau écologique fonctionnel

Types de mesures

- Garantir la viabilité des écosystèmes dont dépend la survie des espèces
- Garantir les échanges génétiques entre les populations d'espèces locales par l'instauration d'un réseau écologique national reliant entre eux les différents biotopes

Il contribue également au champ d'actions 1 relatif au **Développement urbain et rural** du programme directeur d'aménagement du territoire **qui vise à** « Mettre en place une structure urbaine équilibrée et polycentrique et établir de nouveaux rapports ville - campagne dans un esprit de développement régional durable », et notamment à un de ses objectifs :

Objectif politique 4

Promouvoir la coopération intercommunale au niveau local, régional et transfrontalier en vue de développer les inter-complémentarités entre communes

Types de mesures

- Développer des projets territoriaux à l'échelle intercommunale et régionale
- Développer la coopération transfrontalière

2.1.2.2 Cohérence avec les plans sectoriels

Le Plan vert directeur pourra avoir des interférences directes avec les Plans sectoriels déjà rendus publics et en application. Ceux-ci concernent les lycées, réseaux stations mobiles, déchets inertes, d'une part pour leur incidence sur la qualité paysagère, et d'autre part sur leur proximité de sites majeurs dans l'intérêt du Parc. Le PVD pourra ainsi jouer son rôle d'aide à la décision et d'accompagnement pour ces projets d'intérêt général.

Deux avant-projets de plans sectoriels « primaires » ont été rendus publics en octobre 2008 : il s'agit du PS « Grands ensembles paysagers et forestiers » et du PS « Transports ». D'autres sont toujours en cours d'élaboration comme le PS « Zones d'activités » et le PS « Logements ».

Dans tous les cas, la mise en cohérence avec les différents plans sectoriels devra être assurée au fur et à mesure de leur avancement, le Plan vert directeur ayant vocation à assurer l'intégration de ces plans la plus respectueuse de la stratégie de développement du parc, notamment en ce qui concerne l'impact paysager des infrastructures de transports, des zones d'activités ou de nouvelles zones urbaines.

Le Plan sectoriel « Grands ensembles paysagers et forestiers »

L'avant-projet de Plan sectoriel « Grands ensembles paysagers et forestiers » a été rendu public fin octobre 2008, au moment où la présente étude se clôturait.

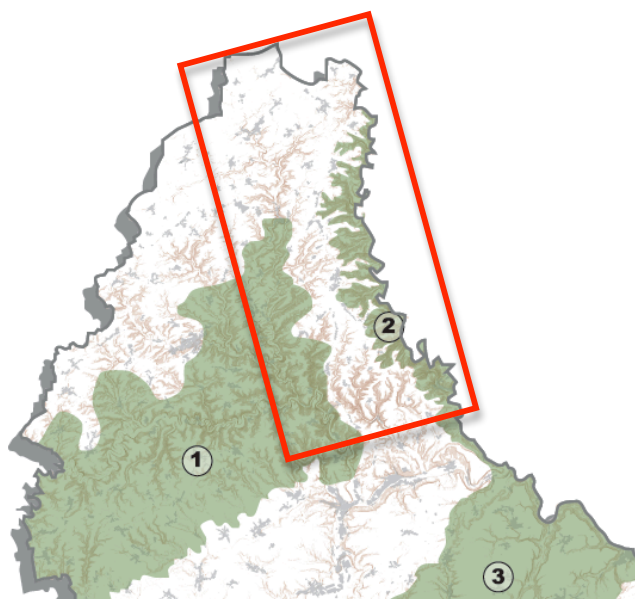
En raison de la décision de retenir le paysage comme fil rouge du Plan vert directeur, il est ici fait un rapide aperçu de ce PSP dont la vocation est de définir les zones de protection prioritaires et de développement de la nature et du paysage et de proposer des recommandations pour leur développement durable. C'est donc un cadre de références privilégié pour la démarche du PVD. Comme pour ce dernier, les prescriptions et recommandations du PSP sont à intégrer et à concrétiser dans les planifications notamment communales.

Cette rapide présentation vise essentiellement à résumer les éléments qui se rapportent au territoire du PN Our :

1. Grands ensembles paysagers
2. Coupures vertes
3. Paysage comme héritage culturel
4. Paysage comme héritage naturel
5. Diversité biologique

1. Grands ensembles paysagers

Les grands ensembles paysagers répondent à des critères d'ordre à la fois naturel, culturel et biologique. Ils doivent faire l'objet de concept de développement intégré prenant en compte les diverses composantes de leur paysage. Le territoire du Parc comprend partiellement deux de tels grands ensembles paysagers :



① Obersauer-Kiischpelt

Partie sud-ouest du PN Our (Clervaux, Kiischpelt, Consthum, Hoscheid)

Paysages variés de moyenne montagne, vallées encaissées, villages traditionnels, forêts ; vocation détente et loisirs

② Ourtal

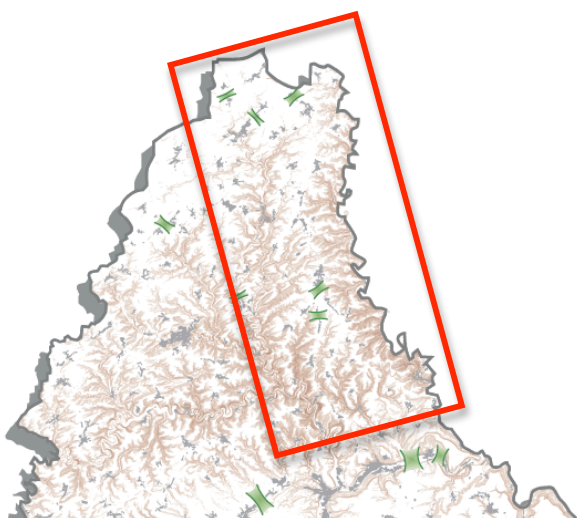
Limite est du PN Our : vallée de l'Our (Heinerscheid, Munshausen, Hosingen, Putscheid, Vianden, Fohren)

Paysage remarquable de vallées encaissées ; paysages peu urbanisés ; potentiel de détente et loisirs ; biocénose aquatique riche en espèces ; vocation de culture et loisirs

2. Coupures vertes

Les coupures vertes ont pour finalité d'éviter un étalement urbain continu sur le territoire du Parc, en assurant des zones de transition paysagère et écologique pouvant également avoir des fonctions de loisirs et de détente.

De telles coupures sont principalement proposées sur le tracé des principaux axes de circulation à l'intérieur du Parc de l'Our.

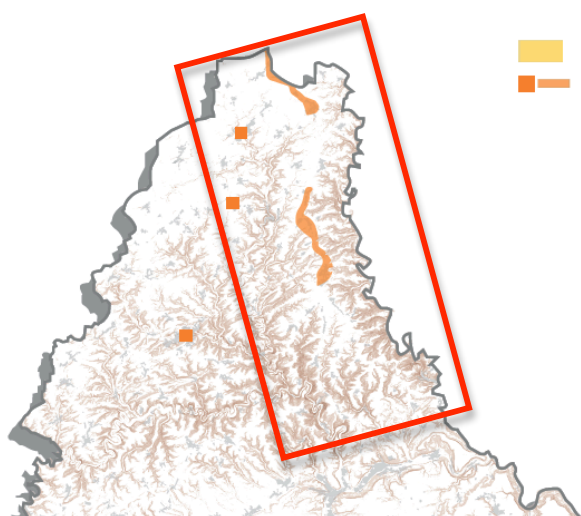


Axe des N.7 et N.33
(traversées de Hoscheid,
Consthum, Hosingen et
Troivierges)

*Couloirs écologiques et barrières
d'urbanisation*

3. Zones et sites d'intégration paysagère

Ces zones correspondent à des secteurs caractérisés par un déficit de qualité paysagère, associé, en ce qui concerne le territoire du parc, à certaines zones d'étalement urbain et à des formes de développement péri-villageois constituant des « points noirs » paysagers, notamment le long des grands axes routiers.



Zone d'intégration paysagère
Site d'intégration paysagère

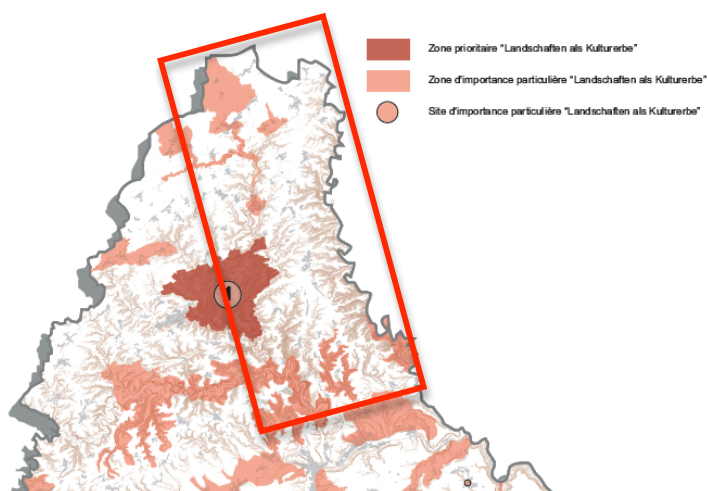
Axe des N.7 et N.33
N. 33 Troisvierges et
Weiswampach
N. 7 Heinerscheid, Munshausen et
Hosingen

*Points noirs de l'urbanisation : zones
urbaines, zones d'activités, étalement
urbain le long des routes*

4. « Paysage comme héritage culturel » Zone prioritaire, Zone/site d'importance particulière

Cette classification du PSP met en avant la dimension culturelle des paysages et leur signification patrimoniale, en termes de pratiques et d'usages agricoles et forestiers, mais aussi de structure du bâti.

Le territoire du parc appartient ainsi localement à la zone prioritaire de Kiischpelt, et comprend plusieurs zones d'importance particulière, englobant les principaux centres historiques et culturels du Parc



Zone prioritaire: ① Kiischpelt :
(limite ouest du parc Munshausen, Kautenbach et Wilwerwiltz)

Préservation du caractère traditionnel des villages : configuration et structure bâtie exceptionnellement denses

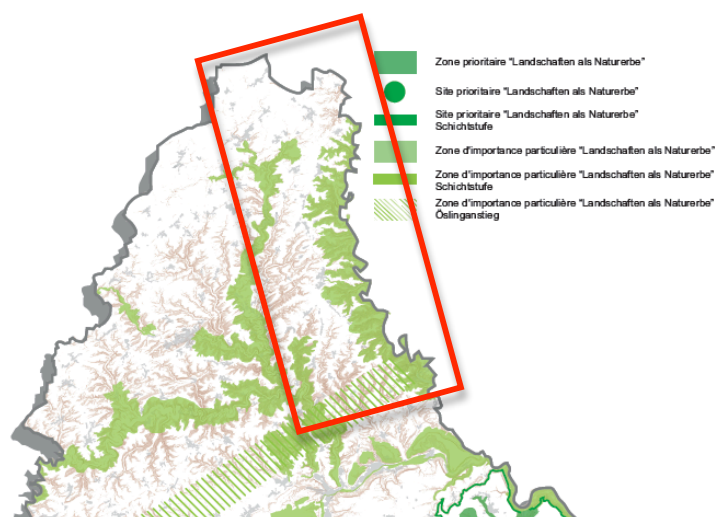
Zone d'importance particulière :
Troisvierges, Clervaux, Putscheid, Tandel et Vianden

Valeur historique élevée

5. « Paysage comme héritage naturel »

Zone prioritaire, Zone/site d'importance particulière

Complémentairement, cette classification s'appuie sur la dimension naturelle de l'héritage des paysages, et selon les critères retenus, il apparaît que le territoire du PN Our ne comprend pas de zone ou site prioritaire à ce titre. Néanmoins, une grande partie est classée en zone d'importance particulière, appartenant clairement aux paysages typiques de l'Oesling.



Zone d'importance particulière :
Correspondant aux vallées de l'Our et de la Clerve :

Valeur du paysage résultant des formes caractéristiques du relief et de la végétation stationnelle correspondante

Zone de transition
Oesling/Gutland
Au nord de Tandel

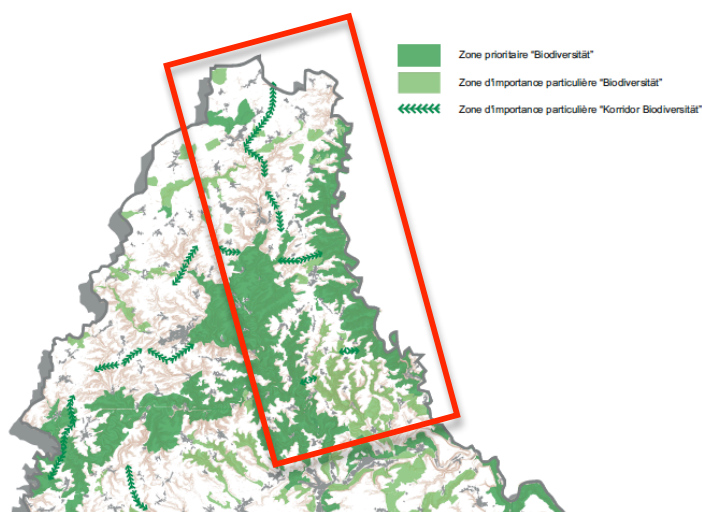
6. « Diversité biologique »

Zone prioritaire, Zone/site d'importance particulière

Ces zones complètent les précédentes sur les critères de diversité biologique et démontrent la complémentarité et continuité géographiques entre les espaces ainsi classés.

La délimitation de ces zones a pour vocation de préserver les espaces les plus fragiles ou indispensables à la diversité régionale en terme de biotopes, espèces et habitats.

Le territoire du Parc est à la fois localement classé en Zones prioritaires « biodiversité », Zones d'importance particulière et « corridor biodiversité ».



Zones prioritaires

« biodiversité » : vallées de l'Our, Kiischpelt et Troisvierges

Intensification recommandée de l'utilisation de l'espace, par ex dans des couloirs d'infrastructures

Zones d'importance

particulière : suivent souvent la trame des vallées secondaires

Protection de la diversité biologique

Zones d'importance

particulière « corridor biodiversité » :

Barrières des axes routiers

Restauration et préservation de la perméabilité des paysages pour la faune

Le Parc naturel de l'Our, par le biais de son Plan vert directeur apparaît ainsi comme un territoire expérimental à privilégier pour la mise en application des prescriptions et recommandations du plan sectoriel. La vocation particulière du parc et les objectifs de gestion propres à ce dernier apporteront une plus-value à cette application pilote.

2.1.2.3 Cohérence avec le plan national de protection de la nature

La cohérence du Plan vert directeur sera assurée par la prise en considération des 2 objectifs majeurs de ce plan PNP, à savoir :

- Enrayer la perte de la biodiversité à l'horizon 2010, en particulier par le maintien et le rétablissement d'un état de conservation favorable des espèces et des habitats menacés, d'intérêt national ou communautaire
- Préserver et rétablir les services et processus écosystémiques à l'échelle paysagère et nationale

Le plan vert directeur peut ainsi se positionner comme outil relai de première importance pour la mise en œuvre des différents mesures-cibles du PNP, à titre d'exemple :

- Renforcer les mesures concrètes de faveur de la protection de la nature
- Intégrer la protection de la nature dans les autres secteurs d'activités et multiplier les acteurs
- Définir une gestion appropriée des zones protégées d'intérêt national et communautaire
- Mettre à jour les instruments de planification légaux et réglementaires
- Suivre le monitoring de l'état de la diversité biologique et de l'efficacité de la mise en œuvre de la politique de protection de la nature
- Accompagner la promotion de la recherche scientifique dans le domaine de la biodiversité et de la promotion de la nature
- Améliorer la sensibilisation et l'enseignement en matière de protection de la nature et de développement durable, et coordonner les différents acteurs concernés.

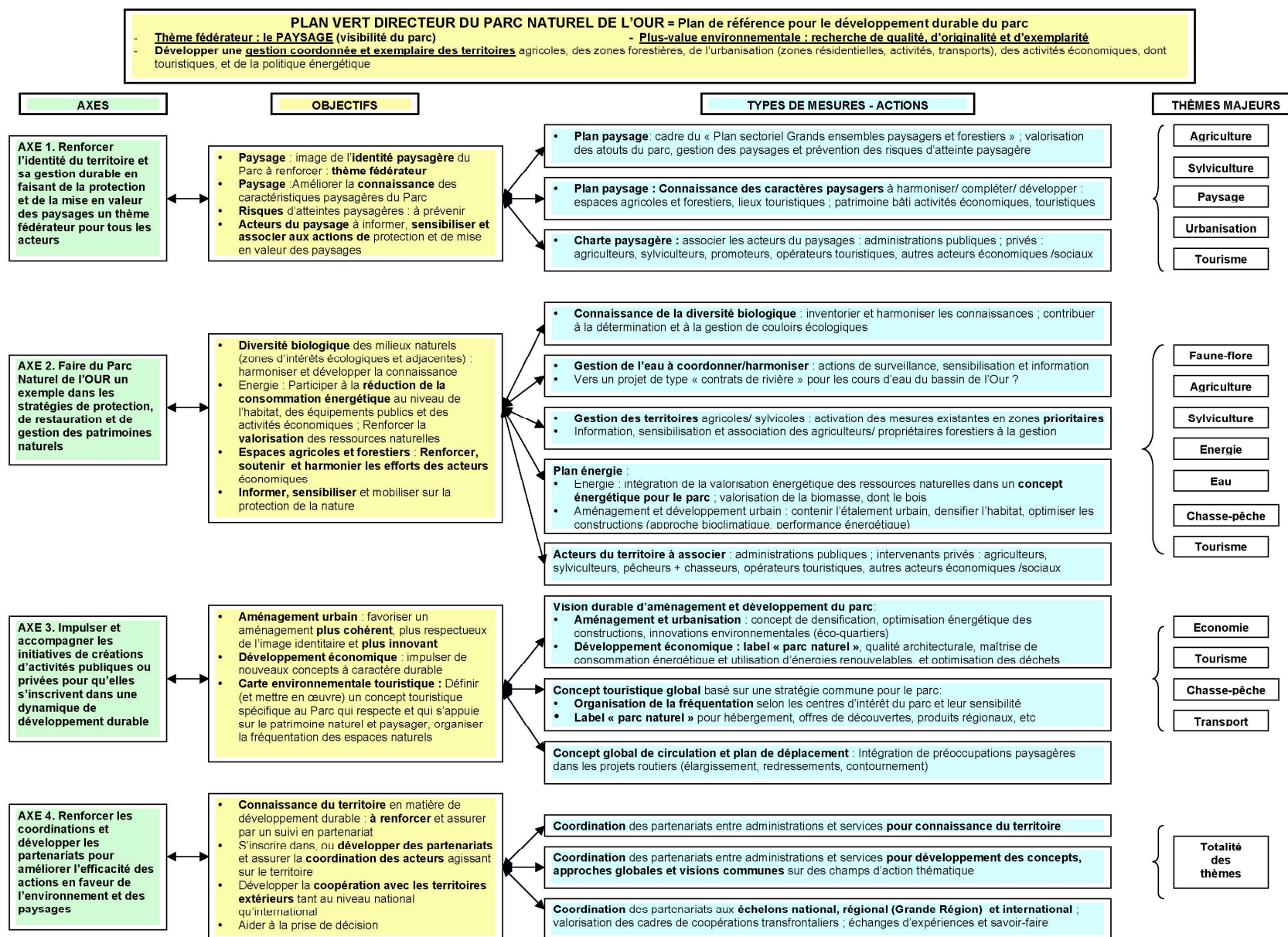
2.1.2.4 Cohérence avec le programme de l'étude détaillée

La cohérence avec le programme de l'étude détaillée du Parc de l'Our a servi de base de travail pour toutes les phases de la mission : le diagnostic et la définition des mesures. Il n'est donc pas nécessaire ici de la démontrer une nouvelle fois.

2.1.2.5 Cohérence avec les projets européens

Cette cohérence avec d'autres projets européens est démontrée par le nombre d'actions déjà entreprises ou assistées par les autorités du Parc dans divers domaines, et principalement dans le cadre des programmes européens Interreg, dont les principaux projets :

- **Réseau écologique Ardennais** (Interreg III) :
Restauration et préservation de milieux et éléments de liaison linéaires du réseau écologique transfrontalier (Communes de Clervaux, Troisvierges et Wincrange)
- **Les jardins de la biodiversité et du développement durable « Le Voyage des Plantes »** (Interreg III) : Mise en valeur de plantes menacées, de grand intérêt patrimonial (Syndicat Intercommunal de la Vallée de l'Our (Lux))
- **Jardins ... à suivre** (Interreg III) : Festival de jardins éphémères créés et réalisés par des jardiniers paysagistes (Syndicat Intercommunal pour la Vallée de l'Our)
- **Alimentation et Evacuation des Eaux d'une zone de services et d'activités économiques transfrontalière de Dieffelt-Schmiede** (Interreg III) : Projet de développement d'une zone d'activités économiques transfrontalière (C. Troisvierges)
- **Nat'Our** : projet de renaturation de l'Our (INTERREG IIIA)
- **Projet vallée de l'Our 1999-2001** (INTERREG) : Amélioration de la qualité des eaux de l'Our (SIVOUR et Naturpark Südeifel)
- Les divers autres Projets LIFE et INTERREG IV cités dans la partie A1 du rapport.



2.2 Axe 1 – Valorisation du paysage et identité du territoire

La convention européenne du paysage signée en 2000 à Florence définit le paysage comme « ... une partie de territoire telle que perçue par les populations, dont le caractère résulte de l'action de facteurs naturels et/ou humains et de leurs interrelations. ».

Le paysage étant le thème fédérateur du Plan vert directeur, la protection et la mise en valeur des paysages touchent de près ou de loin toutes les activités humaines qui le marque, positivement ou négativement, et le font évoluer.

Le paysage se trouvera donc également en arrière plan des 2 autres principaux axes stratégiques proposés pour le Plan vert directeur, à savoir : 2) les stratégies de protection, de restauration, et de gestion des patrimoines naturels et 3) le développement et l'aménagement durable. Mais il est proposé de développer sous cet axe 1 des mesures de gestion à caractère multidimensionnel, et ayant vocation à fédérer les actions autour d'une vision commune et partagée du paysage.

Il est ainsi proposé de développer deux mesures prioritaires sous cet axe :

1. un plan paysage
2. une charte paysagère

2.2.1 Plan paysage

Le « Plan paysage » est destiné à couvrir tout à la fois les espaces naturels et culturels, à rassembler les outils de leur protection et de leur gestion, et à susciter le soutien et l'adhésion de la population du parc et de ses acteurs, politiques comme socio-économiques.

2.2.1.1 Objectifs

Objectif stratégique de l'Axe 1	Valorisation du territoire et identité paysagère Renforcer l'identité du territoire et sa gestion durable en faisant de la protection et de la mise en valeur des paysages un thème fédérateur pour tous les acteurs
Contribution aux objectifs spécifiques de l'axe	<ul style="list-style-type: none"> • Valoriser l'identité paysagère du parc • Améliorer la connaissance des paysages du parc • Prévenir les risques d'atteintes au paysage • Informer, sensibiliser et mobiliser les acteurs sur la protection et la mise en valeur des paysages
Thèmes concernés	Paysage, agriculture, sylviculture, urbanisation, économie, dont tourisme

Dans un objectif de qualité paysagère, le Plan paysage a pour finalité de permettre une politique de gestion durable des paysages, s'appuyant sur des mesures cohérentes et harmonisées de conservation, maintien, mise en valeur, voire restauration de leurs aspects significatifs, par des aménagements adaptés.

Pour atteindre cet objectif, il convient préalablement de reconnaître le paysage comme composante essentielle du cadre de vie, comme expression de la diversité des patrimoines naturels et culturels, et comme fondement de l'identité même du parc.

Le Plan paysage du Parc est à coordonner avec l'avant-projet de « Plan sectoriel Grands ensembles paysagers et forestiers » rendu public en octobre 2008.

Celui-ci doit servir de base au Plan paysage du Parc pour les raisons suivantes :

- Il propose une classification du territoire selon plusieurs types de zones qui pourront être utilisées comme zonage de référence du territoire. Mais, le Plan paysage pourra aller plus loin dans l'appréciation des paysages, dans l'optique d'un territoire de Parc naturel ;
- Il offre une série de mesures et d'outils de mise en œuvre qui serviront également de base harmonisée au Plan paysage directeur à développer pour le territoire du Parc, mais ce dernier pourra en affiner le détail des mesures de gestion ;
- **Le territoire du Parc naturel est proposé comme territoire pilote d'expérimentation des outils du Plan sectoriel « Paysages »** ; cette base à caractère réglementaire pourra être complétée de recommandations adaptées aux particularités du parc.

2.2.1.2 Description des types d'interventions

Les types de mesures et d'actions communes qu'il est proposé de développer dans le cadre du Plan paysage sont les suivants :

- Identification et qualification des paysages
- Définition d'objectifs de qualité paysagère
- Mise en œuvre de stratégies paysagères et moyens d'intervention
- Mise en place de procédures participatives, pour accompagner la conception et la réalisation de la politique du paysage

a. Identification et qualification des paysages

Cette première intervention concerne la réalisation d'un diagnostic du paysage, dans le but de :

- Développer une meilleure connaissance des paysages en appliquant des méthodes d'identification et de qualification des paysages (grille d'analyse) relevant leurs caractéristiques, dynamiques et pressions, afin notamment, de favoriser et préserver les paysages les plus emblématiques du territoire, mais aussi d'intervenir sur les points noirs ;
- Mettre en évidence les éléments constitutifs du paysage du parc naturel ;
- Mettre en place les outils permettant de suivre la transformation des paysages qualifiés, en favorisant des échanges d'expériences et de méthodologie au niveau européen.

b. Définition d'objectifs de qualité paysagère

Les objectifs de qualité paysagère, formulés sur base de l'importance des éléments constitutifs de la structure du paysage et de leur valeur reconnue comme identitaire du parc, seront validés par consultation des partenaires et de la population.

Ces objectifs seront appréciés par entité paysagère ou territoire paysager, sur base d'une cartographie à établir. Le Plan sectoriel « Paysages » servira de base à ce découpage paysager.

c. Mise en oeuvre de stratégies paysagères et moyens d'intervention

Mettre en place des stratégies paysagères pouvant comporter des plans d'action de portée locale, donc complémentaires au Plan sectoriel « Paysages » :

- Définir pour certains sites paysagers des orientations et objectifs spécifiques de préservation et de mise en valeur, patrimoniale et touristique
- Elaborer sur les sites exceptionnels des plans de gestion pouvant intégrer des mesures réglementaires de protection
- Développer des programmes de gestion pour les espaces ruraux de transition
- Réhabiliter ou restaurer les sites dégradés (démantèlement d'installations ou d'équipements obsolètes)
- Définir des actions pilotes de résorption de « points noirs paysagers » : enfouissement de réseaux, etc.
- Maîtriser les conséquences paysagères, mais aussi économiques et sociales, pouvant être liées à l'urbanisation, dont l'étalement urbain
- Assurer la protection paysagère du foncier agricole soumis à la pression de l'urbanisation

Les stratégies paysagères seront intégrées dans les documents d'urbanisme des communes du parc et serviront d'outil de référence pour la mise en oeuvre de projets opérationnels.

Pour l'aménagement de zones et de bâtiments d'activités, le plan paysage propose une démarche de qualité en matière d'aménagement paysager et environnemental, mais aussi un service de conseil à des projets architecturaux innovants de bâtiments industriels, artisanaux et commerciaux.

Le plan paysage devra être également le document de référence pour tout projet d'aménagement public, ouvrages ou travaux d'intérêt communal ou intercommunal.

d. Mise en place de procédures participatives

L'outil d'excellence de participation au Plan Paysage, et qui pourra garantir qu'il s'agit bien d'un projet commun de protection et valorisation du paysage partant d'une vision partagée du paysage est la **charte paysagère**.

C'est pourquoi, l'élaboration d'une charte paysagère apparaît comme la première étape du futur plan à développer.

2.2.1.3 Partenaires et rôles

Les principaux partenaires du Plan paysage, leur rôle et mission, sont les suivants :

Parc : sensibilisation, animation, coordination, mise en cohérence des documents à l'échelle du territoire, conseils et accompagnement, soutien à des projets pilotes exemplaires.

Communes : maîtrise d'ouvrage des actions et opérations.

Etat : définition du cadrage national de la politique de protection des paysages (plan sectoriel ; soutien financier et technique à la mise en application expérimentale de mesures de niveau national.

Autres : acteurs du territoire au sens large à associer et mobiliser : secteurs de l'agriculture, de la sylviculture, du développement économique dont touristique et du développement urbain.

2.2.1.4 Opérationnalisation

En vue d'amorcer et d'assurer une opérationnalisation du PVD Our, le Parc et ses partenaires locaux et nationaux, après concertation, s'engagent sur une première série d'actions concrètes (actions, projets, lancement de processus, études, mise en place d'outils, etc.) à caractère non limitatif.

Cette rubrique sera donc complétée par les gestionnaires du Parc.

N°	Actions, projets ou engagements concrets	Objectifs à atteindre	délais	Modalités et moyens
2114.1	Charte paysagère	Vision commune ; participation et responsabilisation		
2114.2	Mesures de gestion de tous les paysages	Conservation et protection		
2114.3	Mesures de protection des paysages patrimoniaux	Protection et valorisation		
2114.4	Mesures d'aménagement des paysages dégradés	Protection et valorisation		
2114.x				
2114.x				
2114.x				
2114.x				

2.2.1.5 Suivi et monitoring

Le Parc assurera la coordination et le suivi du Plan paysage afin de rendre compte des actions réalisées et des progrès accomplis ainsi que pour diffuser les meilleures pratiques.

Les indicateurs de suivi proposés sont les suivants :

- Nombre de zones paysagères emblématiques identifiées
- Nombre de points noirs paysagers à résorber
- Nombre de documents d'urbanisme communaux (PAG) dotés d'un volet paysager

2.2.1.6 Complémentarité et synergies avec les autres interventions

Cette partie sera complétée à la fin du processus.

2.2.2 Charte paysagère

La charte est l'outil de procédure participative proposée pour la mise en œuvre du Plan paysage, notamment, mais elle concerne directement l'ensemble des axes stratégiques du Plan vert directeur.

Un projet de charte paysagère est proposée en partie 3 du présent document.

2.2.2.1 Objectifs

La charte paysagère s'inscrit dans l'axe 1 de la stratégie proposée : « Protection et mise en valeur des paysages » dont les objectifs ont été résumés comme suit :

Objectif stratégique de l'Axe 1	Valorisation du territoire et identité paysagère Renforcer l'identité du territoire et sa gestion durable en faisant de la protection et de la mise en valeur des paysages un thème fédérateur pour tous les acteurs
Contribution aux objectifs spécifiques de l'axe	<ul style="list-style-type: none"> - Valoriser l'identité paysagère du parc - Améliorer la connaissance des paysages du parc - Informer, sensibiliser et mobiliser les acteurs sur la protection et la mise en valeur des paysages - Prévenir les risques d'atteintes au paysage
Thèmes concernés	Agriculture, sylviculture, urbanisation, économie, dont tourisme

2.2.2.2 Description des types d'interventions

La charte proposée s'articule autour de 3 volets :

- Saisir le paysage
La démarche proposée pour saisir le paysage fait référence à la convention européenne de Florence et au Plan Sectoriel Grands Ensembles Paysagers ;
Il est ainsi proposé de classer le territoire à partir des 4 piliers définis par le Plan Sectoriel Grands Ensembles Paysagers, et sur cette base affiner les caractéristiques et enjeux du paysage si nécessaire.
- Caractéristiques et enjeux du paysage du PN Our
Les enjeux du paysage seront ressortis du diagnostic du Plan vert directeur et recentrés sur les principaux patrimoines identifiés, autres que paysagers (notamment naturel, urbain et architectural).
- Thèmes d'engagements
Une série de thèmes d'engagement est proposée en référence aux 4 types d'interventions définis au chapitre 2.1.1.2 précédent :
 - a) Identification et qualification des paysages
 - b) Définition d'objectifs de qualité paysagère
 - c) Mise en œuvre de stratégies paysagères et moyens d'intervention
 - d) Mise en place de procédure de participation publique

2.2.2.3 Partenaires et rôles

Les principaux partenaires de la Charte paysagère, leur rôle et mission, sont les suivants :

Parc : coordination, animation et suivi de la mise en application des engagements proposés.

Communes : maîtrise d'ouvrage des actions et opérations.

Etat : définition du cadrage national de la politique de protection des paysages (plan sectoriel ; soutien financier et technique à la mise en application expérimentale de mesures de niveau national.

Autres : acteurs du territoire au sens large à associer et mobiliser : secteurs de l'agriculture, de la sylviculture, du développement économique dont touristique et du développement urbain.

2.2.2.4 Opérationnalisation

Cette rubrique sera donc complétée par les gestionnaires du Parc après signature de la charte.

N°	Actions, projets ou engagements concrets	Objectifs à atteindre	délais	Modalités et moyens
2124.1	Engagement 1			
2124.2	Engagement 2			
2124.3	Engagement 3			
2124.4	Engagement 4			
2124.x				
2124.x				
2124.x				

2.2.2.5 Suivi et monitoring

Il est proposé de mettre en place un système d'évaluation annuelle de la mise en œuvre de la charte, sur les divers engagements pris.

2.2.2.6 Complémentarité et synergies avec les autres interventions

Cette partie sera complétée à la fin du processus.

2.3 Axe 2 – Protection, restauration et gestion des patrimoines naturels

Cet axe vise à préserver la qualité des ressources et du patrimoine naturels, voire à les restaurer et à les améliorer. Il peut ainsi couvrir des interventions, visant l'aide à la planification et à la décision, dans plusieurs domaines directement complémentaires.

Suite aux constats et enjeux du diagnostic, il est proposé de retenir dans un premier temps 3 types de mesures pour l'axe 2 :

1. Inventaire de la diversité biologique
2. Plan ou programme de gestion de l'eau
3. Plan Energie

Cet axe pourrait être complété par une quatrième mesure concernant un plan ou programme de gestion et d'exploitation des territoires agricoles et sylvicoles, faisant notamment référence au règlement grand-ducal sur la biodiversité et aux mesures agro-environnementales.

2.3.1 Inventaire de la diversité biologique

La richesse du patrimoine biologique du parc est attestée par la présence ici rappelée de 14 zones de protection potentielles¹, et d'une zone classée par RGD :

- RN ZH 01 Hautbellain - Foschtbaach
- RN ZH 02 Hautbellain - Rittefenn
- RN ZH 04 Troisvierges - Cornelysmillen
- RN ZH 05 Binsfeld -Lukeschbaach
- RN ZH 06 Wilwerdange – Conzefenn (classée par RGD)
- RN ZH 14 Wahlhausenerdickt - Sauerwiss
- RN ZH 81 Reuler/Clervaux - Irbech
- RN ZH 83 Weicherdange - Breichen
- RN ZH 89 Breidfeld - Hollermillen
- RN RF 01 Wahlhausen - Akescherbaach
- RN RF 13 Lellingen - Freng/Baerel
- RN RF 14 Hoscheid - Molberlay
- RN RD 26 Basbellain - Schucklai
- RN RD 30 Vallée de l'Our - Trois Frontières-Dasbourg

Complétées de 5 zones de réserve forestière intégrale

- RFI Kailslee (Heinerscheid)
- RFI Frauenwald (Heinerscheid)
- RFI Bärel (Lellingen)
- RFI Akescht Wahlhausen)
- RFI Groussebësches (Bastenduere)

Et de 7 zones de protection spéciale (directives CEE habitats et oiseaux sauvages) :

- Vallée de l'Our de Ouren à Bettel (Habitats)
- Weicherdange - Breichen (Habitats)
- Wilwerdange/Weiswampach - Conzefenn (Habitats)

¹ ZH = zone humide, RF = réserve forestière, RD = réserve diverse

- Troisvierges - Cornelysmillen (Habitats)
- Vallée de la Sûre, de la Wiltz, de la Clerve et de la Lellgerbaach (Habitats)
- Vallée de la Woltz et affluents de la source à Troisvierges (Oiseaux)
- Vallée supérieure de l'Our et affluents de Lieler à Dasbourg (Oiseaux)

Par ailleurs le territoire du parc est intégré dans 2 Projets LIFE Nature, Restauration des habitats de la Loutre (Be & Lu), et Moule perlière, et il est également inscrit dans le projet de renaturation de l'Our. Il est par ailleurs très actif dans la protection de la chouette chevêche, des taillis de chênes et faune associée, dans la Journée de la biodiversité, etc.

Il faut également rappeler les divers autres projets de protection espèces/habitats qui sont coordonnées par la station biologique du Parc, ainsi que les projets engagés dans le cadre des programmes Interreg III et Interreg IVA, dont le contrat de rivière (voir chapitre 1.8.3 et 1.0.3 notamment).

Ce capital exemplaire permet de disposer d'une base documentaire de grand intérêt sur des espaces précisément délimités, mais en dehors desquels l'information actuelle est très lacunaire, ce qui porte préjudice à une connaissance équivalente du territoire.

2.3.1.1 Objectifs

L'objectif est de valoriser les bases de données existantes, d'étendre les connaissances sur la valeur biologique des habitats et espèces présentes sur le territoire, et de les harmoniser au niveau du parc.

Objectif stratégique de l'axe 2	Faire du Parc Naturel de l'Our un exemple dans les stratégies de protection, de restauration et de gestion des patrimoines naturels
Contribution aux objectifs spécifiques de l'axe	<ul style="list-style-type: none">• Améliorer, harmoniser et compléter la connaissance de la diversité biologique du territoire du parc• Préserver la qualité et la diversité biologique des milieux naturels• Informer, sensibiliser et mobiliser sur la protection de la nature
Thèmes concernés	Faune et flore, Agriculture, Sylviculture, Paysage, Urbanisation, Tourisme

En facilitant le développement et l'accès aux données, le parc a vocation à jouer un rôle actif dans l'assistance à l'élaboration des dossiers de classement des sites potentiels d'intérêt national et communautaire.

2.3.1.2 Description des types d'interventions

De nombreux outils existent déjà au niveau national pour apprécier la diversité biologique du territoire.

Le parc utilisera et valorisera en priorité les outils existants et ceux qui sont en cours de développement, à titre d'exemple :

- dans les secteurs classés comme espaces d'intérêt national ou européen, les inventaires ayant été réalisés dans le cadre des dossiers de classement des sites et dossiers de gestion des habitats et espèces,
- les bases de données Recorder, sur les espèces observées, gérées par le Musée National d'Histoire de la Nature,
- sur l'ensemble du territoire, les cadastres des biotopes récemment engagés dans toutes les communes au titre de la mise en application de l'article 17 de la loi de 2004 sur la

protection de la nature, dans la zone « verte », mais aussi à l'intérieur des périmètres d'agglomération

Ainsi, les types d'intervention à préconiser dans le cadre du Plan vert directeur, consistent principalement à étendre le rôle de « centre de services » joué par l'administration du Parc dans ce domaine, dans l'intérêt de la constitution d'un véritable réseau écologique à l'échelle du parc, qui aurait en charge le suivi de la mise à jour des données de son territoire.

Cette fonction implique également que le parc soit présent comme observateur, coordinateur et animateur selon les cas, dans l'élaboration des mesures de gestion découlant de ces inventaires et leur mise en œuvre, dont les mesures dites compensatoires en cas de suppression ou destruction de biotopes ou d'espèces à protéger, notamment dans le cadre de projets d'urbanisation, en partenariat avec le service Conservation de la nature.

Le parc accompagnera l'application harmonieuse et coordonnée de telles mesures.

2.3.1.3 Partenaires et rôles

Les principaux partenaires de cet inventaire de la biodiversité, leur rôle et mission, sont les suivants :

Parc : animation, coordination, archivage et compilation des documents existants à l'échelle du territoire, conseils et accompagnement dans le cadre de projets d'aménagement ou développement.

Communes : maîtrise d'ouvrage de certaines actions et opérations.

Etat : mise en œuvre de la politique nationale de protection de la nature (zones de protection d'intérêt national et européen ; soutien financier et technique à la mise en application expérimentale des mesures concernées).

Autres : acteurs du territoire au sens large à associer et mobiliser dans l'application des mesures de gestion : secteurs de l'agriculture, de la sylviculture, du développement économique dont touristique et du développement urbain.

2.3.1.4 Opérationnalisation

En vue d'amorcer et d'assurer une opérationnalisation du PVD Our, le Parc et ses partenaires locaux et nationaux, après concertation, s'engagent sur une première série d'actions concrètes (actions, projets, lancement de processus, études, mise en place d'outils, etc.) à caractère non limitatif.

Cette rubrique sera complétée par les gestionnaires du Parc.

N°	Actions, projets ou engagements concrets	Objectifs à atteindre	délais	Modalités et moyens
2214.1	Cadastres des biotopes	Complément de connaissances		
2214.2	Mesures de gestion des zones protégées d'intérêt national	Harmonisation de la gestion		
2214.3	Mesures de gestion des zones protégées d'intérêt communautaire	Harmonisation de la gestion		
2214.4	Mesures de gestion des réserves forestières intégrales	Harmonisation de la gestion		
2214.5	Mesures de gestion pour la loutre	Harmonisation de la gestion		
2214.6	Mesures de gestion pour la moule perlière	Harmonisation de la gestion		
2214.7	Mesures de gestion pour les autres espèces : gélinotte des bois, chat sauvage, chauves-souris, batraciens, etc	Harmonisation de la gestion		
2214.x				

2.3.1.5 Suivi et monitoring

Le Parc assurera la coordination et le suivi du Plan paysage afin de rendre compte des actions réalisées et des progrès accomplis ainsi que pour diffuser les meilleures pratiques.

Les indicateurs de suivi proposés sont les suivants :

- Nombre de cadastre des biotopes réalisés (zone verte et dans agglomérations)
- Nombre de documents d'urbanisme communaux (PAG) dotés du cadastre
- Nombre de plans de gestion coordonnés

2.3.1.6 Complémentarité et synergies avec les autres interventions

Cette partie sera complétée à la fin du processus.

2.3.2 Plan de gestion de l'eau

La vallée de l'Our est déjà couverte par de nombreux projets au titre de la protection de la biodiversité, mais aussi de la gestion de l'eau, et notamment de son cours d'eau. Pour rappel, elle est notamment concernée par le projet Interreg Nat'Our de renaturation de l'Our (Partenariat Naturpark Südeifel + Naturpark Our) qui concerne une zone de projet de 411 km², pour une longueur de cours d'eau de 260 km, mais également par le Contrat de rivière, le programme de monitoring du castor et le plan d'action « sources-moules perlières ».

Les principaux objectifs écologiques en faveur de l'eau de ce projet sont les suivants :

- Développement proche de la nature du cours d'eau et de sa plaine alluviale, dans une vision transfrontalière
- Restauration de la continuité de l'Our et de ses affluents
- Amélioration de la structure du cours d'eau
- Amélioration des conditions d'habitat pour l'espèce majeure de la moule perlière et pour l'ensemble des biocénoses aquatiques

Le projet met en œuvre trois paquets de mesures :

- Développement du cours d'eau et de sa plaine alluviale selon 3 points forts :
 - Suppression et déplacement des obstacles à la migration des poissons ;
 - Désenrésinement des fonds de vallées et projet de renaturation ;
 - Réalisation de bordures plantées le long des berges comme ligne de maillage écologique.
- Campagnes de sensibilisation ciblées : les mesures de développement du cours d'eau sont accompagnées de diverses actions de sensibilisation du public : brochures ; site internet avec lettre d'information ; presse ; réunions d'information pour différents groupes-cibles.
- Ecotourisme et sensibilisation à la nature comme nouvelle forme de tourisme : contribution à l'augmentation de l'attractivité des deux parcs naturels dans les domaines des loisirs et du tourisme.

Le Plan vert directeur tiendra compte de ce contexte régional de valorisation des cours d'eau, mais il propose, par un Plan de la gestion de l'eau, d'élargir son champ d'intervention aux autres dimensions de la **directive cadre eau**.

La préservation de la qualité et de la disponibilité de l'eau constitue un enjeu majeur de ce siècle. Consciente de l'importance de cet enjeu, la Commission européenne a lancé un programme ambitieux d'amélioration de la qualité de l'eau au niveau européen traduit en 2000 par la **directive cadre eau** (2000/60/CE) qui se fixe comme objectif d'atteindre un bon état écologique des masses d'eau souterraines et superficielles à l'horizon 2015.

L'eau constitue également un **élément important de l'identité du Parc**. Omniprésente au sein du Parc, l'eau structure les paysages, les milieux naturels ainsi que de nombreuses activités humaines.

Le Parc a ainsi vocation à être un territoire pilote et d'application exemplaire de la directive cadre eau (DCE).

2.3.2.1 Objectifs

Objectif stratégique de l'axe 2	Faire du Parc Naturel de l'Our un exemple dans les stratégies de protection, de restauration et de gestion des patrimoines naturels
Contribution aux objectifs spécifiques de l'axe	<ul style="list-style-type: none"> • Préserver la qualité et la diversité biologique des milieux naturels • Informer, sensibiliser et mobiliser sur la protection de la nature • Renforcer/soutenir les efforts des acteurs économiques (agriculteurs et forestiers notamment) pour les inscrire dans la dynamique de développement durable
Thèmes concernés	Energie, Urbanisation, Agriculture, Sylviculture, Transport, Tourisme

Le **plan gestion de l'eau** a pour **objectif** de participer à la **protection des ressources** en eaux, d'en garantir et d'en **améliorer la qualité** ainsi que de concourir au **maintien et au développement de la biodiversité des écosystèmes aquatiques et riverains**. Pour cela, le Parc développe une **stratégie territoriale concertée au caractère exemplaire** s'inscrivant dans le contexte plus large des objectifs nationaux et de la Directive cadre eau.

Au niveau des eaux de surfaces, l'approche globale de la gestion de l'eau devrait évoluer vers un dispositif de conventionnement ou de **contractualisation de type « contrat de rivière »** pour l'Our dans un premier temps dont le modèle pourra être étendu à la Blees et à la Clerve sur base de cette première expérience.

2.3.2.2 Description des types d'interventions

Un grand nombre d'acteurs est impliqué ou est concerné par la gestion de l'eau. Le Parc souhaite contribuer à une vision globale de la ressource en eau et participer à la cohérence des actions et des usages sur son territoire.

Le Parc et les communes s'engagent avec l'ensemble des partenaires concernés par la gestion de l'eau à tout mettre en œuvre pour la préservation et la gestion durable de la ressource en eau :

- En appuyant la connaissance partagée et la surveillance renforcée de la ressource en eau ;
- En assurant la coordination des actions entreprises dans le domaine de l'eau ;
- En développant la sensibilisation et la mobilisation de l'ensemble des utilisateurs, gestionnaires et acteurs du Parc ;
- En s'orientant à terme, vers une contractualisation de type « contrat de rivière ».

a. Développer la connaissance partagée et la surveillance accrue des ressources en eau

La gestion de l'eau nécessite d'abord une **vision globale de la ressource et de ses enjeux au niveau du territoire** en mutualisant, en coordonnant et en renforçant les moyens d'observation et de diffusion des données relatives à la ressource en eau. En s'appuyant sur l'ensemble des partenaires concernés par la gestion de l'eau, le Parc organise la collecte et la centralisation des données relatives à la ressource de surface et souterraine sur son territoire (*qualité, quantité, usage, menaces, localisation*) et en assure un suivi régulier. Le Parc pourra initier ou réaliser des études et des expérimentations visant à mieux connaître l'état de la ressource et des menaces sur son territoire en complément des dispositifs nationaux et territoriaux existants.

Les données et analyses ainsi collectées seront partagées entre les différents partenaires et seront mises à disposition des communes, des habitants et des acteurs du territoire. Elles constitueront des outils d'identification des priorités et d'aide à la décision pour ces acteurs.

Enfin, des actions adaptées pourront être conduites au niveau des sources, qui débiteront par une localisation précise de celles-ci et l'identification des zones de protection et des moyens de protection adaptés (référence à la cartographie des sources réalisées par HFN).

b. Assurer la coordination et la cohérence des actions entreprises dans le domaine de l'eau

En étroite relation avec les services compétents de l'Etat et des Agences concernées, le Parc donne des orientations et appuie la coordination et la mise en cohérence des actions entreprises par les différents acteurs sur son territoire visant à protéger les ressources en eau, à améliorer la qualité des eaux de surface et souterraines, et de garantir le maintien et le développement des écosystèmes aquatiques et riverains, et ce dans les domaines suivants² :

- La gestion intégrée des écosystèmes aquatiques et riverains par bassin versant : *Protection et entretien des berges, gestion et protection des zones humides, poursuite du projet NatOUR harmonisation des actions de maintien/restauration de la biodiversité des milieux aquatiques et zones humides, notamment en étendant le modèle de NatOUR à la Blees et à la Clerve, concertation avec les fédérations de pêche ;*
- La collecte et le traitement des eaux usées domestiques : *Poursuite et suivi du programme d'investissements sur le traitement des eaux usées (collecteurs et STEP), définition des priorités pour répondre aux objectifs de la directive cadre européenne sur l'eau, promotion de systèmes d'épuration individuelles ;*
- Réduction des pollutions d'origine agricole : *Sensibilisation à la réduction des pollutions (pesticides, nitrates), réduction des risques de transferts (délaissées et bandes enherbées), information et conseil sur les normes en vigueur et des possibilités de financement disponibles (mesures agri-environnementales) ;*
- Gestion des espaces forestiers et agricoles : *Faire jouer à la forêt un rôle de protection, définir les zones de protection des sources, désenrésinement des bords de cours d'eau, etc.*
- L'activité économique : *réduction de la consommation et des rejets ou des pollutions d'origine industrielle ;*
- La maîtrise et la réduction de la consommation : *information et sensibilisation des habitants, des écoliers et des acteurs concernés, application du « prix vérité », promotion de systèmes de récupération d'eau de pluies à usage domestique et agricole et des aides octroyées, etc. ;*
- Gestion des zones urbanisées : *gestion des zones inondables, sensibilisation et formation des agents en charge de la gestion des voiries et d'espaces verts (bonnes pratiques d'utilisation des produits phytosanitaires, diagnostics et schémas de désherbage, maîtrise optimale des salages hivernaux, etc.).*

Dans ces domaines, le Parc crée et développe les outils de gestion cohérente, appuie et conseille les communes, identifie et mobilise les partenaires compétents.

² Liste non exhaustive.

Le Parc est associé à toutes les instances relatives à la gestion de l'eau et est informé sur toutes les mesures prises sur son territoire en ce qui concerne la gestion de l'eau. Les services de l'Etat et les Agences concernées reconnaissent le Parc comme territoire privilégié/prioritaire pour mener des expérimentations ou des actions pilotes en termes de gestion de l'eau.

c. Coordination territoriale et coopérations extra-territoriales : vers une contractualisation de type « contrat de rivière »

Le Parc souhaite participer, voire initier, l'élaboration et la mise en œuvre de projets globaux de type « contrat de rivières » avec l'ensemble des partenaires concernés tant au sein du territoire du Parc, qu'au niveau de coopérations extraterritoriales (coopérations transfrontalières et nationales par bassin).

Le Parc pourra s'inspirer des modèles de « contrats de rivières » développés sur d'autres territoires, tels que les contrats de rivière de la Haute Sûre³, de l'Attert⁴, de l'Ourthe⁵, de la Semois, de la Haute-Meuse⁶, de la Trouilles⁷, etc. ainsi que des modèles français.

Les nouveaux programmes de coopération interrégionaux 2007-2013 (Interreg IVC) sont constitués de 2 volets dont le second « *environnement et prévention des risques* » concerne notamment la gestion de l'eau. Il sera notamment étudié la possibilité de développer des projets novateurs ou plus globaux tels que des projets de type « contrats de rivière » dans lesquels s'inscrirait notamment le prolongement de projets existants tel que le projet de renaturation de l'Our « Nat'OUR ». Cette contractualisation concernerait l'Our dans un premier temps dont le modèle pourra être étendu à la Blees et à la Clerve sur base de cette première expérience.

2.3.2.3 Partenaires et rôles

Parc : coordonner, sensibiliser, animer, conseiller et accompagner notamment en se donnant les moyens pour :

- Inciter et accompagner les communes dans leur prise de compétences en matière de gestion de l'eau ;
- Aider à la déclinaison locale des objectifs nationaux et européens (Directive cadre eau) ;
- Coordonner la définition d'outils d'aide à la décision en matière de gestion de l'eau pour les communes ;
- Concevoir et/ou coordonner des projets exemplaires ou innovants ;
- Rechercher et établir des partenariats en vue de mener à bien les actions identifiées ;
- Suivre et évaluer les effets des actions entreprises et en rendre compte.

Communes : maîtrise d'ouvrage des actions et opérations ;

Etat : soutien financier et technique ;

Organismes en charge de l'eau (SIDEN, Agence de l'eau, etc.) : Maîtrise d'ouvrage des actions, appui à la sensibilisation, à l'information, au conseil des particuliers et des communes en matière de gestion de l'eau ;

³ <http://www.crhs.eu/>

⁴ <http://attert.aquafil.net/>

⁵ <http://www.cr-ourthe.net/>

⁶ <http://www.paluche.org/nature/crhm/>

⁷ <http://rivtrouille.ibelgique.com/>

2.3.2.4 Opérationnalisation

En vue d'amorcer l'opérationnalisation du PVD Our, le Parc et ses partenaires locaux et nationaux s'engagent sur une première série d'actions concrètes, à caractère non limitatif.

N°	Actions, projets ou engagements concrets	Objectifs à atteindre	Délais	Modalités et moyens
2224.1	Suivi du projet Nat'Our			
2224.2	Projet de « contrat de rivière »			
2224.x	Monitoring du castor			
2224.x	Plan d'action « sources-moules perlières »			
2224.x				
2224.x				
2224.x				
2224.x				
2224.x				

2.3.2.5 Suivi et monitoring

Le Parc assurera la coordination du suivi et de l'évaluation des résultats. Il répertorie l'ensemble des projets et initiatives menées dans ce domaine par l'ensemble des partenaires et acteurs en vue de rendre compte des progrès accomplis et d'échanger les meilleures pratiques.

Indicateurs de suivi (proposition) :

- Nombre de projets (par types) réalisés sur le territoire du Parc ;
- Nombre de points de mesures réguliers de la qualité ;
- Evolution de la consommation en eau ;
- Evolution de la qualité des eaux de surfaces et souterraines ;
- Evolution des taux d'épuration/assainissement ;
- Evolution des capacités d'assainissement (en nombre d'équivalent habitant) ;
- Evolution des populations d'espèces protégées ;
- Respect des prescrits de la DCE

2.3.2.6 Complémentarité avec les autres interventions

Cette partie sera complétée à la fin du processus.

2.3.3 Plan énergie

Le Plan énergie peut être considéré comme la première étape d'un Plan climat qui pourrait un jour être intégré au Plan vert directeur du PN Our, en réponse aux engagements nationaux aux objectifs du Protocole de Kyoto. Un tel plan s'inscrit de manière plus générale dans la lutte contre les changements climatiques (réduction des Gaz à Effet de serre), qui implique des actions dans tous les domaines : économie, transports, bâtiments, industrie, énergie, déchets, agriculture, forêt, etc.

Le Plan énergie prendra en compte les nouvelles dispositions nationales. Depuis le 1er janvier 2008, tous les bâtiments d'habitation neufs ainsi que les bâtiments d'habitation existants, en cas de transformation substantielle, doivent respecter de nouvelles exigences minimales de performance énergétique. De plus, depuis le 1er septembre 2008, un passeport énergétique doit également être établi dans le cas d'un changement de propriétaire ou de locataire dans un bâtiment d'habitation.

Une étude sur l'efficacité énergétique a déjà été menée sur les bâtiments publics des communes du parc avec le soutien de l'Agence de l'Energie. Le Parc est déjà très présent en matière de sensibilisation, d'animation et de coordination de projets dans le domaine de l'énergie. Il a décidé⁸ de répondre à l'appel de candidatures de juin 2008 pour l'European Energy Award : ce concept d' « energy management » est assuré par les communes qui s'engagent sur un certain nombre de mesures de base, complété ou non de mesures à la carte. L'engagement donne lieu à un système de notation sur base d'un suivi par indicateurs. Le parc souhaite considérer le thème de l'énergie comme action prioritaire en 2009.

2.3.3.1 Objectifs

Objectif stratégique de l'Axe 2	Faire du Parc Naturel de l'Our un exemple dans les stratégies de protection, de restauration et de gestion des patrimoines naturels
Contribution aux objectifs spécifiques de l'axe	<ul style="list-style-type: none"> - Informer, sensibiliser et mobiliser sur la protection de la nature - Renforcer la dynamique de valorisation énergétique des ressources naturelles - Participer à la réduction de la consommation énergétique au niveau de l'habitat, des équipements publics et des activités économiques
Thèmes concernés	Energie, Urbanisation, Agriculture, Sylviculture, Transport, Tourisme

Le Plan énergie du PN de l'Our a pour finalité de développer une stratégie territoriale de développement durable concertée, à caractère exemplaire et/ou démonstratif et s'inscrivant dans le contexte plus large de la stratégie nationale.

2.3.3.2 Description des types d'interventions

Pour atteindre cet objectif, le Parc et ses partenaires locaux et nationaux s'engagent conjointement à mener et à coordonner leurs actions ainsi qu'à jouer un rôle d'impulsion visant à :

- Maîtriser et réduire la demande énergétique ;

⁸ A faire confirmer par le comité de pilotage (27/10/2008)

- Développer et privilégier le recours à des énergies renouvelables.

Ces deux thèmes sont étroitement liés, le développement et le recours aux énergies renouvelables doit s'accompagner d'une nécessaire réflexion sur la maîtrise des consommations à l'échelle territoriale. Les projets nécessitent également la prise en compte de la dimension paysagère qui constitue le thème central du Plan vert Directeur. Il est nécessaire d'y associer les acteurs du territoire, tant au niveau des administrations publiques qu'au niveau des intervenants privés (agriculteurs, sylviculteurs, opérateurs touristiques, acteurs économiques/sociaux/associatifs, etc.) ainsi que la population.

Le niveau local, et notamment les communes, constitue une échelle privilégiée d'action, de sensibilisation aux enjeux climatiques et de changements de comportements. Le Parc peut également constituer une échelle territoriale appropriée au lancement d'actions pilotes ou exemplaires et donner une lisibilité et une visibilité aux efforts menés sur cette thématique.

En étant exemplaires dans leurs choix énergétiques, en les faisant connaître et en favorisant l'émergence de projets locaux, les communes adhérentes au Parc inciteront les acteurs et habitants du Parc à adopter de nouveaux comportements.

a. Maîtriser et réduire la demande énergétique

Les principales démarches que le Parc met en œuvre pour une maîtrise de la demande énergétique repose sur une meilleure efficacité énergétique et des comportements économes.

La vie quotidienne dans **les bâtiments** (électricité, chauffage, etc.) est à l'origine de près d'1/4 de l'émission des GES.

Les communes s'engagent, avec le soutien du Parc, à être exemplaires pour leurs bâtiments et équipements (piscines, éclairage public, etc.). Pour les bâtiments existants, ils conduisent (ou poursuivent la conduite) d'audits énergétiques afin d'identifier les mesures d'économie. Ils intègrent les principes de la Haute Qualité Environnementale pour les rénovations importantes et les nouveaux bâtiments ou équipements et/ou développent une charte environnementale dans la construction en vue d'intégrer ces principes. En parallèle, ils mènent des actions de sensibilisation/formation auprès de leurs utilisateurs et gestionnaires.

Les Autorités publiques s'engagent de plus à étudier la possibilité de prendre en compte ou de conditionner leurs aides au patrimoine bâti à des critères d'efficacité énergétique ainsi qu'à prendre en considération ces critères dans leurs plans d'urbanisation.

Le Parc a pour vocation à coordonner le conseil d'orientation énergétique et à accompagner les communes à la mise en œuvre exemplaire de la transposition nationale⁹ de la directive européenne 2002/91/CE ayant pour objectif la promotion de l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments.

La seconde source d'émission de GES réside dans les **transports**. Le Parc veille d'abord à renforcer la connaissance des déplacements sur le territoire et vers les principaux bassins d'emploi contribuant à une réflexion territoriale dans le contexte du concept global de communication. Cette réflexion vise à établir, en concertation étroite avec les communes, le plan de mobilité et de déplacements dont le Parc pourrait se doter. Ce plan visera à adapter l'offre de déplacement, à guider de manière cohérente les investissements devant être

⁹ Notamment le (projet de) règlement grand ducal sur la performance énergétique des bâtiments d'habitation transposant la directive européenne 2002/91/CE et le règlement grand-ducal du 22 novembre 1995 concernant l'isolation thermique des immeubles (non résidentielle, la partie résidentielle étant repris dans le projet de règlement repris ci-dessus)

réalisés, à promouvoir l'usage des transports collectifs et à explorer les alternatives à la voiture individuelle (*mobilité douce, co-voiturage, transport scolaire, etc.*).

En complément, le Parc et les communes mènent des **actions d'information, de pédagogie et de sensibilisation auprès de la population et des acteurs économiques**. Ils veillent également à conseiller et soutenir toute initiative collective ou individuelle visant une meilleure efficacité énergétique (ex : audits énergétiques, installation d'un chauffe-eau solaire, co-voiturage, etc.). Pour faciliter cela, il pourrait être étudié la faisabilité de la création d'un point *info-énergie* permettant une animation et un accompagnement de tous les acteurs publics ou privés et des habitants ainsi que de centre de veille. Enfin, la sensibilisation aux changements de comportements passe également par une pédagogie auprès de la jeune génération. Le renforcement de l'animation au sein des écoles sur ces problématiques doit être encouragé.

Une meilleure efficacité énergétique peut également être encouragée dans différents autres domaines tels que :

- l'urbanisation : promotion de l'habitat groupé
- l'agriculture : réduction de la demande énergétique au niveau agricole (fertilisation, pratiques culturales économes, etc.)
- le tourisme : label vert « Parc Naturel » accordé aux équipements et hébergements intégrant notamment des critères d'efficacité énergétique (lien avec l'action 3.2).
- etc.

b. Développer et privilégier le recours à des énergies renouvelables

Le second volet du plan climatique vise à développer et privilégier le recours à **des énergies renouvelables** les plus **efficaces en termes de bilan écologique et paysager**. Il pourra s'agir de :

- la valorisation de l'énergie bois ;
- l'optimisation de l'énergie éolienne ;
- la valorisation de la biomasse issue de l'agriculture et développement des installations de biogaz ;
- la valorisation des autres énergies : solaire (thermique ou photovoltaïque), hydraulique, géothermique (pompes à chaleurs).

Pour développer et promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables, les premières actions sont :

- la valorisation et la diffusion des meilleures pratiques sur base notamment d'un bilan environnemental et paysager des premières expériences dont bénéficient le Parc et certaines communes en la matière ;
- l'activation des mesures et aides existantes en identifiant les priorités, en sensibilisant les acteurs et la population, en accompagnant des porteurs de projet ;
- la réalisation d'expériences pilotes et exemplaires ;
- le développement de filières économiques liées aux énergies renouvelables ;
- la systématisation d'études de faisabilité pour le recours aux énergies renouvelables dans les projets de bâtiments publics ou de lotissements (bois, solaire, géothermie, biomasse).

Les communes peuvent être productrices d'énergie renouvelables, notamment en concevant des bâtiments communaux qui intègrent des systèmes de production d'énergies renouvelables (remplacements des anciennes chaudières par des chaudières automatiques à plaquettes forestières, installation de chauffe-eau solaire, projets de cogénération à partir de biomasse, etc.).

Au regard de l'identité du Parc et de son potentiel forestier, une réflexion spécifique sera menée sur le bois énergie en la liant notamment aux avantages environnementaux de l'exploitation des taillis. Cette réflexion visera à étudier la possibilité de développer une filière raisonnée et d'installations de bois-énergie (organisation de filières locales d'approvisionnement, programme d'entretien du territoire forestier, développement d'équipements bois-énergie individuels ou collectifs, etc.).

Concernant spécifiquement l'éolien, en raison de son impact paysager fort, le développement de nouvelles implantations devra être précédé d'une étude et d'une concertation avec l'ensemble des acteurs et habitants concernés du Parc en vue de déterminer les conditions indispensables à toute nouvelle implantation.

2.3.3.3. Partenaires et rôles

Parc : sensibiliser, animer, coordonner, conseiller et accompagner notamment en se donnant les moyens pour :

- Inciter et accompagner les communes dans leur prise de compétences en matière énergétique ;
- Aider à la déclinaison locale des objectifs nationaux et européens ;
- Coordonner la définition d'outils d'aide à la décision en matière énergétique pour les communes ;
- Concevoir et/ou coordonner des projets innovants ;
- Rechercher et établir des partenariats en vue de mener à bien les actions identifiées ;
- Suivre et évaluer les effets des actions entreprises et d'en rendre compte.

Communes : maîtrise d'ouvrage des actions et opérations ;

Etat : soutien financier et technique ;

Agence de l'énergie : Appui à la sensibilisation, à l'information, au conseil des particuliers et des communes en matière énergétique ;

Fournisseurs et distributeurs d'énergies : à associer et à mobiliser.

2.3.3.4. Opérationnalisation

En vue d'amorcer l'opérationnalisation du PVD Our, le Parc et ses partenaires locaux et nationaux s'engagent sur une première série d'actions concrètes, nullement limitative.

N°	Actions, projets ou engagements concrets	Objectifs à atteindre	délais	Modalités et moyens
2234.1	European Energie Award			
2234.2	Passeport énergétique			
2234.x	Conseil énergétique dont conseil AEL			
2234.x	Concept énergétique			
2234.x	Soirées d'information			
2234.x				
2234.x				
2234.x				
2234.x				

2.3.3.5 Suivi et monitoring

Le Parc assurera la coordination du suivi et de l'évaluation des résultats. Il répertorie l'ensemble des projets et initiatives menés dans ce domaine par l'ensemble des partenaires et acteurs en vue de rendre compte des progrès accomplis et d'échanger les meilleures pratiques.

Indicateurs de suivi (proposition) :

- Nombre de projets (par types) réalisés sur le territoire du Parc ;
- Nombre de communes engagés dans l'European Energie Award ;
- Evolution de la consommation énergétique (niveau global et niveau des pouvoirs communaux) ;
- Nombre de passeports énergétiques établis ;
- Evolution de la fréquentation des transports publics ;
- Evolution de la production d'énergie renouvelable sur le territoire ;
- Estimation des réductions des factures énergétiques au niveau communal.

2.3.3.6 Complémentarité avec les autres interventions

Mesure 2.2.3. Gestion de l'espace agricole et sylvicole

Cette partie sera complétée à la fin du processus.

2.4 Axe 3 – Développement et aménagement durable

Le Plan vert directeur doit être l'outil complémentaire au programme de l'étude détaillée pour favoriser un développement et un aménagement durable du territoire, respectueux des paysages et patrimoines naturels.

Les mesures à proposer sous cet axe couvrent les programmations suivantes :

- Concept d'urbanisation durable (zones résidentielles et d'activités)
- Concept de tourisme durable
- Plan de déplacement

2.4.1 Concept d'aménagement et d'urbanisation

La loi de 2004 sur l'aménagement communal et le développement urbain fournit un cadre fouillé de réflexion pour le développement urbain, dans un souci de mise en cohérence des documents de planification à l'échelle nationale, régionale et locale et d'harmonisation des outils règlementaires.

La mise en œuvre de ces textes incite à intégrer au niveau de l'étude préparatoire au Plan d'aménagement communal des analyses complémentaires, dont en dernière date, l'inventaire du patrimoine culturel bâti des communes. Cette démarche, soutenue par une méthodologie appropriée, permettra effectivement de disposer d'une base documentaire harmonisée sur un territoire donné. Celle-ci pourra largement contribuer à développer un concept d'urbanisation durable respectueuse des patrimoines ruraux, traduisant une vision partagée de l'aménagement du territoire à l'échelle régionale, et permettant une harmonisation des parties écrites des plans d'aménagement général (PAG).

2.4.1.1 Objectifs

Objectif stratégique de l'Axe 3	Développement et aménagement durable Impulser et accompagner les initiatives de développement économique et urbain pour qu'elles s'inscrivent dans une dynamique de développement durable
Contribution aux objectifs spécifiques de l'axe	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir un aménagement respectueux des paysages et patrimoines naturels - Faciliter l'implantation ou l'adaptation d'activités économiques ou sociales <u>durables</u> - Impulser l'innovation environnementale dans le développement du territoire
Thèmes concernés	Paysages, développement économique, équipements et infrastructures, agriculture

Toujours dans un objectif de qualité du paysage incluant la qualité de l'aménagement du territoire dans son ensemble, la réalisation d'un concept d'urbanisation durable doit contribuer à soutenir le développement de formes urbaines et rurales en harmonie avec leur environnement, voire le valorisant, tout en répondant aux besoins de la population locale.

Ce concept devra intégrer un système d'observation de l'évolution du foncier et de la construction.

Ce concept d'urbanisation durable devra être repris dans les documents d'urbanisme des communes du parc.

2.4.1.2 Description des types d'interventions

Les types d'interventions proposés sont regroupés en 3 volets:

- Gestion équilibrée du territoire
- Qualité architecturale des zones urbanisées
- Politique foncière

a. Gestion équilibrée du territoire

Afin de respecter les divers types d'occupation de l'espace et d'anticiper les évolutions risquant d'en fragiliser les équilibres, le concept à développer doit proposer les outils nécessaires à une gestion durable du territoire :

- définir les enjeux et objectifs en matière d'urbanisation dans le respect des milieux naturels et du paysage, en incitant à une gestion économe et maîtrisée de l'espace, et en favoriser la densification du tissu urbain existant,
- pour ce faire, soutenir un développement urbain à l'intérieur des périmètres constructibles existants et favoriser le maintien d'une activité agricole et forestière permettant la permanence d'espaces naturels périphériques de qualité,
- préserver les entités villageoises et les espaces naturels qui caractérisent la mosaïque de paysages,
- mettre en place des chartes de développement urbain et paysager,
- inciter à une révision des documents d'urbanisme, notamment pour les communes soumises à une pression urbaine.

b. Qualité architecturale des zones urbanisées

La qualité paysagère du parc passe également par un urbanisme et une architecture contemporaine de qualité. Le concept devra ainsi servir à promouvoir une culture et une sensibilité à l'urbanisme et à l'architecture et à impulser des formes contemporaines adaptées au territoire du parc, en soutenant les actions suivantes :

- sensibilisation des élus, des maîtres d'œuvre et des habitants
- création d'un conseil en urbanisme et architecture au niveau du parc pour les projets d'impact et d'importance à définir
- harmonisation d'aménagement des espaces publics : entrées d'agglomération, traitement des espaces rues et des places, abords des bâtiments et monuments publics, aménagements des promenades et jardins publics, aménagement des espaces verts et entretien des végétaux (charte des espaces publics)
- lancer des projets d'architecture et d'urbanisme innovant sous forme de concours d'idées ou de consultations rémunérées pour opération d'habitat, bâtiments (artisanaux, agricoles, publics) ; mettre en pratique le concept des éco-quartiers
- valorisation des savoir-faire traditionnels, des techniques innovantes de construction et des matériaux économes en énergie
- créer un référentiel d'urbanisme et d'architecture pour le parc pouvant préciser les formes urbaines, les modes d'implantation des constructions, les volumes et hauteurs, les modes d'intégration dans la pente et le paysage , etc.

c. Politique foncière

Le concept d'urbanisation pourra intégrer une approche prospective sur le foncier et la construction, sur la base des PAG communaux, pour confirmer les potentialités d'aménagement, de développement à l'échelle du parc et accompagner la gestion de l'occupation de l'espace. Cette approche tiendra compte des préoccupations propres au PVD, en termes de protection des paysages, protection des sites d'intérêt naturel et de leur importance dans un contexte de réseau écologique.

Le concept pourra inciter à la création de réserves foncières communales ou intercommunales.

Cette proposition intègre la mise en place d'un système d'observation avec l'appui des organismes disposant des données.

2.4.1.3 Partenaires et leurs rôles

Les principaux partenaires à associer au Concept touristique global sont les suivants :

Parc : animation, conseil technique, coordination, maître d'ouvrage de certains projets, soutien à des projets pilotes exemplaires, centralisation du suivi

Communes : maîtrise d'ouvrage de certaines actions et opérations

Etat : maîtrise d'ouvrage de certaines actions et opérations ; soutien financier et technique à la mise en application de projets à caractère pilote

Autres : habitants, acteurs économiques, agriculteurs et forestiers

2.4.1.4 Opérationnalisation

En vue d'amorcer et d'assurer une opérationnalisation du PVD Our, le Parc et ses partenaires locaux et nationaux, après concertation, s'engagent sur une première série d'actions concrètes (actions, projets, lancement de processus, études, mise en place d'outils, etc.) à caractère non limitatif.

Cette rubrique sera donc complétée par les gestionnaires du Parc après concertation.

N°	Actions, projets ou engagements concrets	Objectifs à atteindre	délais	Modalités et moyens
2314.1	Gestion équilibrée du territoire			
2314.2	Qualité architecturale			
2314.3	Politique foncière			
2314.4				
2314.5				
2314.x				
2314.x				
2314.x				
2314.x				

2.4.1.5 Suivi et monitoring

Le Parc assurera la coordination et le suivi du Concept de tourisme durable afin de rendre compte des actions réalisées et des progrès accomplis ainsi que pour diffuser les meilleures pratiques.

Les indicateurs de suivi proposés sont les suivants :

- Nombre de chartes de développement urbain et paysager
- Nombre de chartes des espaces publics
- Nombre de projets d'architecture et d'urbanisme innovant sous forme de concours d'idées ou de consultations rémunérées
- Nombre de PAG révisés.

2.4.1.6 Complémentarité et synergies avec les autres interventions

Cette partie sera complétée à la fin du processus.

2.4.2 Concept de tourisme durable

Pour rappel, outre le tourisme vert et l'écotourisme qui prennent appui sur la qualité naturelle et environnementale du parc, ce dernier possède aussi des centres touristiques culturels importants, comme Vianden, Clervaux et Troisvierges.

Au cours des dernières années, de nombreux produits touristiques associant intérêt naturel et culturel se sont développés, à titre d'exemple 7 circuits VTT d'une longueur totale de 300 km, le Velos-tOUR associé aux « Jardins à suivre », d'autres circuits vélo balisés, des sentiers nature (« Cornelysmillen ») et circuits thématiques « Champs Elysées », sentier sonore « Klangwanderwee » (Hoscheid), Sentier des Passeurs (Troisvierges), pour ne citer que les derniers créés.

Le développement de cette offre récente montre l'activité du parc dans le domaine tourisme et son intérêt à utiliser le vecteur du tourisme comme moyen de valorisation de son territoire.

2.4.2.1 Objectifs

Objectif stratégique de l'Axe 3	Développement et aménagement durable Impulser et accompagner les initiatives de développement économique et urbain pour qu'elles s'inscrivent dans une dynamique de développement durable
Contribution aux objectifs spécifiques de l'axe	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir un concept touristique durable - Promouvoir un d'aménagement respectueux des paysages et patrimoines naturels - Organiser la fréquentation des espaces naturels
Thèmes concernés	Paysages, biodiversité, agriculture, sylviculture, urbanisation, économie

Dans un objectif de valorisation touristique basée prioritairement sur les qualités naturelles et paysagères du parc, le Concept touristique a pour finalité de soutenir un programme de développement touristique durable promouvant une image commune à l'échelle du parc.

La stratégie et le plan d'actions de développement touristique durable à définir feront référence aux principes de la charte européenne du tourisme durable.

2.4.2.2 Description des types d'interventions

Les types d'interventions qui sont proposés relèvent de 4 principaux groupes d'action :

- Définition d'un tourisme durable pour les espaces à protéger
- Développement de produits touristiques « durables »
- Labellisation des aménagements, équipements, infrastructures
- Accueil, l'information et la communication

a. Définition d'un concept de tourisme durable pour les espaces à protéger

- Réalisation d'un diagnostic du territoire (opportunités et problèmes) et définition de l'orientation touristique la plus appropriée
- Réalisation d'un diagnostic des activités par acteur touristique ; mise en adéquation de l'offre avec les attentes des visiteurs et l'identité du parc

- Intégration des principes de développement durable dans les produits touristiques
- Définition d'un programme à moyen terme (5 ans) : délimitation des zones d'accueil, évaluation des patrimoines et organisation de la fréquentation des visiteurs
- Contrôle de l'impact des fréquentations sur les lieux fragiles, la flore et la faune

b. Développement de produits touristiques « durables »

- Définition et mise en oeuvre des projets de valorisation touristique des patrimoines naturels, paysagers et culturels ayant vocation à sensibiliser le public au respect de l'environnement (sentiers à thèmes, petit patrimoine rural, musées locaux)
- Schéma d'organisation et de développement des activités de plein air (aménagement des sites, gestion des conflits d'usage, manifestations diverses, circulation motorisée dans les espaces naturels)
- Développement de la randonnée itinérante
- Développement d'autres produits de tourisme nature (excursions guidées)
- Gestion du réseau des sentiers balisés

c. Labellisation des aménagements, équipements, infrastructures

- Développement de la marque « Parc », pour les hébergements touristiques, les prestations de randonnée, l'animation, la formation et la promotion, respectant les principes de développement durable
- Soutien à la mise en place de méthodes de gestion environnementale dans les structures et équipements touristiques : économie d'énergie, utilisation d'énergies renouvelables, respect des rythmes saisonniers, etc.

d. Accueil, information, communication et participation

- Requalification de la signalétique routière et générale (image Parc)
- Mise en place d'un plan de gestion des flux touristiques
- Réseau de relais d'information ; accueil et informations sur les sites et itinéraires de randonnée ; information de qualité encourageant les visiteurs au respect et à la protection de l'environnement
- Définition de programmes d'accueil en faveur de publics spécifiques : seniors, personnes à mobilité réduite et handicapés, enfants, personnes à faible revenu
- Partenariat actif et consultation permanente des acteurs du tourisme ; définition des besoins de formation des acteurs
- Système de suivi des indicateurs de fréquentation touristique rapporté au seul territoire du parc
- Implication de la population : favoriser l'emploi local ; assurer une bonne communication habitants-touristes ; identifier les conflits potentiels

2.4.2.3 Partenaires et rôles

Les principaux partenaires à associer au Concept touristique global sont les suivants :

Parc : animation, conseil technique, coordination, maître d'ouvrage de certains projets, soutien à des projets pilotes exemplaires, centralisation du suivi,

Communes : maîtrise d'ouvrage de certaines actions et opérations

Organisations touristiques et syndicat d'initiatives : assistance à la maîtrise d'ouvrage de certaines actions et opérations ; implication des réseaux existants

Etat : maîtrise d'ouvrage de certaines actions et opérations ; soutien financier et technique à la mise en application de projets à caractère pilote.

Autres : acteurs du tourisme au sens large à associer et mobiliser : secteurs de l'agriculture, de la sylviculture, de l'hébergement (hôtels, restaurants, campings, centres de vacances, autres) et du développement urbain.

2.4.2.4 Opérationnalisation

En vue d'amorcer et d'assurer une opérationnalisation du PVD Our, le Parc et ses partenaires locaux et nationaux, après concertation, s'engagent sur une première série d'actions concrètes (actions, projets, lancement de processus, études, mise en place d'outils, etc.) à caractère non limitatif.

Cette rubrique sera donc complétée, mais par les gestionnaires du Parc après concertation.

N°	Actions, projets ou engagements concrets	Objectifs à atteindre	délais	Modalités et moyens
2324.1	Concept pour les espaces à protéger			
2324.2	Produits touristiques durables			
2324.3	Labellisation			
2324.4	Accueil, information, communication			
2324.x				
2324.x				
2324.x				
2324.x				
2324.x				

2.4.2.5 Suivi et monitoring

Le Parc assurera la coordination et le suivi du Concept de tourisme durable afin de rendre compte des actions réalisées et des progrès accomplis ainsi que pour diffuser les meilleures pratiques.

Les indicateurs de suivi proposés sont les suivants :

- Nombre de produits touristiques durables développés (sentiers à thèmes, excursions guidées, etc.)
- Nombre d'équipements et d'infrastructures labellisés
- Nombre d'acteurs touristiques impliqués

2.4.2.6 Complémentarité et synergies avec les autres interventions

Cette partie sera complétée à la fin du processus.

2.5 Proposition d'actions localisées

Selon le tableau figurant en page 45 et repris ci-dessous, la totalité des communes disposent de sites à valoriser.

PN Our - PRINCIPAUX ATOUTS TOURISTIQUES A VALORISER												
	Troisvierges	Heinerscheid	Hosingen	Clervaux	Munshausen	Kiischpelt	Consthum	Vanden	Putscheid	Tandel	Hoscheid	Totaux
Espaces naturels protégés/ à protéger du Parc Naturel de l'Our												
Zones de Protection classée (1) - potentielles (niveau national)												
ZH 01 Hautbellain - Foschtbaach	1											1
ZH 02 Hautbellain - Rittfenn	1											1
ZH 04 Troisvierges - Cornelysmillen	1											1
ZH 05 Binsfeld - Luckerschbaach	1											1
ZH 06 Wilwerdange - Conzefenn ⁽¹⁾	1											1
ZH 14 Wahlhausenerdickt - Sauerwis			1						1		1	3
ZH 81 Reuler - Clervaux - Irbech		1		1	1							3
ZH 83 Weicherdange - Breichen				1								1
ZH 89 Binsfeld - Hollermillen	1											1
RD 26 Basbellain - Schucklai	1											1
RD 30 Vallée de l'Our - 3 Frontières - Dasbourg		1	1		1							3
RF 01 Wahlhausen - Akeschterbaach			1						1			2
RF 13 Lellingen-Freng/Baerel						1						1
RF 14 Hoscheid-Molberlay											1	1
Réserves forestières intégrales (niveau national)												
RFI 01 Kailslee		1										1
RFI 02 Frauenwald		1										1
RFI 04 Bärel						1						1
RFI 05 Akescht			1									1
RFI 09 Groussebësch										1		1
Zones protégées d'intérêt communautaire Natura 2000 (ZSC / Habitats; ZPS / Oiseaux)												
LU 001002 : Vallée de l'Our de Ouren (B) à Bettel		1	1		1			1	1	1		6
LU 001004 : Weicherdange-Breichen				1								1
LU 001006 : Vallées de la Sûre, de la Wiltz, de la Clerve et de la Lellgerbaach						1						1
LU 001033 : Wilwerdange-Conzefenn	1											1
LU 001038 : Troisvierges-Cornelysmillen	1											1
LU 002003 : Vallée Supérieure de l'Our et affluents de Lieler à Dasbourg (D)		1										1
LU 002001 : Vallée de la Woltz et affluents de la source à Troisvierges	1											1
Totaux	10	6	5	3	3	3	0	1	3	2	2	38
Infrastructures culturelles et touristiques du Parc Naturel de l'Our												
Musées				3				4	1			8
Lieux de culte (églises, chapelles, abbayes)	3	1	1	3	2	5	1	4				20
Châteaux				1		1		1		1		4
Autres Monuments		2		2								4
Festivals / Manifestations	1	1	2	1	1			1				7
Autres intérêts culturels	1	2	1	1	2	1	1	3	1	1	1	15
Hébergement (hôtels, campings, gîtes, auberges)	4	3	7	14	1	6		19	3	3		60
Totaux	9	9	11	25	6	13	2	32	5	5	1	118

⁽¹⁾ Site classé par RGD du 31/03/2008

Il ressort que ce sont les communes du nord du territoire du parc qui comprennent le plus grand nombre de sites d'intérêt naturel, bien qu'il faille considérer que ces sites s'étendent sur plusieurs communes, ils ne concernent parfois que très marginalement le territoire de certaines.

Les communes de plus grande notoriété culturelle et touristique sont Clervaux et Vianden et elles sont toutes les deux localisées dans une zone de protection communautaire, associant un double potentiel de valorisation.

Le Concept de tourisme durable proposé devra permettre d'affiner le rôle de chacune de ces zones, selon son intérêt, sa capacité à accueillir du public et son accessibilité, mais aussi en fonction du type d'activités qui pourrait y être associé.

Le parc bénéficie d'un réseau de pistes cyclables qui sillonne le territoire et qui est à intégrer dans ce concept comme support de découverte des espaces naturels et culturels retenus comme atouts touristiques du parc à valoriser.

Conclusion de la partie 2

L'élaboration de la stratégie de développement durable du Plan vert directeur du Parc naturel de l'Our a été un exercice long et intense qui s'est étalé sur près de trois ans.

Cette élaboration est une première au Grand Duché de Luxembourg dans la mesure où c'est la première fois qu'était préparé un Plan vert directeur dans le cadre d'un Parc naturel. Il a fallu chercher son chemin pour faire de ce plan un document réaliste, par rapport aux moyens et à la position du Parc Naturel de l'Our, et pragmatique, pour qu'il puisse structurer concrètement l'action du Parc dans les prochaines années.

La démarche s'est voulue résolument participative. Les communes ont été consultées aux moments clés du processus, afin qu'elles puissent comprendre la portée de l'exercice et s'exprimer sur une planification qui les concerne directement. Par ailleurs, à chaque étape importante, des discussions entre le commanditaire et l'équipe de consultants a permis non seulement de valider le travail au fur et à mesure mais de l'enrichir des apports des uns et des autres.

Le résultat est un plan concret et opérationnel, même si compte tenu des spécificités, il reste à un niveau de cadrage et d'orientations qui renvoie à des travaux d'identification et de préparation par thème. Le Plan vert directeur ne doit donc pas être perçu comme **un document fini**, livré « clés en main », car il est voulu et conçu comme **l'amorce d'un processus de travail participatif et volontariste**, appelé à être approprié par les partenaires politiques, administratifs et économiques du parc, à se développer avec le temps et à s'enrichir en permanence.

Le Plan vert directeur s'appuie et s'articule autour d'un thème fédérateur, celui des **paysages, qui est apparu comme particulièrement bien adapté à la vallée de l'Our. En effet, ceux-ci constituent un capital de très haute valeur qui mérite d'être valorisé et préservé.** La diversité des paysages est impressionnante tout au long de l'Our, avec alternance de hauts plateaux et de vallées rocheuses, autant de sites qui servent d'habitat à une flore et une faune d'une grande diversité. Les paysages de la vallée de l'Our sont aussi l'affaire des hommes qui les façonnent depuis des siècles par l'édification de châteaux, de villes et de villages, mais aussi par les activités d'exploitation agricole et forestière qu'ils y mènent.

La thématique paysagère est ainsi proposée comme facteur d'identité et de visibilité du territoire du parc naturel de l'Our. Elle a pour vocation de soutenir et de renforcer une **image de qualité, d'exemplarité et d'excellence**. La thématique paysagère constitue un enjeu essentiel « supra-communal » pour toutes les communes du Parc qui doivent rester à l'initiative des actions à mener.

Ainsi présenté, le Plan vert directeur contribuera à asseoir le **rôle du parc** en lui attribuant plus clairement une mission **d'animateur du processus** engagé, mais aussi de **coordinateur de projets et d'actions**, de centres de services pour des produits vitaux de gestion (par exemple SIG), et si nécessaire de **lobbyiste** pour les principaux groupes d'actions. Il aura un rôle **d'interlocuteur privilégié des ministères** pour la mise en œuvre des politiques nationales (plans sectoriels notamment).



PARTIE 3

Projet de charte paysagère

(Première version juin 2008,
compilée octobre 2008, finalisée janvier 2009)

INTRODUCTION

La proposition de charte paysagère qui suit fait référence au diagnostic du Plan vert directeur présenté en Partie 1 du présent rapport, mais aussi et surtout au chapitre 2.1 présentant le Plan paysage et les objectifs de la charte paysagère.

La proposition de charte fait directement référence à la Convention Européenne du Paysage signée à Florence le 20 octobre 2000, mais elle sera également à considérer comme un outil de mise en application et de prolongement de l'avant-projet Plan Sectoriel Grands Ensembles Paysagers.

La préparation de la présente charte a donné lieu à consulter plusieurs Chartes paysagères françaises élaborées pour divers parc naturels régionaux en France et regroupements de communes en « Pays », notamment le Parc naturel du Pays ruthénois, le Parc naturel du Pays de Champagne, le Parc naturel du Pays du Gers, le Parc naturel du Pays Adour, Chalosse Tursan, le Parc naturel du Pays de Bray, et le Parc naturel du Pays Plateau de Caux Maritime.

Les modes de fonctionnement et objectifs des Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement (CAUE) en France ont également été considérés.

Par ailleurs, le projet de charte paysagère du Parc naturel Haute Sûre / Forêt d'Anlier a également été considéré, mais celle-ci est l'aboutissement d'une démarche très détaillée qui n'était pas l'objet de la présente mission d'élaboration de la stratégie du Plan vert directeur. Pour rappel, l'étude engagée comprend notamment les phases suivantes : Diagnostic, analyse évaluative, analyse descriptive, analyse évolutive, cartographie, Définition des objectifs, Critères d'évaluation des paysages.



I. Préalable à la création d'une charte paysagère

La démarche de création d'une charte paysagère est exposée en 4 questions :

1. Qu'est qu'une charte ?
2. A quoi répond une charte paysagère ?
3. Quel est son contenu ?
4. Comment définir le paysage ?

I.1. Qu'est ce qu'une charte ?

Une charte engage les parties qui la signent sur la base du **volontariat**. C'est un outil technique partagé par les acteurs générant un contrat moral. Elle n'est pas opposable au tiers et n'a **pas de valeur réglementaire**.

Pour la rendre effective, il lui faut une échéance, des modalités de mise en œuvre et de validation par les partenaires visés par son contenu.

Afin de pouvoir juger de l'adéquation des différents engagements pris par la charte avec les enjeux du territoire auquel elle s'applique, il est également nécessaire de définir, dès sa conception, des **moyens d'évaluation de sa mise en œuvre et de ses impacts**. Ainsi, ces outils d'évaluation permettront d'adapter les actions entreprises, de les compléter ou les corriger le cas échéant pendant la période de sa mise en œuvre.

La charte paysagère constitue donc un **document commun de référence**, un guide pour les acteurs locaux afin d'intégrer les enjeux paysagers dans leurs projets. C'est un **outil d'aide à la décision** pour les acteurs de territoire.

I.2. A quoi répond une charte paysagère ?

L'objectif général d'une charte paysagère est d'élaborer un **projet commun pour la protection, la valorisation, et la restauration du paysage**.

La volonté de réaliser une charte paysagère est d'abord le signe d'une prise de conscience commune: celle que le patrimoine naturel, paysager et bâti est un levier important pour le développement et l'identité du territoire. C'est aussi l'expression d'un constat : la qualité de ce patrimoine et son maintien sont tributaires d'une politique affirmée et partagée en matière de paysage, tant les mutations qui menacent le cadre de vie se sont généralisées au cours des dernières décennies : banalisation des paysages naturels, étalement urbain, uniformisation architecturale, etc.

La charte s'établit donc sur une **vision partagée du paysage**, elle définit les actions à envisager **quant à son devenir et les moyens de leur mise en œuvre**.

I.3. Quel est son contenu ?

Chaque charte est unique, mais son canevas est en général composé de trois parties¹⁰ :

- Un **diagnostic** partagé qui recense les caractéristiques et les enjeux paysagers majeurs ;
- Les **objectifs** sur lesquels les parties s'engagent. Ceux-ci se structurent autour de deux thèmes : le développement socio-économique du territoire et la protection/valorisation de l'environnement (naturel et urbain). Des engagements concernant le partenariat entre les signataires et/ou la participation de la population locale sont le plus souvent également associés. ;
- Une **boîte à outils** qui reprend les éléments de cadrage issus des textes réglementaires, les projets opérationnels, les modalités de financement et de mise en œuvre des partenariats, etc... Elle peut être conçue sous forme de fiches pour chacun des thèmes abordés par les objectifs de la charte.

I.4. Comment définir le paysage ?

Selon la convention européenne du paysage signée en 2000 à Florence, « le paysage désigne une partie de territoire telle que perçue par les populations, dont le caractère résulte de l'action de facteurs naturels et/ou humains et de leurs interrelations. »

Par cette définition, la convention de Florence reconnaît que le paysage résulte à la fois de **critères naturels et de facteurs culturels** qui ont un impact sur l'aménagement de l'espace tels que l'urbanisation, le développement de l'activité économique (agriculture, zone d'activité, tourisme, etc...).

Pour aller plus loin, la convention européenne dans son article 5 stipule que « chaque partie s'engage à **reconnaître juridiquement le paysage en tant que composante essentielle du cadre de vie des populations**, expression de la diversité de leur patrimoine commun culturel et naturel, et fondement de leur identité. ».

Le Conseil de l'Europe définit quant à lui le paysage comme la « Portion déterminée du territoire telle que perçue par les populations, dont le caractère résulte de l'action de facteurs naturels et/ou humains et de leurs interrelations ». Le paysage traduit ainsi directement la relation de l'homme au milieu qui l'entoure.

Ainsi, le paysage n'est pas seulement saisi comme un objet environnemental mais bien comme un des éléments constitutifs de l'identité des populations locales.

Pour définir un paysage, il est donc nécessaire de **prendre en compte ses caractéristiques naturelles, urbaines, économiques et la perception qu'ont les populations locales de leur cadre de vie**.

¹⁰ L'analyse de plusieurs chartes de parcs naturels français démontre que certaines vont plus se focaliser sur la méthode (cf. charte paysagère du Pays Adour Chalosse Tursan), d'autres sur des principes généraux (cf. charte du pays de Bray) et d'autres encore auront un contenu beaucoup plus opérationnel et incarné dans le territoire (cf. charte paysagère du Pays de Champagne).

II. Plan vert directeur du Parc Naturel de l'Our : Proposition de charte paysagère

Cette proposition de charte paysagère fait directement référence à la décision qui découle des étapes précédentes de la mission de **retenir le thème du paysage comme un thème fédérateur et central de la stratégie de développement durable** du Plan vert directeur.

Elle s'inscrit dans l'axe 1 de la stratégie proposée : « Protection et mise en valeur des paysages » dont les objectifs ont été résumés comme suit :

Objectif stratégique de l'Axe 1	Valorisation du territoire et identité paysagère Renforcer l'identité du territoire et sa gestion durable en faisant de la protection et de la mise en valeur des paysages un thème fédérateur pour tous les acteurs
Contribution aux objectifs spécifiques de l'axe	<ul style="list-style-type: none"> - Valoriser l'identité paysagère du parc - Améliorer la connaissance des paysages du parc - Informer, sensibiliser et mobiliser les acteurs sur la protection et la mise en valeur des paysages - Prévenir les risques d'atteintes au paysage
Thèmes concernés	Agriculture, sylviculture, urbanisation, économie, dont tourisme

Cette proposition s'articule en 3 volets :

1. Saisir le paysage : définition de la convention européenne de Florence et Plan Sectoriel Grands Ensembles Paysagers
2. Caractéristiques et enjeux du paysage du PN Our
3. Thèmes d'engagements

II.1 Saisir le paysage :

Il est proposé de « saisir le paysage » à partir de 2 cadres opérationnels complémentaires : d'une part la « Convention européenne de Florence », et d'autre part, le « Plan Sectoriel Grands Ensembles Paysagers »

- **Convention européenne de Florence**

Comme vu précédemment, la Convention de Florence énonce que « le paysage désigne une partie de territoire telle que perçue par les populations, dont le caractère résulte de l'action de facteurs naturels et/ou humains et de leurs interrelations ».

Il est donc nécessaire de **caractériser le paysage** dans sa dimension naturelle, humaine et en tant qu'objet identitaire pour les populations, ainsi que de prendre en compte ses processus de transformation.

L'objectif principal de la convention européenne est de « **promouvoir la protection, la gestion et l'aménagement des paysages** ». Dans ce but, un certain nombre d'actions sont prescrites :

- Accroître la sensibilisation de la société civile, des professionnels et des acteurs locaux à la valeur des paysages ;
- Promouvoir la connaissance des paysages auprès des professionnels et des jeunes (par la formation de professionnels, l'enseignement scolaire, ...) ;
- Développer l'identification des paysages par les acteurs locaux : analyser leurs caractéristiques et leurs dynamiques ainsi que leurs transformations, et les qualifier en tenant compte de la valeur attribuée par la population locale ;
- Formuler des objectifs de qualité paysagère en accord avec le public.

De plus, sur le plan de la méthode européenne et afin de favoriser l'échange d'expériences, la coopération transfrontalière est encouragée.

• **Plan Sectoriel Grands Ensembles Paysagers**¹¹

L'avant-projet de Plan Sectoriel Grands Paysages fixe un cadre dont le Plan vert directeur s'engage à tenir compte, d'autant plus que le territoire du Parc de l'Our est pressenti comme territoire pilote de la mise en œuvre de ce plan.

Il se structure autour de quatre piliers qui classifient les territoires selon leur vocation :

- ***Diversité biologique :***

Ce pilier concerne les espaces ayant une valeur particulière en termes de diversité biologique :

- Rareté et menaces,
- Proximité de la nature et intensité d'utilisation,
- Espèces animales en danger,
- Diversité d'habitats,
- Cohérence spatiale.

- ***Paysages culturels et naturels (application de la convention de Florence) :***

Ce pilier concerne le paysage identifié comme patrimoine naturel et culturel, ainsi que de facteurs de qualité de vie :

- Morphologie, structure et fonctions du paysage,
- Evolution du paysage et processus de transformation,
- Perception et définition sociale du paysage.

- ***Fonctions récréatives :***

Ce pilier concerne les espaces dont la destination majeure est associée aux loisirs :

- Structure des paysages liés aux loisirs,
- Accessibilité,
- Aménagement anti-bruit et tranquillité,
- Territoire cible pour les loisirs de proximité au niveau régional et le tourisme.

- ***Développement urbain et maintien des milieux ouverts :***

Ce pilier concerne les milieux ouverts à vocation de loisirs de proximité et d'aménagement de l'espace urbain :

- Répartition spatiale de la population,

¹¹ Données issues de la documentation « Landschaft » Erste Landschaftskonferenz du 6 novembre 2007 et du compte-rendu de la réunion CE du 6 décembre 2007

- Territoires multifonctionnels en termes de loisirs de proximité,
- Espaces libres ayant un intérêt paysager.

Sur base de cette évaluation, le Plan sectoriel propose de classer le paysage en 3 zones principales :

- Zones prioritaires de protection du paysage comme héritage culturel / héritage naturel / diversité biologique : surfaces spécialisées selon l'objet de leur protection
- Zones d'importance particulière qui couvrent les mêmes secteurs
- Zone d'intégration paysagère : mesures d'amélioration des points noirs.

Cette classification sera la base de la structure paysagère du parc. Elle pourra être affinée et détaillée selon les besoins et intérêts propres du parc.

II.2. Caractéristiques et enjeux du paysage du PN Our

• Comment construire un diagnostic de paysage ?

Si l'on se réfère aux chartes paysagères françaises, les principaux **éléments constitutifs d'un diagnostic de paysage** sont déterminés comme suit :

- Les éléments marquants du milieu géophysique et leurs caractéristiques en termes de structure, morphologie et couverture végétale (ex : vallée, relief, plaine, etc....) .
- Les éléments identitaires du patrimoine naturel et bâti :
 - Structures environnementales : biotopes, forêts, rivières, prairies, parcs, cultures agricoles... ,
 - Patrimoine architectural : monuments historiques (églises, châteaux...), bâtiments ayant une fonction locale typique (ex : moulin, corps de ferme, etc...) ; infrastructures de transports (maillage de différents niveaux, chemin de fer, etc...).
- Les éléments remarquables qui donnent une identité au paysage local :
 - Les couleurs,
 - Les motifs,
 - Les matériaux.

Ce diagnostic est à réaliser avec des experts en collaboration avec les habitants du parc. En effet, c'est la mise en valeur de ces éléments qui va créer une unité de style, un paysage remarqué et, donc, une identité au territoire.

• Enjeux pour le paysage du parc, issus du diagnostic du PVD

L'étape « Diagnostic des enjeux du Plan vert directeur » a conclu à l'intérêt de choisir le paysage comme objectif central et transversal du PVD et comme point d'articulation autour duquel fédérer les différents acteurs dans une vision partagée du parc, exemplaire et innovante.

Le paysage se trouve donc au cœur du PVD et la charte est proposée comme le premier acte fort confirmant la volonté de valoriser le paysage pour renforcer l'identité du territoire du parc.

Le diagnostic du PVD a révélé comme grands traits du paysage les éléments structurants suivants :

- **Concernant le patrimoine naturel :**

- Les vallées profondes, notamment celle de l'Our, et leur couverture forestière constituent la pierre angulaire du paysage du parc naturel.
- Le parc jouit d'une grande diversité d'habitats et de biotopes qui favorisent la présence d'une faune et d'une flore remarquable et diversifiée. Il englobe 7 sites Natura 2000, 1 site d'intérêt national classé ainsi que 13 zones potentielles de protection couvrant des prairies maigres et zones humides. Cependant, ces espaces pâttissent de leur fragmentation et/ou de la menace de leur réduction. On note également une tendance à la banalisation et à l'artificialisation de ces milieux qui portent préjudice aux espèces indigènes.
- Le paysage agricole est marqué par la répartition entre prairies, pâturages et terres cultivées (respectivement les 2/5 et 3/5 des surfaces agricoles), qui reflète la spécialisation régionale des exploitations vers l'élevage, alors que les cultures de maïs pour le biogaz s'étendent. Le paysage agricole est caractéristique du parc par son étendue, mais manque de structures de liaison avec les espaces forestiers qui l'entourent.
- Les forêts recouvrent quasiment la moitié du territoire du parc. Elles constituent donc un élément primordial du paysage. Elles sont majoritairement situées sur de fortes pentes. Les peuplements résineux y sont dominants devant les chênaies.
- Il existe des projets de contournement routiers des traversées de Hosingen, Heinerscheid, Troisvierges et de Clervaux qui pourraient avoir un impact sur les zones paysagères sensibles voisines.
- L'eau est un élément important dans le parc, avec 3 cours d'eau principaux et une trentaine de sources concentrées au nord du parc. La qualité de l'eau de l'Our contribue à offrir encore un habitat viable pour la moule perlière et la loutre. Les actions de protection naturelle et paysagère des vallées (comme le désenrésinement) sont à poursuivre.

- **Concernant le patrimoine urbain/architectural :**

- Les villages sont de moins en moins bien intégrés au paysage naturel, surtout sur les plateaux, en raison de leurs extensions urbaines le long des routes et de la suppression des éléments traditionnels de structuration du paysage (haies, vergers, etc...).
- La connaissance du patrimoine bâti, de sa qualité et de ses caractéristiques au sein du parc est très lacunaire et disparate.
- Les impacts des zones d'activités économiques sur le paysage sont perçus, mais pas précisément évalués. La création de nouvelles zones devra refléter une vision plus intégrée et harmonieuse de leur localisation.
- Le paysage du parc est marqué par le tracé de la RN7 qui est très fréquentée. Ses abords souffrent d'un déficit de qualité paysagère (selon les cartes établies pour le PSP).

- On remarque un manque de visibilité de l'identité touristique propre du parc. L'offre en structures d'accueil est concentrée sur Vianden et Clervaux et les petites structures plus centrées sur les particularités naturelles du territoire du parc sont encore peu valorisées. L'écotourisme, et les opportunités qu'il représente en termes de structure d'accueil restent sous-exploités.
- La présence d'un parc d'éoliennes contribue à marquer le paysage.

Face à ce constat sur les caractéristiques physiques du Parc, quatre types d'interventions ont été proposés au chapitre 2.1.1.2 de la partie 2 du rapport « Définition de la stratégie et catalogue de mesures ». Pour rappel, elles concernent :

- ➔ **Intervention a) Identification et qualification des paysages**
- ➔ **Intervention b) Définition d'objectifs de qualité paysagère**
- ➔ **Intervention c) Mise en œuvre de stratégies paysagères et moyens d'intervention**
- ➔ **Intervention d) Mise en place de procédure de participation publique**

Nous avons choisi de reprendre les mesures proposées pour chacune de ces interventions au travers des thèmes d'engagements suivants.

II.3. Thèmes d'engagements :

Les thèmes d'engagements proposés pour la charte reprennent les principaux enjeux identifiés dans la partie « Diagnostic » de la mission. Ils concernent ainsi directement la connaissance, la valorisation, la protection, la reconquête et la promotion des différentes constituantes du patrimoine paysager du territoire du parc.

- **Engagement sur la connaissance et la valorisation partagée du paysage :**

- Réaliser un diagnostic partagé sur tout le territoire du parc, via des études « techniques » avec des paysagistes, des urbanistes, etc., pour pallier le déficit de connaissance constaté quant à l'identification des points forts et des points noirs du paysage sur le territoire du parc. Cette situation conduit à un manque de lisibilité de l'identité du parc, autour de laquelle fédérer ses acteurs et développer son attractivité touristique.

Ex : prise de photos du patrimoine symbolique du territoire du parc (naturel, historique, architectural, matériaux, couleurs typiques etc...)

➔ Intervention a) : développer une meilleure connaissance des paysages en appliquant des méthodes d'identification et de qualification des paysages relevant leurs caractéristiques

- Lancer une consultation auprès de la population et des acteurs locaux (et notamment des agriculteurs) sur la perception de leur environnement, leur identification des objets/lieux/formes patrimoniales, et leur jugement concernant leur qualité de cadre de vie et sur son évolution.

*Ex : Analyse historique de l'évolution/transformation du paysage.
Questionnaire à l'échelle du parc auprès des habitants*

Constitution de groupes de travail thématiques associant élus, professionnels, associations et habitants (sur le développement de l'agriculture, la protection des ensembles naturels, le patrimoine architectural, etc...)

→ Intervention d) : mise en place de procédures de participation publique

- Développer la collaboration inter-parc et transfrontalière pour partager les expériences et réaliser un diagnostic partagé du paysage.

→ Intervention a) : suivre la transformation des paysages en favorisant des échanges d'expériences et de méthodologie au niveau de la Grande Région et de l'Europe

• **Engagement sur la protection et la reconquête du patrimoine paysager :**

- Continuer et renforcer la protection des milieux d'intérêt à la fois écologique et paysager, comme les vallées des cours d'eau et les milieux forestiers, en prenant pour référence les programmes nationaux et directives européennes (Plan National pour la Protection de la Nature, Plan Sectoriel Grands Ensembles Paysagers, etc.). Dans ce cadre, favoriser l'engagement d'actions transfrontalières.

Ex : réaliser un inventaire matriciel des programmes et autres outils de protection et de gestion existants

Procéder au classement des zones sensibles d'intérêt national...

→ Intervention c) : Elaborer sur les sites exceptionnels des plans de gestion intégrant des mesures réglementaires harmonisées de protection

- Développer des actions de sensibilisation des habitants et des acteurs locaux à la protection et à la reconnaissance de son patrimoine.

Ex : parcours de découverte, panneaux didactiques sur les paysages, la faune et la flore, etc...

- Réintroduire des éléments de structure traditionnels du paysage là où c'est possible

Ex : haies et autres éléments de structure en bordure de parcelles agricoles, etc.

→ Intervention c) : Poursuivre et développer des programmes de gestion pour les espaces ruraux de transition

- Requalifier les entrées et sorties de villages, ainsi que les espaces ouverts les plus visibles et fréquentés (abords des routes). Définir pour ce faire des zones pilotes.

Ex : traitement paysager avec essences indigènes, stationnements adaptés.

→ Intervention c) : Maîtriser les conséquences paysagères pouvant être liées à l'urbanisation, dont l'étalement urbain

- Initier le traitement paysager des zones d'activités et bâtiments industriels et agricoles

Ex : définition de critères de qualité visuelle de tels bâtiments (exigences de couleurs, de matériaux locaux : conseil sur l'architecture, façades, rénovation selon des normes environnementales...)

→ Intervention b) : Formuler des objectifs de qualité paysagère validés par consultation avec les partenaires

- Identifier les sites les plus dégradés et y initier des actions de revalorisation exemplaires
Ex : démantèlement d'installations ou d'équipements obsolètes, traitement paysager de friches diverses (anciens dépôts, carrières, etc), enfouissement des lignes ...

→ Intervention c) : Définir des actions pilotes de résorption des « points noirs paysagers »

- Requalifier ou aménager les espaces récréatifs : les rendre visibles et amènes pour le public

Ex : traitement paysager et mise en place d'une signalétique homogène sur tout le territoire du parc (traitement différencié des sols, panneaux d'indications, etc...), installation d'équipements sportifs et de loisirs, de jeux pour enfants, de bancs et tables pour pique-niques, etc...

→ Intervention c) : Définir un plan de signalétique et communication à l'échelle du parc

- **Engagement sur la promotion d'un développement économique durable :**

- Encourager le développement d'une agriculture extensive et diversifiée respectueuse de son environnement naturel (référence : règlement grand ducal du 22 mars 2002 et PDR) et la pratique d'une sylviculture proche de la nature

Ex : charte de qualité et label pour les produits locaux (ex : pâturage extensif, épandage d'engrais respectueux des sols, etc.)

→ Intervention c) : Assurer un conseil agricole permanent et harmonisé

- Promouvoir le tourisme durable avec des infrastructures respectueuses de l'environnement qui s'intègrent au paysage et encourager des pratiques de tourisme soucieuses du paysage

Ex : sentiers pédestres et itinéraires cyclables, etc.

→ Intervention c) : Assurer la protection paysagère du foncier agricole

- **Mettre en place une évaluation annuelle de la charte :**

- Créer une grille de lecture commune du paysage pour toutes les communes et rendre visibles des zones exemplaires pour leur qualité paysagère (vallée de l'Our).

- Evaluer les démarches mises en œuvre pour la sensibilisation de la population :

Ex : Combien d'actions ont été menées dans l'année ? Sous quelle forme (affiches, réunions, expositions, visites organisées ?) Combien de personnes concernées ?

- Evaluer les démarches de protection de l'environnement :

Ex : nombre d'actions de protection d'espèces animales ou végétales en danger : actions subventionnées ou actions locales ? Avec mise en place d'un partenariat transfrontalier ou pas ? Quelle évolution des populations protégées ?...

- Evaluer l'intégration paysagère des espaces urbanisés et des espaces de loisirs :

Ex : Comparaison avant/après avec reportage photos pour traitement paysager à l'entrée des villages

Résorption exemplaire de 2 ou 3 points noirs paysagers.

Evolution de la fréquentation des espaces récréatifs, etc...

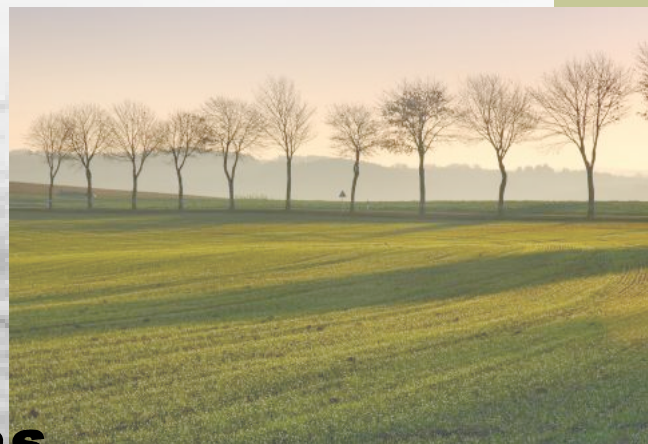
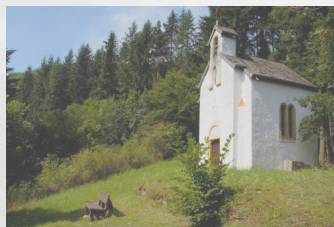
Mesures/critères architecturaux à inscrire au PAG des communes

- Evaluer l'impact de la charte sur le développement économique :

Ex : nombre de labels qualité obtenus ou mis en œuvre

Nombre d'infrastructures d'accueil d'écotourisme mises en place, etc...

→ hors cadre des 4 types d'intervention

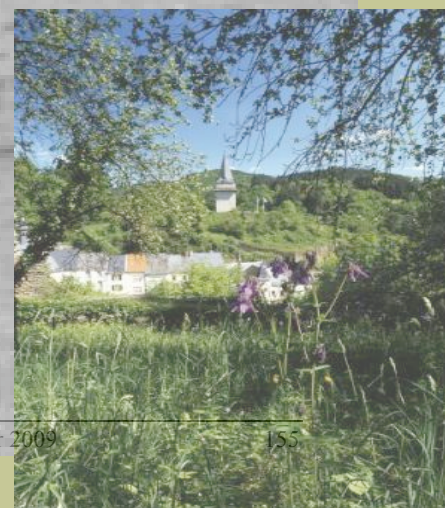
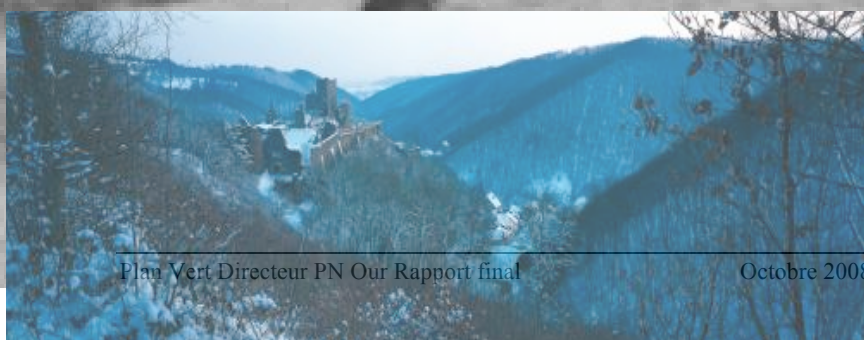


Annexes

Annexe 1 :
Statistiques - ch. 1.1 Agriculture

Annexe 2 :
Divers plans

Annexe 3 :
Trame de l'enquête réalisée auprès des communes
(hiver 2006-2007)



Tableau– Valeur et évolution par commune du nombre d'exploitations, de la taille moyenne des exploitations et de l'emploi agricole.

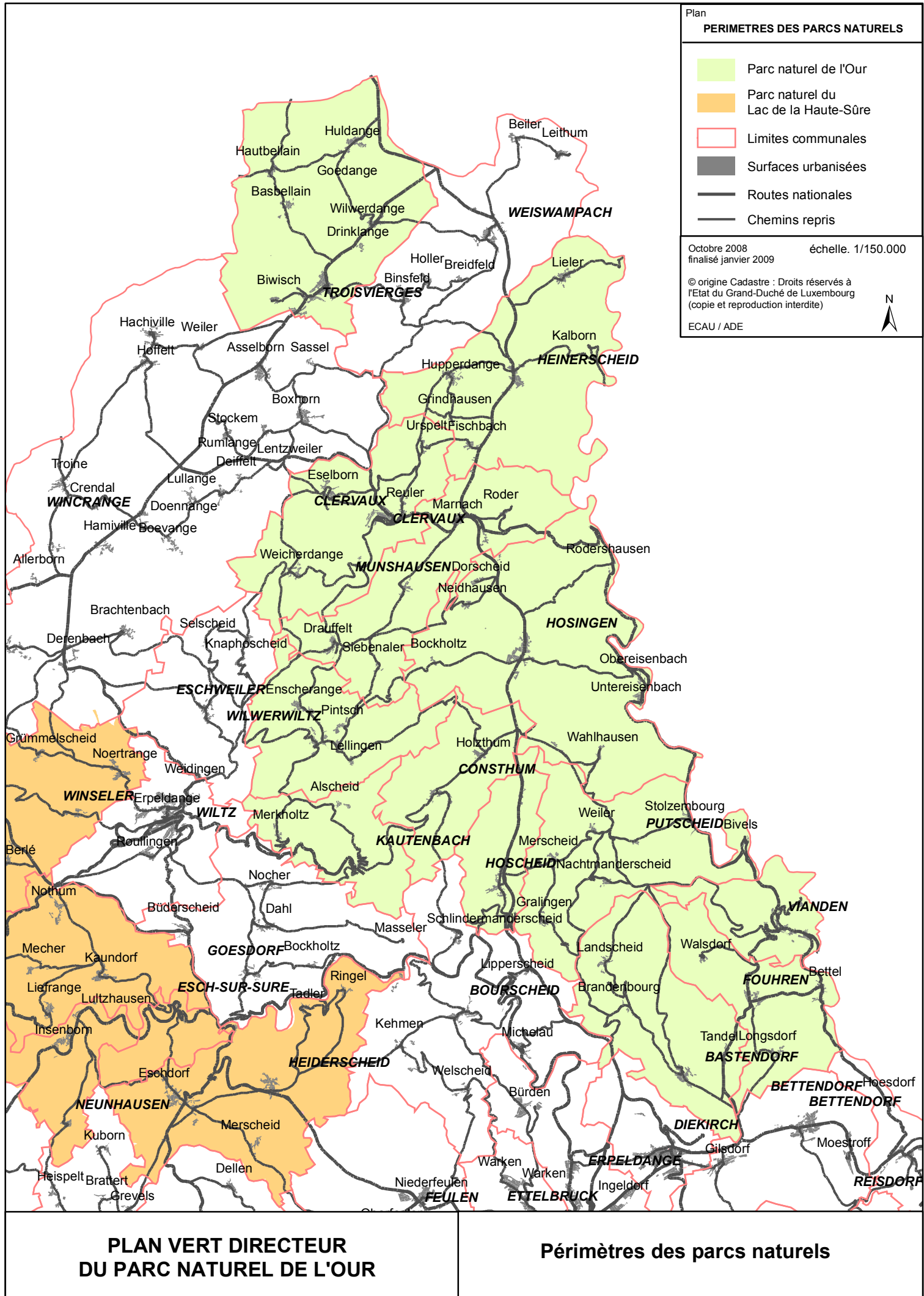
Communes	Nb d'exploitations			Taille moyenne des exploitations (Ha)			personne occupée >75% ou = 100%			personne occupée à 100%			Part des exploitations déclarant min. 1 personne à 100%		
	1998	2006	evol.	1998	2006	évol.	1998	2006	évol.	1998	2006	évol.	1998	2006	évol.
G-D Luxbg	2893	2321	-20%	43,9	55,5	26%	3168	2647	-16%	2090	1914	-8%	61%	65%	7%
Parc	309	236	-24%	44,5	58,5	32%	321	250	-22%	199	184	-8%	56%	60%	6%
Clervaux	14	10	-29%	60,6	103,7	71%	18	19	6%	10	17	+70%	67%	80%	20%
Consthum	10	7	-30%	61,8	101,6	64%	12	10	-17%	9	8	-11%	70%	86%	22%
Heinerscheid	48	35	-27%	51,2	69,6	36%	64	46	-28%	39	37	-5%	68%	77%	13%
Hosingen	44	32	-27%	45,7	62,9	38%	36	34	-6%	21	25	19%	50%	59%	19%
Munshausen	23	20	-13%	31,7	39,1	24%	15	13	-13%	7	8	14%	27%	32%	16%
Troisvierges	50	39	-22%	40,2	54,7	36%	52	39	-25%	31	30	-3%	50%	54%	8%
Hoscheid	12	11	-8%	34,8	36,0	3%	13	10	-23%	4	5	25%	33%	36%	9%
Putscheid	33	20	-39%	37,7	51,2	36%	30	16	-47%	19	10	-47%	47%	47%	1%
Vianden	2	2	0%	30,8	36,7	19%	-	-	-	2	1	-50%	50%	50%	0%
Kiischpelt	19	13	-32%	93,4	52,9	-43%	18	12	-33%	14	9	-36%	67%	54%	-19%
Tandel	54	47	-13%	93,7	53,3	-43%	61	50	-18%	43	34	-21%	72%	68%	-6%

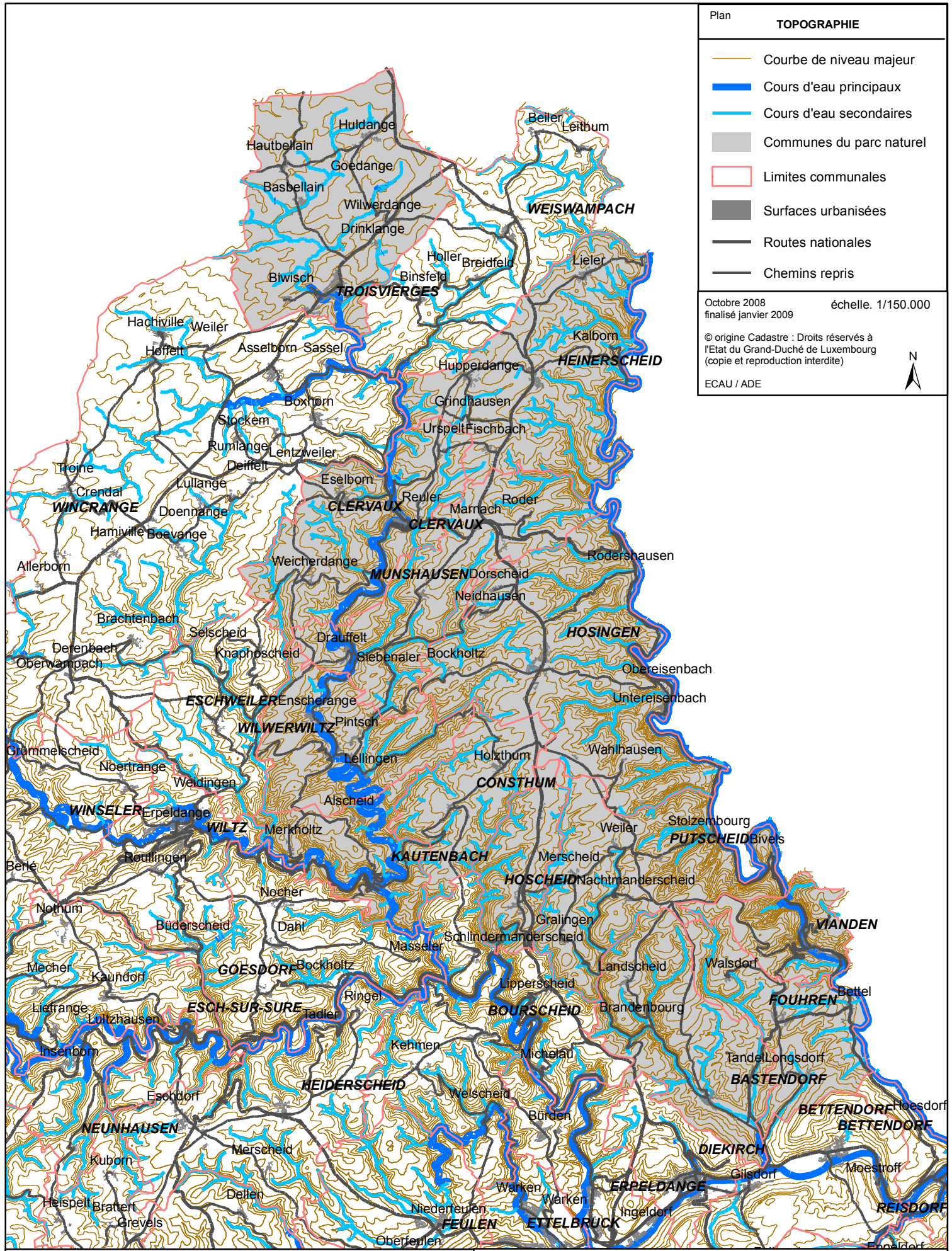
Tableau. – Bétail et cheptel.

Indicateur	unité	Parc Naturel de l'Our			GDL		Parc Naturel de l'Our dans GDL	
		1998	2006	Variation 1998/2006	2006	Variation 1998/2006	1998	2006
Cheptels								
Bovins	Têtes	21.300	18.632	-12,5%	183.640	-12,0%	10,2%	10,1%
Porcins	têtes	13.227	14.199	+7,3%	84.181	+3,4%	16,3%	16,9%
Volailles	têtes	2.938	1.016	-65,4%	82.577	+18,4%	4,2%	1,2%
Equidés	têtes	322	338	+5,0%	4.336	-7,4%	6,9%	7,8%
Abeilles dans les exploitations	Ruches	239	410	+71,5%	552	+1,8%	44,1%	74,3%
Nombre de bovines par Ha de terre agricole exploitées	Têtes/ha	1,55	1,35	-12,9%	1,42	-13,1%	94,5%	94,8%

Tableau. – Valeur et évolution par commune des surfaces agricoles utilisées (SAU) par les exploitations agricoles.

2006		GDL	Parc	Clervaux	Consthum	Heinerscheid	Hosingen	Munshausen	Troisvierges	Hoscheid	Kiischpelt	Tandel	Putscheid	Vianden
Terres arables	Expl	1648	196	10	7	34	25	15	28	9	9	40	17	2
	Ha	59665	7905	717	476	1591	1244	408	1175	200	264	1192	603	33
Prairies et paturages	Expl	1908	225	10	6	35	31	20	37	10	13	43	18	2
	Ha	67427	5846	320	234	843	766	374	956	196	424	1272	421	40
Surface agricole utilisée	Expl	2321	236	10	7	35	32	20	39	11	13	47	20	2
	Ha	128875	13799	1037	711	2437	2011	783	2131	396	688	2507	1024	73
Superficie non utilisée pour l'agriculture	Expl	1431	167	6	6	31	20	14	22	8	9	36	14	1
	Ha	7541	1292	60	56	237	133	113	79	40	48	412	110	3
Evolution 1998-2006 en valeur absolue		GDL	Parc	Clervaux	Consthum	Heinerscheid	Hosingen	Munshausen	Troisvierges	Hoscheid	Kiischpelt	Tandel	Putscheid	Vianden
Terres arables	Expl	-162	-81	-4	-2	-13	-12	-5	-15	-2	-8	-9	-11	0
	Ha	-1100	-539	152	38	-154	-33	-70	19	-52	-211	5	-256	21
Prairies et paturages	Expl	-134	-67	-3	-3	-11	-10	-2	-11	-2	-6	-6	-13	0
	Ha	1199	595	37	55	132	35	124	110	30	47	-5	38	-9
Surface agricole utilisée	Expl	-146	-73	-4	-3	-13	-12	-3	-11	-1	-6	-7	-13	0
	Ha	112	62	189	93	-21	2	54	124	-22	-164	15	-218	12
Superficie non utilisée pour l'agriculture	Expl	-159	-79	-4	-1	-14	-7	-4	-16	-3	-4	-12	-15	1
	Ha	-568	-282	-53	-17	-59	-81	3	15	-67	-96	132	-62	3
Evolution 1998-2006 en %		GDL	Parc	Clervaux	Consthum	Heinerscheid	Hosingen	Munshausen	Troisvierges	Hoscheid	Kiischpelt	Tandel	Putscheid	Vianden
Terres arables	Expl	-8%	-29%	-29%	-22%	-28%	-32%	-25%	-35%	-18%	-47%	-18%	-39%	0%
	Ha	-2%	-6%	27%	9%	-9%	-3%	-15%	2%	-21%	-44%	0%	-30%	171%
Prairies et paturages	Expl	-6%	-23%	-23%	-33%	-24%	-24%	-9%	-23%	-17%	-32%	-12%	-42%	0%
	Ha	2%	11%	13%	30%	19%	5%	50%	13%	18%	13%	0%	10%	-19%
Surface agricole utilisée	Expl	-5%	-24%	-29%	-30%	-27%	-27%	-13%	-22%	-8%	-32%	-13%	-39%	0%
	Ha	0%	0%	22%	15%	-1%	0%	7%	6%	-5%	-19%	1%	-18%	19%
Superficie non utilisée pour l'agriculture	Expl	-9%	-32%	-40%	-14%	-31%	-26%	-22%	-42%	-27%	-31%	-25%	-52%	
	Ha	-6%	-18%	-47%	-23%	-20%	-38%	2%	23%	-62%	-67%	47%	-36%	





Plan	TOPOGRAPHIE
	Courbe de niveau majeur
	Cours d'eau principaux
	Cours d'eau secondaires
	Communes du parc naturel
	Limites communales
	Surfaces urbanisées
	Routes nationales
	Chemins repris

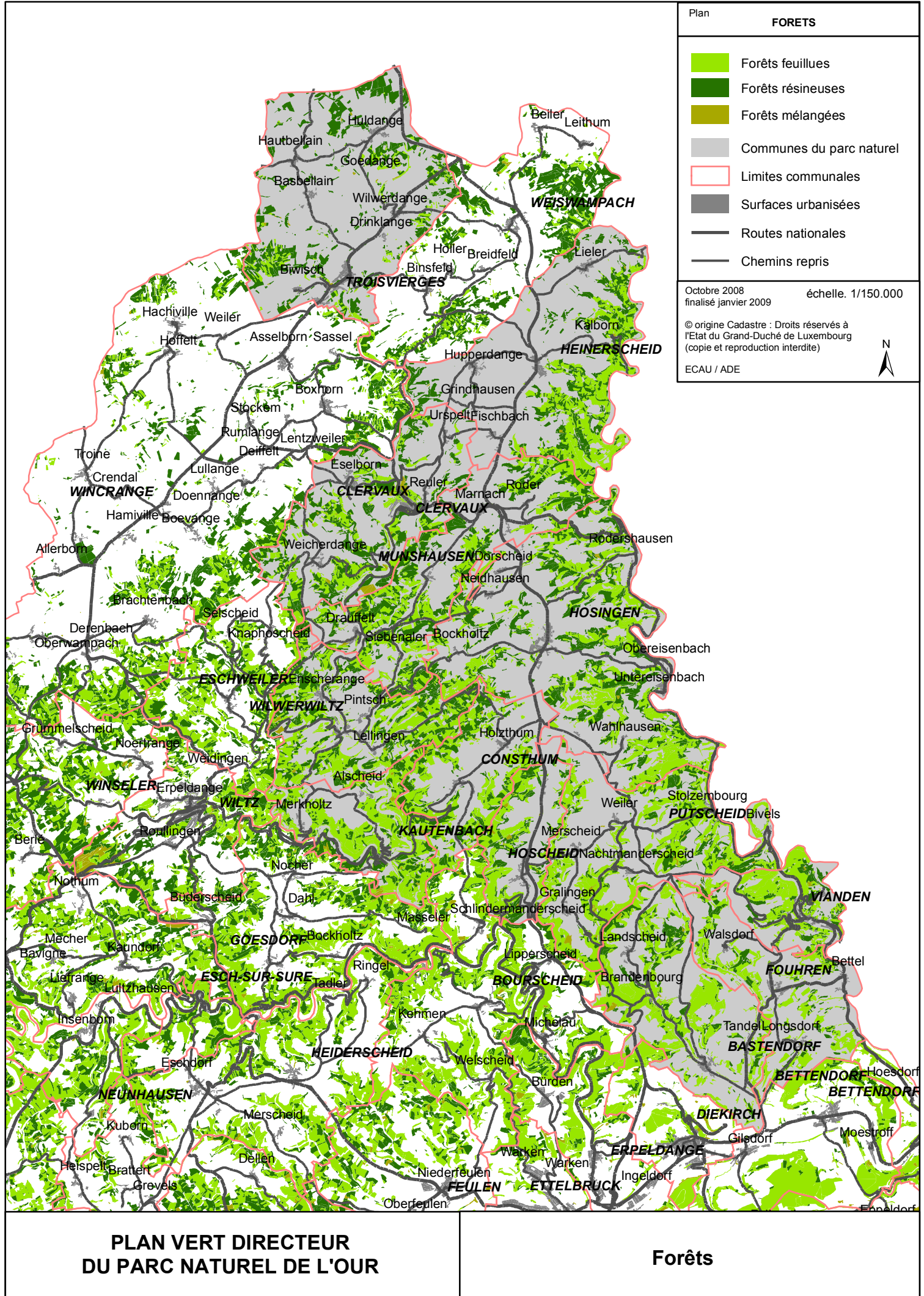
Octobre 2008
finalisé janvier 2009

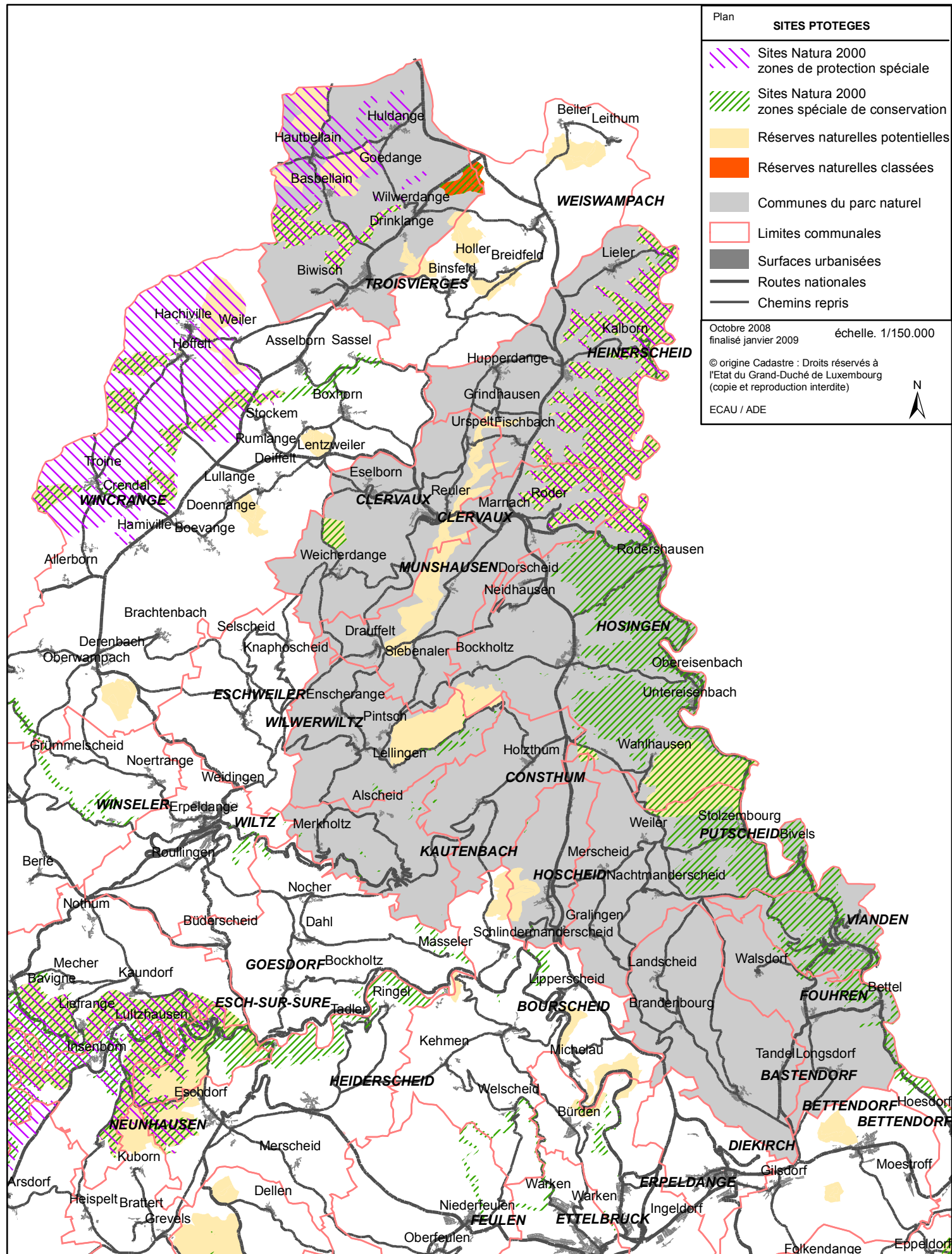
© origine Cadastre : Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg (copie et reproduction interdite)

ECAU / ADE

échelle. 1/150.000

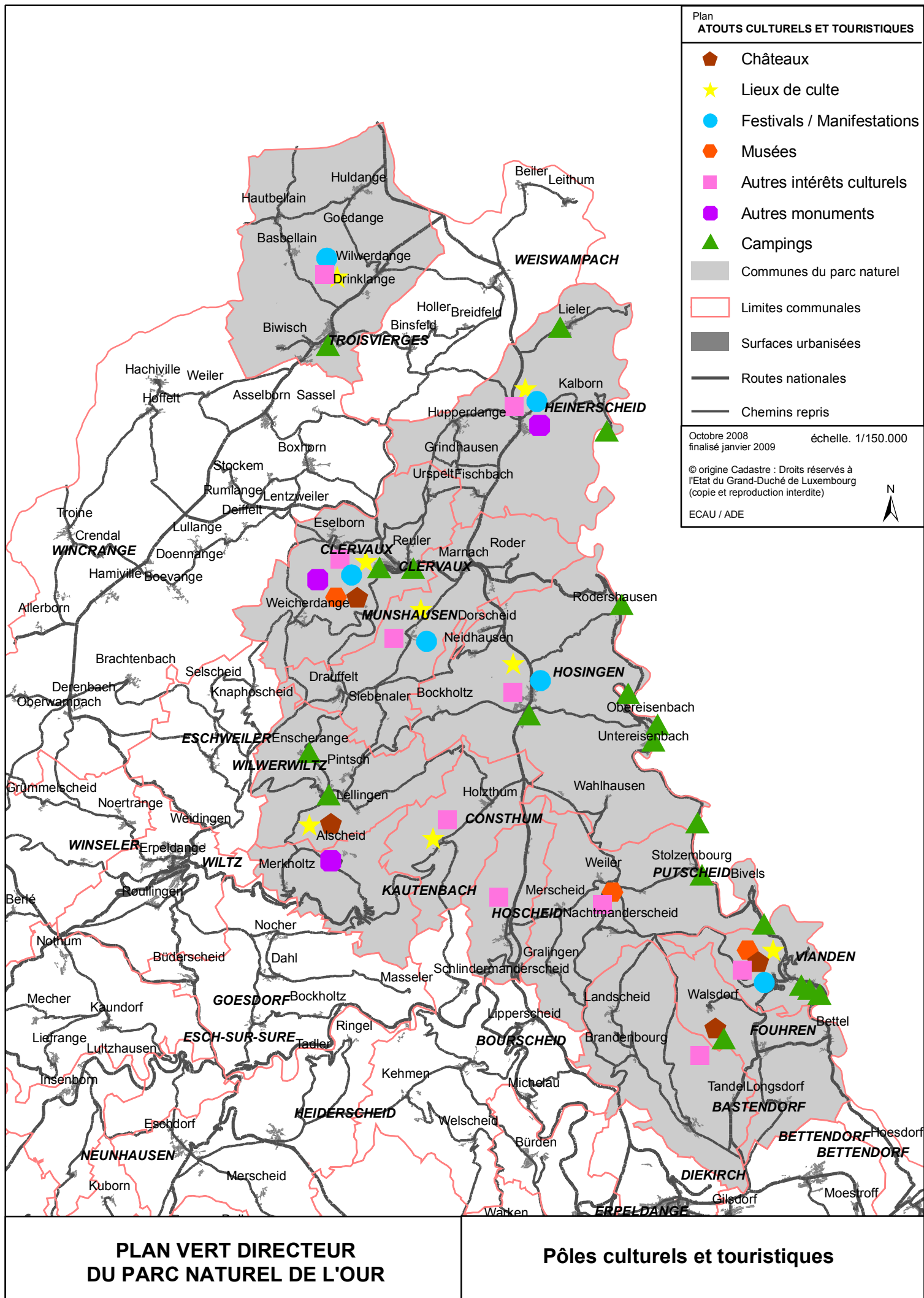
N

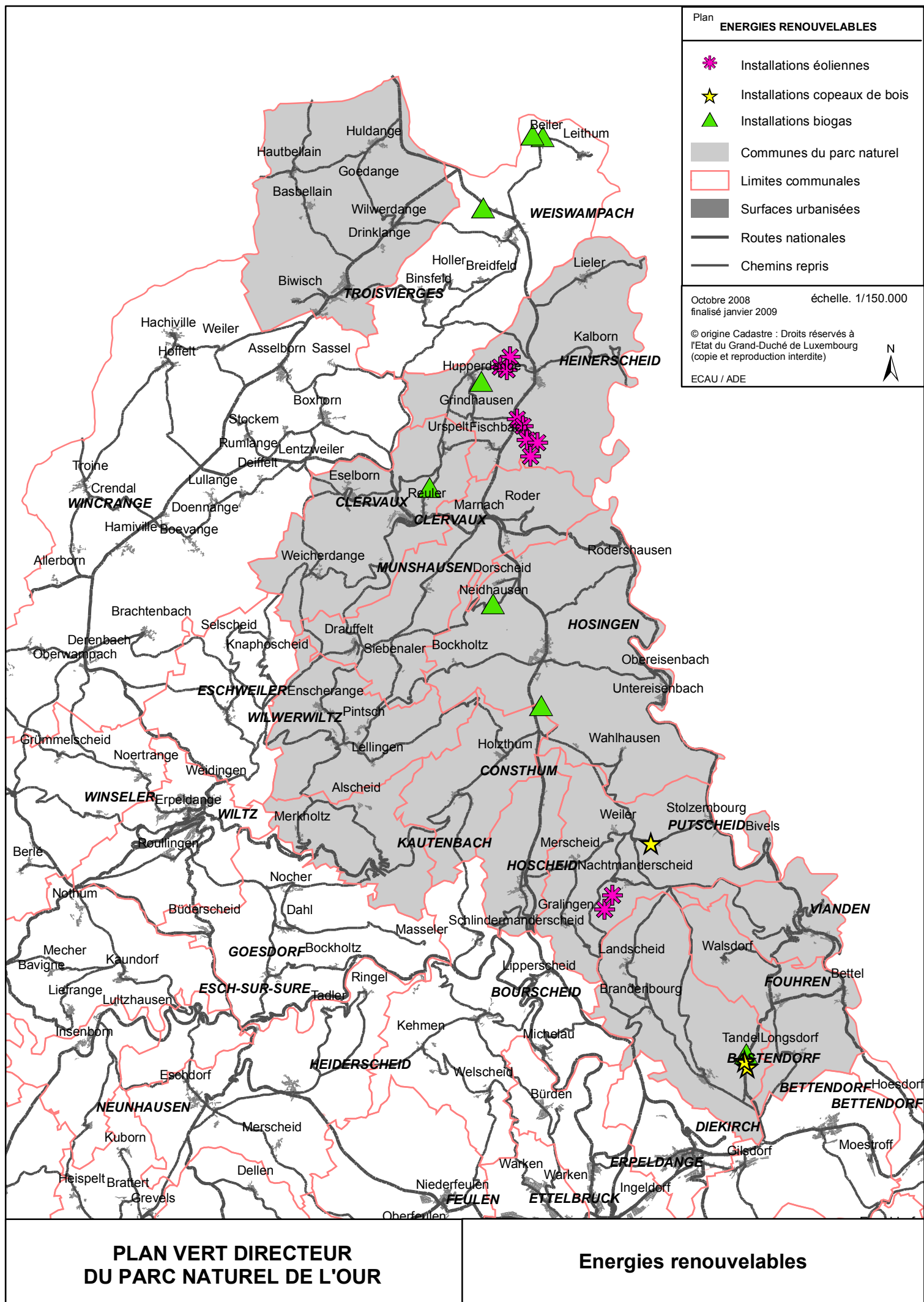




**PLAN VERT DIRECTEUR
DU PARC NATUREL DE L'OUR**

Sites protégés





« Plan vert directeur » du Parc Naturel de l'Our

Enquête auprès des communes

Objectifs de l'enquête

La présente enquête est réalisée dans la phase préparatoire à la définition de la stratégie du « Plan vert directeur » du Parc naturel de l'Our.

Pour rappel, ce « Plan vert directeur » est destiné à proposer aux communes du parc une vision partagée de l'impact sur « l'environnement et qualité du paysage » de tout projet de développement territorial concernant l'environnement naturel et humain. Cet instrument de gestion et d'aide à la décision vient compléter le programme du parc et participe directement à garantir « la conservation, la restauration et la mise en valeur du patrimoine naturel et culturel », en application de la loi du 10 août 1993, relative aux parcs naturels. Ce plan vert s'inscrit dans le processus long, évolutif et participatif de la concrétisation du parc. C'est pourquoi le document de type « charte » qui présentera la stratégie du plan vert directeur requiert l'adhésion des communes qui auront en charge son application.

Cette enquête fait suite aux rencontres et échanges de vue déjà effectués avec les forces vives du Parc dans le cadre de l'étude engagée en 2003 et 2004. Celle-ci a contribué à définir les premiers enjeux du plan vert et elle a permis de poser les bases du SIG du parc. En raison des changements politiques et administratifs intervenus au cours des derniers mois, cette enquête s'inscrit dans une étape de mise à jour du diagnostic de ces premiers enjeux, qui doit fournir des bases réactualisées à la future stratégie qui sera développée dans le « Plan vert directeur ».

Participants à l'enquête

Cette enquête s'adresse aux collègues échevinaux des 11 communes qui constituent aujourd'hui le Parc naturel, à savoir :

Clervaux	Munshausen
Consthum	Putscheid
Heinerscheid	Tandel
Hoscheid	Troisvierges
Hosingen	Vianden
Kiischpelt	

Objet de l'enquête

L'enquête a précisément pour objet d'offrir aux responsables de chaque commune la possibilité de s'exprimer sur le projet de « Plan vert directeur », selon trois champs de questions :

- Les atouts et, le cas échéant, les faiblesses de la situation actuelle de chaque commune
- Pour chaque commune, sa vision du Parc naturel à moyen et long terme
- Pour chaque commune, ses attentes particulières par rapport au « Plan vert directeur »

Thèmes proposés pour l'enquête

1. Général
2. Agriculture
3. Sylviculture
4. Environnement et nature (dont faune et flore)
5. Eaux
6. Energie
7. Développement urbain
8. Circulation
9. Economie
10. Tourisme
11. Chasse et pêche

1. Général

Situation actuelle de la commune		Parc naturel à moyen/long terme Vision de la commune	Attentes de la commune du Plan vert directeur
<i>Atouts</i>	<i>Faiblesses</i>		

2. Agriculture

Situation actuelle de la commune		Parc naturel à moyen/long terme Vision de la commune	Attentes de la commune du Plan vert directeur
<i>Atouts</i>	<i>Faiblesses</i>		

3. Sylviculture

Situation actuelle de la commune		Parc naturel à moyen/long terme Vision de la commune	Attentes de la commune du Plan vert directeur
<i>Atouts</i>	<i>Faiblesses</i>		

4. Environnement et nature (faune et flore)

Situation actuelle de la commune		Parc naturel à moyen/long terme Vision de la commune	Attentes de la commune du Plan vert directeur
<i>Atouts</i>	<i>Faiblesses</i>		

5. Eaux

Situation actuelle de la commune		Parc naturel à moyen/long terme Vision de la commune	Attentes de la commune du Plan vert directeur
<i>Atouts</i>	<i>Faiblesses</i>		

6. Energie

Situation actuelle de la commune		Parc naturel à moyen/long terme Vision de la commune	Attentes de la commune du Plan vert directeur
<i>Atouts</i>	<i>Faiblesses</i>		

7. Développement urbain

Situation actuelle de la commune		Parc naturel à moyen/long terme Vision de la commune	Attentes de la commune du Plan vert directeur
<i>Atouts</i>	<i>Faiblesses</i>		

8. Circulation

Situation actuelle de la commune		Parc naturel à moyen/long terme Vision de la commune	Attentes de la commune du Plan vert directeur
<i>Atouts</i>	<i>Faiblesses</i>		

9. Economie

Situation actuelle de la commune		Parc naturel à moyen/long terme Vision de la commune	Attentes de la commune du Plan vert directeur
<i>Atouts</i>	<i>Faiblesses</i>		

10. Tourisme

Situation actuelle de la commune		Parc naturel à moyen/long terme Vision de la commune	Attentes de la commune du Plan vert directeur
<i>Atouts</i>	<i>Faiblesses</i>		

11. Chasse et pêche

Situation actuelle de la commune		Parc naturel à moyen/long terme Vision de la commune	Attentes de la commune du Plan vert directeur
<i>Atouts</i>	<i>Faiblesses</i>		